

# La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

DE MOHAMMED ALI A FARHAT HACHED

## L'action ouvrière en Tunisie

R. LOUZON

Une lettre de Bourguiba à son fils

## Le Proche-Orient d'aujourd'hui

J. GALIENNE

## HISTOIRE DU 1<sup>er</sup> MAI

R. GUILLORE

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

### FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 400 fr.  
Un an ..... 700 fr.

### EXTERIEUR

Six mois ..... 480 fr.  
Un an ..... 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)

Téléphone : CENTRAL 17-08

### PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-89 Paris

## Sommaire du N° 72 - Mai 1953

L'action ouvrière en Tunisie .....	R. LOUZON
La marche à la délivrance ! .....	H. BOURGUIBA
Histoire du 1 <sup>er</sup> Mai .....	R. GUILLORRE
Les marxistes sont-ils plus combattifs ? .....	L. GLANZ
Doctrines sociales et coutume ouvrière .....	R. HAGNAUER
A propos de l'affaire Finaly : Les enfants en proie aux hommes .....	G. WALUSINSKI
Retour de Tunisie .....	A. HEBERT

### A travers le monde

Notes sur le Proche-Orient d'aujourd'hui ..	J. GALIENNE
La C.N.T. et la Révolution espagnole .....	C. FERRÉS

### Parmi nos lettres

Staline est mort .....	A.-V. JACQUET
Élargir l'horizon .....	Lain DIEZ
Une petite ville .....	P. SIRIEX
La R.P. « Zimmerwaldienne » ou « social- patriote » ? .....	DUPUY GALIENNE M. LANDRY

### Notes d'économie et de politique

La victoire des prétoriens. — Un défi à la République : Des élections sous un état de siège. ....	R. L.
---	-------

### La renaissance du syndicalisme

Réveil et confusion .....	L. MARTIN
Crime de lèse-éminences .....	P. MONATTE

### Livres et revues

Les satellites européens de Staline .....	A. R.
Michel Ragon : Histoire de la littérature ou- vrière .....	P. M.

### La vie des cercles

Bulletin de Zimmerwald : Les conséquen- ces de la mort de Staline, par J. Hum- bert-Droz.	
Les tâches du Cercle Pelloutier	

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se fera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attend pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# L'ACTION OUVRIERE EN TUNISIE\*

Le XIX<sup>e</sup> siècle a été le siècle de l'Europe et le siècle des luttes de classes; le XIX<sup>e</sup> siècle a été le siècle des révolutions: Révolution française, 1830, révolutions de 48 en France et dans toute l'Europe centrale, Commune de Paris en 71, révolutions de 1917 en Russie et de 1918 en Europe centrale.

Or il semble que cette période est révolue. A la suite, d'une part, des terribles échecs subis par le prolétariat européen entre les deux guerres, depuis les journées de janvier 19 à Berlin qui virent l'écrasement des spartakistes jusqu'à la prise de Barcelone par les franquistes presque exactement vingt ans plus tard, et à la suite, d'autre part, du remplacement de la révolution ouvrière russe de 1917 par la contre-révolution bureaucratique, le prolétariat européen, qui plus d'un siècle durant avait été le grand ferment révolutionnaire, paraît s'être assagi. L'Europe aspire désormais, avant tout, à la tranquillité; elle a cessé d'être révolutionnaire et, par cela même, elle a cessé de tenir la première place dans l'évolution du monde.

Mais la Révolution ne chôme pas — tout au moins, pas encore. Eteinte en Europe, voilà qu'elle s'allume en Asie et en Afrique, où elle prend la forme d'une révolte des peuples colonisés contre l'Europe qui les a assujettis.

Lutte révolutionnaire au premier chef, aussi révolutionnaire que n'importe quelle lutte de la classe ouvrière contre ses exploitteurs, parce que la Révolution n'est autre que la libération des servitudes, et que la servitude qu'impose une race à une autre race est autant, sinon plus, une servitude que celle qu'impose une classe à une autre classe.

Aussi, tandis que depuis 1918 l'Europe n'a plus connu de révolutions victorieuses et a dû subir tout au contraire les régressions du fascisme, celui de Mussolini, celui de Hitler, celui de Staline, celui de Franco, l'Inde, après une lutte de près de 30 ans, allant du lendemain de la première guerre mondiale au lendemain de la seconde guerre mondiale, s'est délivrée de la domination britannique. L'Inde, l'une des plus anciennes colonies de l'Angleterre, le joyau de son empire!

Peu après, ce fut le plus ancien empire colonial européen, l'empire hollandais, qui s'effondra avec la perte de l'Indonésie.

Si bien qu'il ne reste à peu près plus en Asie d'autre puissance européenne que la France, qui s'accroche désespérément, avec un entêtement sénile, à quelques lambeaux du territoire indochinois, bien qu'elle sache pertinemment, cependant, que quelle que soit l'issue de la guerre actuelle, l'Indochine prendra nécessairement place, sous une forme ou une autre, dans la liste des Etats indépendants, à côté de l'Inde et de l'Indonésie.

Et, après l'Asie, voici maintenant l'Afrique, l'Afrique colonisée un bon siècle après l'Asie, qui se met à son tour en branle pour conquérir son indépendance!

C'est de l'un de ces pays d'Afrique, de celui où cette lutte pour l'indépendance est la plus

vive et la plus avancée, c'est-à-dire de la Tunisie, que je voudrais aujourd'hui vous parler.

## LA CARACTERISTIQUE DU MOUVEMENT TUNISIEN

Dans toute l'action révolutionnaire de la bourgeoisie européenne contre l'Ancien Régime au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, le prolétariat a joué un grand rôle, presque toujours le rôle décisif; de même, dans la plupart des actuels mouvements nationaux d'Asie et d'Afrique, le prolétariat de ces pays joue son rôle, et il le joue comme une force indépendante, organisée à part et agissant sur son terrain propre. C'est ainsi, par exemple, que les ouvriers hindous, notamment ceux des grandes usines textiles de Bombay, groupés en de puissantes trade-unions, ont contribué par leurs revendications de meilleures conditions de travail à l'ébranlement de la domination britannique, qui était aussi bien économique que politique.

Cependant, nulle part ailleurs qu'en Tunisie n'a été aussi grand le rôle joué par l'ouvrier, agissant tant pour ses intérêts immédiats de travailleur, qui veut diminuer le plus possible l'exploitation dont il est victime de la part du patron, que pour ses intérêts d'homme qui ne veut pas être constamment bafoué, insulté, méprisé et privé de tous droits par une race de seigneurs installée chez lui par droit de conquête.

De même que certains phénomènes géologiques, comme la surrection des montagnes, les grands mouvements sociaux se produisent souvent en deux temps, en deux vagues successives dont la première dessine, en une phase brève mais vigoureuse, les lignes directrices que suivra la seconde.

C'est ainsi, par exemple, que le mouvement ouvrier français a connu deux grandes périodes: la première, sorte de grandiose répétition générale qui trouva à la fois son apothéose et sa fin dans la Commune, fut celle de l'Association Internationale des Travailleurs, avec ses sociétés de résistance, et la seconde, celle, trente ans plus tard, de la Confédération Générale du Travail, avec ses syndicats.

De même, le mouvement ouvrier tunisien a passé par deux phases successives: la première est caractérisée par la fondation, en 1924, de la Confédération Générale du Travail Tunisienne (C.G.T.T.), la seconde par la constitution, après la fin de la seconde guerre mondiale, de l'Union Générale du Travail Tunisienne (U.G.T.T.).

C'est l'histoire de ces deux mouvements que je vais brièvement passer en revue.

## LA C.G.T.T.

Le lendemain de la guerre de 1914-18 fut marqué par un afflux considérable de nouveaux syndiqués.

Ce fut là un phénomène général, qui se produisit en Tunisie comme ailleurs. Mais chose importante, il fut tout particulièrement marqué chez les Arabes.

Là où des syndicats existaient déjà, des syndicats adhérant à la C.G.T. française, alors seule centrale syndicale, c'est-à-dire dans les admi-

(\*) Causerie faite à Grenoble, le 22 mars 53, au Cercle d'études sociales et syndicales des Amis de la Liberté.

nistrations publiques comprenant une forte proportion de Français, telles que les postes, les chemins de fer, etc., les travailleurs arabes se syndiquèrent à près de 100 %. C'était donc parfait !

Ou plutôt, c'eût été parfait si les nouveaux syndiqués, de nationalité tunisienne, n'avaient été traités par leurs camarades syndiqués français comme des parents pauvres.

Les mœurs de la colonisation sont si parfaitement ancrées en Tunisie qu'elles se manifestent aussi bien chez les plus misérables des Français que chez les plus riches, aussi bien chez le salarié que chez le patron. Pour le travailleur français, même le plus pauvre, le travailleur tunisien, même le plus habile, n'est jamais qu'un « bicot », un être inférieur qui, s'il est syndiqué, est tout juste bon à cotiser.

Aussi, même au sein du syndicat, l'ouvrier tunisien se sentait dans une situation diminuée ; il n'y avait qu'un rôle subalterne, tout comme dans la société en général. Au syndicat, comme dans l'Etat et comme partout, régnait la « prépondérance française ». « Prépondérance » étant alors l'euphémisme employé pour signifier « domination ».)

Deux choses furent particulièrement sensibles aux syndiqués tunisiens : l'une avait trait à l'organisation, l'autre aux revendications.

Dans les industries, telles que les chemins de fer, où il y avait une forte proportion de Français, mais une proportion encore plus grande d'Arabes, les Français, afin de conserver la direction du syndicat, firent élire le Conseil syndical non par l'ensemble des syndiqués, mais « par catégories », les catégories de personnel où les Français étaient en majorité, étant avantagées, au point de vue du nombre de leurs représentants, par rapport aux catégories où les Arabes étaient les plus nombreux.

D'autre part, chose encore plus grave, l'organisation syndicale refusa de prendre comme base d'action la formule, cependant bien française et d'origine essentiellement ouvrière : à travail égal, salaire égal !

Il faut dire, en effet, qu'à cette époque, pour un même travail, le salaire différait, selon que l'ouvrier était tunisien ou français. Le cas des trams, par exemple, est typique. S'il y a un travail bien déterminé, effectué de la même manière, sans différence de productivité, quel que soit celui qui l'exécute, c'est bien celui de wattman. Or, pour le wattman, comme pour toutes les autres catégories de tramways, et comme pour tous les autres travailleurs de Tunisie, il y avait trois tarifs de salaire : l'un, le plus élevé, s'appliquant aux wattmans français, un autre, un peu moins élevé, s'appliquant aux wattmans européens non français (c'est-à-dire, en fait, aux Italiens), et un troisième, beaucoup plus bas, s'appliquant aux wattmans indigènes.

C'est à cette inégalité typiquement raciale que les syndicats de la C.G.T., à direction française dans leur ensemble, refusaient de mettre fin.

On comprend qu'une telle situation ne pouvait durer, que les travailleurs tunisiens ne pouvaient éternellement accepter de n'être que des machines à cotiser, et de n'être jamais appelés à faire grève que pour soutenir les revendications spécifiques des ouvriers et fonctionnaires français.

La rupture était donc fatale : elle se produisit en 1924. Cette année-là, les dockers de Tunis, corporation presque exclusivement composée de Tunisiens, et combattive comme le sont tous les dockers, décida de se constituer en syndicat autonome.

Ce fut comme un éclair dans la nuit !

Presque aussitôt deux militants, Moktar el Ayari, qui était depuis plusieurs années secrétaire du syndicat des trams de Tunis, et Mohammed Ali, autodidacte qui était parti en Turquie avant la guerre, alors qu'y commençait la révolution, et qui y avait été, plus ou moins simultanément, chauffeur d'automobile et étudiant, virent les larges perspectives qu'offrait pour l'organisation de la classe ouvrière tunisienne la fondation de ce syndicat autonome ; ils décidèrent de créer une organisation syndicale spécifiquement tunisienne, indépendante de la C.G.T. et de la C.G.T.U. françaises — tout comme l'Etat tunisien, de l'avis de tous les Tunisiens, doit être indépendant de l'Etat français — et ils appelèrent cette organisation du même nom que l'organisation française dont ils se séparaient mais qu'ils prenaient comme modèle : ils l'appelèrent la C.G.T. Tunisienne. Cette organisation était d'ailleurs, comme il se doit, ouverte à tous les travailleurs de Tunisie, quelle que soit leur race ou leur nationalité. Les Français et les Italiens y avaient leur place tout autant que les Tunisiens, et les juifs tout autant que les musulmans.

Ce fut immédiatement le grand succès.

Dans tout le pays, les travailleurs arabes se mirent à fonder des syndicats qui demandaient aussitôt leur adhésion à la C.G.T.T. Mohammed Ali et Moktar se dépensèrent sans compter, parcourant toute la Tunisie afin d'organiser, revendiquer, soutenir des grèves.

Ça ne pouvait durer...

En France, les élections avaient amené les gauches au pouvoir, en remplacement du « Bloc national » ; mais, en matière coloniale, les gauches en France sont aussi réactionnaires, aussi impitoyablement impérialistes que la droite, si ce n'est davantage.

Le gouvernement Herriot décida donc d'étouffer dans l'œuf le mouvement syndical des travailleurs tunisiens.

Une grève ayant éclaté aux environs de Tunis dans les carrières et usines à chaux de la maison Potin (les Potin de Paris), le patron décida d'expulser les grévistes des pauvres gourbis qu'ils habitaient, gourbis situés sur son domaine, qui est immense (« Potinville »), car il comprend, en plus des carrières à chaux, plusieurs centaines d'hectares de vignobles.

Cependant, les grévistes manifestèrent l'intention de continuer à demeurer en place, là où étaient leurs domiciles. Alors... on les inculpa d'atteinte à la propriété d'autrui ! La presse à tout faire déclara que leur prétention de rester sur le domaine de leur patron n'était rien de moins que le début d'une révolution communiste ! Et, en conséquence, comme la C.G.T.T. avait naturellement soutenu les grévistes, on inculpa ses dirigeants... de complot contre la sûreté intérieure de l'Etat !

Ils passèrent en assises, au début de 1925, devant un jury exclusivement composé de Français naturellement, et ils furent condamnés à l'exil. Les trois principaux d'entre eux, Mohammed Ali, Moktar el Ayari, et le Français Jean-Paul Finidori, rédacteur du journal *l'Avenir social*, qui n'avait cessé dès le premier jour de soutenir l'action de la C.G.T.T., furent condamnés à dix ans d'exil ; les trois autres accusés, tous trois Tunisiens, à cinq ans.

La C.G.T.T. était décapitée.

Telle fut la première flambée du syndicalisme, du syndicalisme révolutionnaire, en Tunisie. Flambée qui ne dura que six mois, mais qui, tout comme la Première Internationale en France malgré son écrasement dans les massacres de la Commune, devait laisser dans le pays des traces profondes.

Durant les quinze années qui suivirent jusqu'à la guerre, il n'y aura plus d'organisation syndicale tunisienne, il n'y aura même plus guère de syndiqués parmi les Tunisiens, mais le mouvement ouvrier n'en subsistera pas moins sous la forme de grèves sporadiques.

C'est, naturellement, à partir de 1936 que, sous l'influence et à l'exemple des ouvriers de France, les travailleurs tunisiens multiplièrent leurs revendications. Les plus exploités, ceux qui font le travail le plus dur, les mineurs, furent en tête de l'action.

Mais, ainsi que nous l'avons déjà dit, et il faut le répéter, les gauches françaises sont aussi farouchement colonialistes que la droite. C'est pourquoi, bien que des gouvernements de « Front populaire » étaient alors au pouvoir, la « répression » contre les grévistes tunisiens fut aussi féroce qu'au temps du « Bloc des gauches ».

Les massacres se succédèrent.

En mars 1937, on compte 17 tués à Metlaoui, c'est-à-dire au principal centre d'exploitation de la Compagnie des phosphates de Gafsa,

et 3 tués à M'dilah, autre centre minier des phosphates de Gafsa ;

En juillet 1937, il y a 2 tués à Djerissa, l'une des plus prospères mines de fer du monde ;

En janvier 1938, 6 ouvriers du port sont tués à Bizerte.

En tout, plus de trente tués en moins d'un an.

Cela sans compter les blessés, les arrestations et les condamnations qui pleuvent à flot !

La guerre de 1939 met le point final à cette première phase du mouvement ouvrier tunisien.

## L'U.G.T.T.

Tout comme après la guerre de 14-18, il y eut, après la guerre de 39, dans le monde entier, un afflux de nouveaux syndiqués. La Tunisie ne fait pas exception, et les travailleurs tunisiens ne sont pas les derniers à rejoindre les syndicats, les seuls qui existent alors, ceux de la C.G.T.

Mais, en Tunisie, tout comme en France, les syndicats sont bientôt entre les mains des communistes, qui entendent y faire régner, là comme ailleurs, l'« ordre de Moscou ».

Seulement, il se trouve que les travailleurs tunisiens sont plus clairvoyants et plus rebelles à la servitude que leurs camarades français. De sorte que dès 1944, soit trois ans avant la fondation en France de F.O., la majorité des travailleurs tunisiens se refuse à subir la tutelle des communistes.

Comme en 1924, le mouvement commença par la formation de syndicats autonomes, et, comme en 1924, ce furent des dockers qui en prirent l'initiative, mais, cette fois, les dockers de Sfax et non ceux de Tunis.

Sfax est une ville presque exclusivement indigène ; aussi le secrétaire de l'Union locale des syndicats de Sfax adhérent à la C.G.T. avait dû, par la force des choses, être choisi parmi les Tunisiens. C'était un docker, fils de pêcheurs des Iles Kerkenna situées en face de Sfax : Farhat Hached.

Ce fut lui qui, le premier, se refusa à accepter la domination stalinienne, et qui quitta en conséquence l'Union des syndicats C.G.T. de Tunisie, entraînant avec lui la presque totalité des travailleurs indigènes de Sfax ; peu après, étendant le mouvement à tout le pays, il réunissait tous les syndicats d'ouvriers tunisiens qui entendaient être indépendants à la fois de Moscou et de Paris, au sein d'une nouvelle centrale syndicale : l'Union Générale du Travail de Tunisie (U.G.T.T.).

Farhat Hached devait rester jusqu'à sa mort l'âme de la nouvelle organisation, ou plutôt l'une

de ses âmes, car les choses ont marché depuis 1924, la classe ouvrière tunisienne s'est enrichie de multiples valeurs nouvelles, et les militants, au lieu d'être comme alors une poignée, sont maintenant presque une légion.

## LES MASSACRES

Comme il se doit, le baptême de la nouvelle organisation eut lieu dans le sang.

En août 1947, une grève avait éclaté sur le chemin de fer allant de Sfax à Gafsa, qui est possédée par la Compagnie des phosphates. Ne faisant ni une ni deux, le résident général, qui n'est autre que l'ancien militant syndicaliste français des Contributions indirectes, Mons, décréta aussitôt la réquisition du chemin de fer ; et, le lendemain matin, au petit jour, alors que les grévistes n'ont même pas connaissance de l'ordre de réquisition, le général Duval, commandant des troupes en Tunisie, qui vient de s'illustrer, deux ans auparavant, par le massacre de quelque 20.000 Arabes dans le département de Constantine, fait cerner la gare où dorment les piquets de grève, et la tuerie commence. Elle devait s'étendre dans la journée à toute la ville qu'on avait cernée et privée de toutes communications avec l'extérieur.

Au total : 30 morts et 50 blessés, chiffres officiels ; tous naturellement étaient des indigènes. Puis la « justice » se mit à fonctionner et les survivants du massacre se virent distribuer 30 années de prison et 50 de bannissement.

Mais l'on n'est plus en 1924 !

En 1924 il avait suffi d'exiler six hommes pour mettre fin à la C.G.T. tunisienne ; en 1947, ni le massacre ni les condamnations n'aboutiront à quoi que ce soit de semblable. Tout au contraire, c'est à partir de ce moment que l'U.G.T.T. va grandir et couvrir vraiment toute la Tunisie.

Les années qui suivent vont, en effet, être des années d'organisation intense. Non seulement on fonde de nouveaux syndicats, mais on crée dans toutes les villes tant soit peu importantes des unions locales de syndicats, cette forme d'organisation spécifique du syndicalisme révolutionnaire, qui sont très actives et très vivantes.

Années d'organisation, mais aussi années de luttes.

Les grèves se succèdent et... les massacres de grévistes aussi.

En août 1947, quatre mois après la tuerie de Sfax, on compte 3 tués et 4 blessés à Djebel-Djeloud, dans la banlieue de Tunis, là où est située une importante usine de superphosphates ; en janvier 1950, il y a 3 tués et 8 blessés à Potinville, sur le domaine qui avait déjà vu la grève de 1924 ; en novembre 1950, il y a 5 tués, dont une femme enceinte, et 12 blessés à Enfidaville, sur un immense domaine s'étendant originellement sur plus de 100.000 hectares, qui est possédé par une filiale de la Société Marseillaise de Crédit, et dont la possession fut l'un des objectifs, au siècle dernier, de l'occupation de la Tunisie.

## L'ASSASSINAT

Peu après cette dernière tuerie de grévistes, se produit l'agression du gouvernement français contre l'ensemble de la population tunisienne.

Vous vous rappelez les faits. Le résident général Périllier, jugé trop libéral, est remplacé par l'« homme à poigne » Hauteclocque, et celui-ci, à peine débarqué, installe le fascisme en Tunisie.

On déporte sans jugement, par mesure administrative, sous le climat meurtrier du Sud-Tunisien, Habib Bourguiba, principal représentant du

parti constitutionnel tunisien, le Néo-Destour, puis on déporte, également sans jugement, les ministres tunisiens que le gouvernement français avait lui-même fait nommer dans l'un de ces brefs instants où il veut bien consentir à avoir l'air au moins de faire des réformes. En plus de ces deux déportations spectaculaires, ce sont des centaines d'autres déportations, toujours sans jugement, et les « ratissages », et les tortures, et les exécutions.

Mais, naturellement, le gouvernement français profite de la situation politique troublée, qu'il a créée délibérément, pour s'attaquer tout particulièrement à l'organisation syndicale des travailleurs.

La presque totalité des membres des commissions exécutives et des bureaux de l'U.G.T.T. non seulement de l'organisation centrale, mais des unions locales, sont arrêtés et envoyés dans les camps de concentration, sans jugement, cependant que les perquisitions aux sièges des organisations se poursuivent sans répit dans l'espoir de trouver quelque document permettant d'accuser l'U.G.T.T. de complicité dans la campagne terroriste, espoir qui fut toujours déçu.

Mais tout cela en vain. Rien n'y fait. L'U.G.T.T. continue à fonctionner : dès qu'une commission exécutive est arrêtée, une nouvelle équipe de jeunes militants se présente pour la remplacer.

Pour tuer l'U.G.T.T. il fallait donc aller plus loin encore ; et c'est pourquoi l'assassinat de Farhat Hached, son secrétaire, fut décidé.

En novembre dernier, Farhat Hached restait à peu près le seul militant connu de l'U.G.T.T. qui était encore en liberté.

Pourquoi était-il en liberté ?

La raison en est simple.

Dans sa lutte pour l'émancipation du prolétariat tunisien, l'U.G.T.T. avait rencontré un appui total sans réserve, à cent pour cent, auprès des syndicats américains, aussi bien ceux de l'A.F.L. que ceux du C.I.O., avec lesquels elle était groupée au sein de la C.I.S.L., l'organisation syndicale internationale du monde libre. Dès lors, frapper Farhat Hached, symbole vivant de l'U.G.T.T., c'était jeter un défi aux syndicats américains ; or, tant que Truman était au pouvoir, jeter un défi aux syndicats américains c'était, en raison des liens étroits qui unissaient alors les syndicats au gouvernement, jeter un défi au gouvernement américain.

Le gouvernement français n'osait pas jeter ce défi : c'est pourquoi Farhat Hached demeurait en liberté.

Mais le jour où Eisenhower fut élu et où il apparut, à tort ou à raison, qu'à Washington ne siégerait plus un gouvernement ami des syndicats, mais un gouvernement d'hommes d'affaires, un « chargé d'affaires » des « big business », on pensa qu'on pouvait y aller !

Cependant, quoi faire exactement ? Envoyer Farhat Hached dans un camp de concentration, cela paraissait insuffisant aux colonialistes, car, un jour ou l'autre, il faudrait bien le relâcher. Le condamner à mort, c'était bien difficile en l'absence de toute charge. Une seule solution restait : l'assassiner.

C'est ce que l'on fit.

Un mois jour pour jour après l'élection d'Eisenhower, Farhat Hached était tué.

Et comme pour bien montrer que plus encore qu'à l'homme c'était à l'organisation qu'on en voulait, à l'organisation syndicale de ces travailleurs arabes que l'on voulait absolument pouvoir continuer à exploiter sans frein d'aucune sorte, on fit cette chose inouïe :

Le lendemain même du meurtre, on arrêtait l'homme que la commission exécutive de l'U.G.T.T. venait de nommer pour remplacer Farhat

Hached, le professeur Messadi, la veille encore chargé de cours en Sorbonne, que sa qualité de grand intellectuel devait mettre, avaient espéré ceux qui l'avaient désigné, à l'abri de l'arbitraire du pouvoir.

Quant au secrétaire-adjoint de l'U.G.T.T., Boudali, qui se trouvait en France lors de l'assassinat, il fut empêché de prendre à Marseille l'avion pour Tunis et il est, depuis lors, confiné en France, sous la surveillance constante de la police ; il lui est impossible de se déplacer hors de son hôtel autrement que dans une voiture de la police, escorté de deux agents de la Sûreté.

On ne pouvait mieux montrer que c'est pour tuer l'U.G.T.T. que l'on a tué Farhat Hached.

#### « ...AUX COLONIES OU ELLES S'ÉTAIENT À NU »

Dans un remarquable article sur le colonialisme écrit pour le « New York Tribune » à l'occasion de ce premier chemin de fer des Indes dont on célèbre le centenaire cette année, Marx écrivait :

*« La profonde hypocrisie, la barbarie native de la civilisation bourgeoise se montrent à nos yeux dès que nous les détournons de la métropole, où elles se revêtent de formes respectables, pour regarder aux colonies, où elles s'étaient à nu. »*

Vous conviendrez avec moi, Mesdames et Messieurs, que l'histoire de l'U.G.T.T. apporte à cette affirmation de Marx la plus éclatante confirmation.

Il est vrai que dans les métropoles aussi, les arrestations arbitraires, les condamnations impitoyables des militants ouvriers, et les fusillades de grévistes, ont été employées pour briser le mouvement ouvrier et ses organisations. Metlaoui, Bizerte, Potinville, Sfax sont des noms qui ne font que rappeler à nos souvenirs ceux de la Ricamarie, de Fourmies, de Chalon, de Villeneuve-Saint-Georges et de tant d'autres qui sont restés gravés au cœur de la classe ouvrière française comme les étapes de son martyrologe.

Cependant, jamais en France la bourgeoisie n'a osé recourir à l'assassinat des militants ouvriers pour briser les organisations, ni arrêter, le lendemain du meurtre, ceux qui s'apprétaient à prendre la place de la victime.

En Tunisie, elle l'a fait.

En Tunisie, « la barbarie native de la civilisation bourgeoise » s'est étalée à nu.

Mais — c'est ma conviction profonde — la barbarie de la bourgeoisie française n'atteindra pas en Tunisie le but pour lequel elle s'est déchaînée.

Un mouvement comme celui de l'U.G.T.T. qui a subi, durant dix ans, sans faiblir, les terribles assauts que je viens d'essayer de vous narrer, est un mouvement qui a des racines trop profondes pour périr.

L'U.G.T.T. finira par libérer le travailleur tunisien de sa double servitude, celle qui le frappe à cause de sa race, en sa qualité de Tunisien, et celle qui le frappe en tant que travailleur, en sa qualité de prolétaire.

R. LOUZON.

Avant tout, le droit et le principe. C'est par cette logique-là que nous vivons.

V. HUGO.

# La marche à la délivrance !

Je viens d'apprendre que les États Arabes ont décidé de porter encore une fois notre affaire devant le Conseil de Sécurité. Evidemment ça ne peut pas faire de mal et ça montre qu'ils ne sont pas prêts à enterrer par leur silence la politique d'intégration forcée (faite de violence et d'hypocrisie) de MM. de Hauteclocque et Colonna. Mais je ne prévois pas un grand succès pour cette nouvelle tentative. Il faut attendre que l'affaire de la Communauté Européenne de Défense soit liquidée par le Parlement français, dans un sens ou dans l'autre, car à ce moment une grande hypothèque sera levée et l'Amérique sera plus à l'aise pour prendre une position nette et ferme. Ça viendra à l'automne prochain.

En fait les puissances arabo-asiatiques prennent chaque jour plus d'importance et de poids dans la stratégie de la guerre froide et l'Amérique ne peut pas sacrifier tous ses intérêts dans le monde et même l'issue de la guerre froide en Asie et en Afrique aux caprices d'enfant gâté de la France. Nous avons là un élément de pression — parmi tant d'autres — qui ne se relâchera pas, et qui se fera même plus pressant dans la mesure où la France s'obstinera dans une politique condamnée implicitement dans la dernière motion de l'O.N.U., politique qui devient un scandale au sein du monde libre et un défi aux principes les plus élémentaires du Droit des gens et de la morale internationale.

Crois-moi, nous tenons le bon bout ! Patience et longueur de temps font plus que force et... ratissages. Et la patience est notre fort.

Il n'est même pas dit que la France aura toujours la voix de l'Angleterre. Churchill a surtout essayé de faire oublier son « coup » de la Syrie (mai 1945) qui a mis pratiquement fin à la domination française au Levant et que la France a ressenti peut-être plus que la défaite de 40. Mais en accordant presque au même moment au Soudan l'indépendance dans trois ans et le droit de disposer de lui-même, le même Churchill porte un coup terrible à la France en Tunisie et au Maroc. Et l'on peut se demander s'il n'a pas voulu frapper d'une pierre deux coups : affaiblir la France en l'enfonçant dans une impasse sans issue tout en se ménageant ses bonnes grâces en flattant ses instincts de domination et son fameux complexe. Car il ne peut pas être sincère quand il encourage la France dans une politique qu'il juge détestable pour son pays. La même question se pose d'ailleurs quand on le voit pousser la France dans l'engrenage de la Communauté Européenne de Défense où il se garde bien de mettre le doigt.

La perfide Albion n'a pas fini de jouer à la France des mauvais tours... mais puisque la France est contente et lui est si reconnaissante, pourquoi se gênerait-elle ?

C'est dire que la hâte avec laquelle M. de Hauteclocque essaye de bâcler les élections municipales ne changera rien au fond du problème. Ce problème est et restera dominé par la résistance du peuple tunisien qui ne veut pas mourir, qui ne veut pas se laisser dissoudre dans une Communauté étrangère sous prétexte de démocratisation, qui n'admet pas que la base territo-

riale de la nation et de l'Etat tunisiens soit devenue territoire français !

Aucune puissance au monde, aucun aréopage international ne peut nous contester le droit de défendre notre existence en tant qu'Etat et de lutter pour reconquérir les attributs de notre souveraineté, qui nous ont été ravies par des traités imposés par la force et plus encore par des « actes subsequents » extorqués au bey par la menace. Aucun homme honnête, aucun gouvernement qui se respecte ne peut admettre qu'un Protectorat de Droit International imposé en vue d'introduire en Tunisie des « réformes » administratives, judiciaires et financières, ait pour résultat, au bout de 70 ans de ces « réformes » de faire disparaître l'Etat tunisien, de mettre fin à son existence et de transformer son territoire en département français. La morale internationale s'insurgera toujours contre un tel escamotage, et aucune prescription ne peut prévaloir contre notre droit à la liberté et à la souveraineté... d'où la faiblesse de la position française soulignée par son refus spectaculaire de comparaître devant l'Assemblée générale de l'O.N.U., petite bouderie d'enfant mal élevé qui n'a pas beaucoup impressionné le Tribunal et l'impressionnera de moins en moins. C'est moi qui te le dis.

Maintenant que nous ne sommes plus seuls en cause, nous ne risquons plus d'être étouffés entre quatre murs. Le temps travaille pour nous, car l'intérêt que le monde libre, et pas seulement l'Amérique, porte à la question tunisienne ne peut qu'augmenter avec le temps... à condition bien entendu que la résistance du peuple, conjuguée avec celle du souverain, ne fléchisse pas. Or tout porte à croire que cette résistance loin de fléchir ne fait au contraire que s'étendre et gagner en profondeur. Le résident général n'arrive pas à trouver dans toute la Tunisie des partenaires valables et s'imagine ou fait semblant de croire que ceux qu'il appelle les modérés se dérobent par peur des extrémistes. C'est déjà l'aveu que les « extrémistes » ont gardé quelque prestige dans le pays après quinze mois de répression, de massacres et de ratissages... et que leur prestige l'emporte encore sur celui de M. de Hauteclocque. En réalité ils se dérobent parce qu'ils pensent comme nous et qu'on ne peut pas être plus modérés que nous sans cesser d'être patriotes. C'est peut-être le seul cas où des hommes modérés sont arrivés à s'imposer par leur sérieux et leur sincérité à tous les extrémistes et à réunir en un seul bloc toutes les forces vives d'une nation, tous les éléments valables, privant ainsi la colonisation de toute base réelle dans le pays. La répression elle-même loin d'étouffer ou même de freiner le mouvement national ne fait que le développer et l'étendre en profondeur. Des couches nouvelles, jadis indifférentes, entrent dans la lutte. De nouvelles élites se lèvent, une jeunesse exaltée, avide de sacrifice et de dignité, prend déjà notre suite et trouve sur place des militants décidés formés dans les prisons et les camps de concentration. Bourgeois, prolétaires, riches et pauvres, hommes et femmes ont trouvé là un idéal exaltant, un but valable à la vie, un sens à leur destinée et sont prêts à tout lui sacrifier.

C'est bien la marche vers la délivrance ! Et cette marche rien ne l'arrêtera parce qu'elle est dans la nature des choses et qu'elle va dans le sens de l'évolution du monde. Je n'ai pas l'habitude de me leurrer de mots, mais je t'assure que de mon rocher je vois lumineusement — comme si j'y étais déjà — toutes les péripéties de cette lutte et de son issue inéluctable.

Ce jour-là, je n'y serai peut-être pas, mais toi, tu y seras, car il n'est pas très loin. Eh bien, tu n'auras à ce moment qu'à relire cette lettre — si la censure ne l'escamote pas en route — pour te rendre compte à quel point j'avais vu juste. C'est que, moi, je connais ce peuple à fond. Je connais ses qualités et ses défauts. Je l'ai suivi dans sa longue histoire, dans les jours lumineux de sa puissance et dans la nuit noire de sa décadence et de sa faiblesse. Son grave défaut — qui est celui de tous les peuples méditerranéens — c'est son excès d'individualisme, son amour immodéré de la liberté qui hors de certaines limites se retourne contre lui et le condamne à l'effritement et à l'impuissance. Mais il est fier, tenace, indomptable. Et toutes les fois qu'il a trouvé des chefs capables, sincères et courageux, qui ont su l'unir et lui montrer le bon chemin, il a fait des miracles. Et ce qu'il a fait jusqu'ici en l'espace de vingt ans, c'en est un. Ce qui restera du Néo-Destour c'est la formidable révolution qu'il a réalisée dans les esprits et qui a radicalement transformé ce peuple... au point que les « spécialistes » qui l'avaient connu au début du siècle, comme ce pauvre G. Puaux, ne s'y reconnaissent plus et s'obstinent dans une routine qui ne cadre plus avec la réalité. Ils ne veulent pas avouer que les temps sont révolus.

Quand je vois évoluer avec tant d'aisance les cavaliers Zlass, Hamama ou Fraichiche accourus à ma rencontre, si fiers dans leurs quenilles, si beaux sur leurs chevaux nerveux, je songe que les ancêtres de ces hommes ont porté la puissance de l'Islam jusqu'aux contreforts des Pyrénées et celle de l'Ifrikiya jusqu'aux sources de l'Euphrate, qu'ils ont dominé pendant des siècles la Sicile, la Sardaigne, la Corse et tout le bassin méditerranéen sous les Aghlabides de Kairouan. Plus tard sous les Fatimides, ils ont fondé Le Caire et son Azhar et fait de l'Egypte et de la Syrie des provinces relevant directement de Mahdia, métropole d'un immense empire, plus vaste que l'Union française actuelle. Enfin sous la dynastie Hafside qui a duré quatre siècles, ils ont fondé Tunis et mis fin au chapitre des Croisades sous les murs de Carthage (1270). Mais la chance a son flux et son reflux. C'est la loi de toutes les sociétés humaines. Eh bien, quand un peuple a ça dans son histoire, il est ridicule de penser qu'il puisse accepter la servitude ou l'absorption ou d'être évincé de son propre pays par les Patachini, les Giamesini et les Colonna. Non, un peuple pareil ne peut pas finir comme ça ! Le malheur ne fera que fouetter son énergie, renforcer son élan vital et le pousser vers les voies de la régénération et du salut. Il trouve déjà dans la lutte — surtout la lutte inégale et héroïque — presque une fin en soi, un sujet de fierté qui le relève à ses propres yeux et le grandit aux yeux du monde. Il n'est que de lire les lettres pathétiques que je reçois des détenus, hommes et femmes, des condamnés aux travaux forcés ou à perpétuité. Tous me remercient d'avoir donné un sens à leur vie. Tous sont fiers de souffrir pour un idéal qui mérite tous les sacrifices. Tous sont contents et fiers d'avoir fait leur devoir et sûrs de la victoire finale.

Mais les Français — même les plus instruits — ne connaissent pas ce peuple. Ils ne le con-

naissent ni dans son histoire qu'ils s'imaginent comme une suite ininterrompue d'occupations étrangères, ni dans son présent sur lequel ils ne se sont jamais penchés ! Pour eux ce sont des indigènes, une « population » hétérogène et sans consistance. C'est ce qui fait que dès le début, les résidents généraux ont organisé le protectorat comme si la Tunisie était une terre sans maître, une « res nullius » et créé artificiellement un peuplement français qui devait être toute la Tunisie, la seule réelle, la seule vivante... poussant parfois la générosité et le libéralisme jusqu'à accepter que les « indigènes » participent un peu — pas beaucoup — à l'administration du pays, mais se réservant toujours — jusqu'à ce jour — ce qu'ils appellent les « fonctions d'autorité », c'est-à-dire tous les postes de commande. Même dans les dernières réformes, alors qu'on a reconnu officiellement — mais en principe seulement — le caractère tunisien de la fonction publique en Tunisie, ils ont posé qu'un certain nombre de fonctions doivent être toujours réservées aux Français. Tâche de te procurer la liste de ces « fonctions-chasses gardées » et jette un coup d'œil dessus. Tu verras ce qu'ils ont laissé — je ne dis pas aux Tunisiens — mais ce qu'ils ont laissé à la compétition libre entre Français et Tunisiens par voie de concours.

Et ils s'imaginent être allés à la dernière limite du libéralisme et traitent « d'extrémistes » les Tunisiens qui ne se résignent pas à cette « capitivité diminutive » perpétuelle dans leur propre pays, ceux qui revendiquent d'abord et avant tout les postes d'autorité et de responsabilité, c'est-à-dire tous les attributs de la souveraineté. Et c'est à nous à accepter — dans certaines limites — la participation des Français aux postes techniques — jamais aux postes d'autorité — dans la mesure de nos besoins... tout en respectant bien entendu les droits acquis même ceux mal acquis. Aller plus loin dans la voie des concessions, c'est trahir notre idéal et notre patrie.

Tu vois par là qu'un fossé profond sépare nos points de vue. Et pour le combler il faudra beaucoup de larmes et de sang.

C'est te dire que la lutte sera longue et dure, mais nous la gagnerons, quelle que soit l'issue des élections caïdales ou municipales où M. de Hauteclocque a mis tous ses espoirs. Les espoirs du peuple tunisien sont plus vastes et se situent bien plus haut.

Habib BOURGUIBA.

La Galité, 5 avril 1953.

Ne vous fatiguez pas à de vaines négociations, ne vous ruinez pas en ambassadeurs et ministres dans d'autres cours, et ne comptez pas les alliances et traités pour quelque chose. Tout cela ne sert de rien avec les puissances chrétiennes : elles ne connaissent d'autres liens que ceux de leur intérêt : quand elles le trouveront à remplir leurs engagements, elles les rempliront ; quand elles le trouveront à les rompre, elles les rompront : autant vaudrait n'en point prendre.

J.-J. ROUSSEAU.



# A TRAVERS LE MONDE

## Notes sur le Proche-Orient d'aujourd'hui

L'Orient, pour l'Européen moyen, le mot évoque toujours une vision de mille et une nuits, à laquelle se mêlent quelques idées de petites ruelles aux maisons sans fenêtres vers l'extérieur, de femmes voilées, de mendiants déguenillés. En résumé, d'une vie très différente de celle de l'Europe.

Les premières impressions d'un voyageur arrivant d'Occident détruisent un peu ces idées pré-établies. Qu'il débarque à Alexandrie ou à Beyrouth, il sera frappé de voir, à côté de souks pittoresques où grouille une foule en burnous et en turbans, des quartiers aux façades à l'europpéenne, peuplés d'Égyptiens ou de Libanais dont l'apparence est en tous points celle des Européens. À côté des inscriptions en arabe, il en lira d'autres en anglais, en français, qui l'empêcheront de se sentir dépaycé. Certes, il y a les minarets étroits des mosquées, les tarbouches rouges ou, en Asie, les keffieh blancs retenus sur la tête par deux cercles de cordelette noire, il y a le marchandage inévitable pour le moindre achat, maintes habitudes dont il faut se débarasser, maintes autres qu'il faut adopter, mais dans l'ensemble, l'Européen se sent moins dans un autre monde qu'il ne l'imaginait d'abord.

Il y a pourtant des différences, nombreuses et assez profondes. La société de ces pays orientaux, entend-on souvent dire, ressemble plus à celle du moyen âge qu'à celle de l'Europe moderne. C'est discutable. Il y a en Orient des éléments moyen-âgeux, restes d'une économie féodale, en voie de liquidation d'ailleurs. Mais il s'agit de toute façon d'un moyen âge en contact avec l'Europe industrialisée, un moyen âge où ont pénétré au moins un peu toutes les idées, tous les courants qui se partagent l'opinion publique d'Europe. La différence est que ces idées se heurtent le plus souvent à une somme énorme de traditions, avec lesquelles beaucoup voudraient rompre, sans avoir le courage de se mettre en conflit avec l'opinion publique et, surtout, avec l'opinion familiale.

D'une façon générale, les différences sociales sont plus accentuées et les classes plus nettement tranchées qu'en Europe. La misère côtoie le luxe et la résignation des masses misérables est plus grande qu'en Occident. Il m'est arrivé de faire le trajet Le Caire-Assouan en wagon-lit. Sur le quai de départ, au Caire, un marchand de chocolats et bonbons, en haillons, insistait pour que je lui achète quelque chose. J'essayai d'abord de m'en débarrasser, et il finit par me dire : « Pourquoi ne veux-tu rien acheter ? » (en arabe, le tutoiement est la règle, quelle que soit la personne à laquelle on parle). Sans penser à ce que pouvaient être ses réactions, je lui répondis par une phrase souvent utilisée en de pareilles circonstances : « Je n'ai pas d'argent ». Il se contenta de sourire et dit d'un air amusé : « Tu n'as pas d'argent et tu voyages en sleeping ». Il n'y avait en lui aucune haine, aucune envie, seulement le désir de tirer un léger profit d'un Européen qui passait. Je ne pus faire autrement que le satisfaire.

Les contrastes de conditions sociales sont particulièrement apparentes en Égypte. Les beys et les pachas, dont les titres viennent d'être sup-

primés par Neguib, étaient plus orgueilleux, plus imbus de leur grandeur que dans les autres pays arabes. Et les quartiers misérables du Caire et d'Alexandrie présentent souvent des spectacles effarants : familles entassées dans une pièce exigüe et sordide, ou dans d'affreux baraques en tôle. Pourtant, on trouve parfois, chez ces misérables, un sentiment de dignité profonde : une fois à Alexandrie une femme sortie d'une de ces baraques plus propres à abriter des animaux que des hommes, après m'avoir donné un renseignement, refusa avec un sourire un pourboire. J'ai vu aussi, deux jeunes mendiants de seize à dix-huit ans se coller littéralement contre moi pour obtenir un « bakchich ».

En comparaison, la Syrie et le Liban sont des pays où les différences de classes sont moins apparentes ; certes, il y a des mendiants à Damas, à Alep ou à Beyrouth. Et l'on ne peut visiter les ruines de Palmyre sans avoir à ses trousses une bande de gosses échevelés qui commencent par vous montrer votre chemin, et qui tôt ou tard se mettent à réclamer quelques piastres tous en chœur. Mais il y a moins de mendiants et moins de misère non seulement qu'en Égypte, mais que dans les pays d'Europe les plus pauvres, en Espagne, par exemple, ou au Portugal. En Syrie, il y a une paysannerie vivant normalement du produit de son travail, dans les zones cultivables du pays : Ghouta ou oasis de Damas, régions des Alaouites, Hauran et Djebel Druze. La réforme agraire récente qui a partagé de grands domaines n'a pu que favoriser cette classe paysanne.

Mais l'industrie est peu développée. Il y a beaucoup d'artisans, très peu d'usines importantes. La classe ouvrière est donc peu nombreuse, peu cohérente. Elle comprend surtout des manœuvres qui s'engagent pour un travail ou pour un autre, venant parfois de lointains villages de montagnes ou du désert, pour participer à la réparation d'une route, par exemple, et logeant pendant la durée de ce travail sous des tentes, souvent avec leur femme. Il y a aussi le grand nombre des désœuvrés qui guettent le riche Arabe ou l'Européen dont ils pourront tirer quelque chose, si peu que ce soit. Et les innombrables cireurs de chaussures, porteurs de paniers à domicile, ou ceux qui tout simplement s'offrent comme guides, même quand ils n'ont qu'une connaissance approximative de la ville où ils se trouvent.

À côté de cela, il y a une bourgeoisie instruite, parlant les langues étrangères, ayant souvent passé quelques années en Europe ou même en Amérique, vivant à l'europpéenne, mais qui attache plus d'importance que les Européens de même classe aux questions de vêtements et d'étiquette. Tels sont les intellectuels, fonctionnaires, employés de banques, de bureaux ou d'agences de voyages, officiers ou autres. Bien que par certains côtés ils soient très proches de nous — nombreux sont les Syriens ou les Libanais qui ont épousé des Européennes — les traditions religieuses très puissantes créent souvent un obstacle à une compréhension profonde entre intellectuels orientaux et occidentaux, sauf exception, bien entendu.

En effet, la religion a, en Orient, une importance capitale, et une force que depuis longtemps elle ne connaît plus en Europe. Il ne s'agit pas seulement de la religion musulmane, mais de toutes les religions représentées en Orient où les sectes sont fort nombreuses. S'il y a environ 90 % de musulmans en Egypte, la proportion est moindre en Syrie (75 % environ) et encore plus faible au Liban (35 à 45 % en comptant les Druzes). L'Islam se divise en plusieurs courants : le sunnisme, ou islamisme officiel, subdivisé en quatre rites, tous orthodoxes. Le chiisme, issu de ceux qui, à la mort de Mahomet, refusèrent de reconnaître comme khalife Abou-Bekr, lui préférant Ali; en lui se sont développées par la suite des tendances mystiques qui n'existent pas dans le sunnisme, et l'idée que la révélation divine continue après Mahomet, et qu'elle se manifesterait encore; il s'agit donc d'un Islam évolutionniste et non figé. Les chiites sont les maîtres de l'Iran, et sont fort nombreux au Nord et au Sud du Liban (c'est ce qui permet à ce petit pays de maintenir son existence indépendante, ce qui ne serait pas possible si tous ses musulmans étaient sunnites, ce qui les pousserait à réclamer leur rattachement à la Syrie). Du chiisme est issu le courant ismaélien, d'après lequel l'esprit divin s'incarne où il veut. Et l'ismaélisme lui-même a donné naissance à la secte des Druzes, fort curieuse et fort éloignée de l'Islam orthodoxe, et dont les disciples sont nombreux dans le Sud de la Syrie et au Liban. Les Druzes vénèrent comme dernière incarnation de l'esprit divin le khalife égyptien Hakim et ont rompu avec presque tous les usages de l'Islam, notamment celui du jeûne du Ramadan. Il y a encore les alaouites, secte qui a fait un amalgame des croyances chrétiennes et musulmanes, mais qui s'efforce de maintenir cachés ses dogmes et ses coutumes. Le courant kharédjite, le plus démocratique de l'Islam, n'est représenté dans les pays arabes d'Orient que dans le sultanat d'Oman.

Les chrétiens sont également très divisés. Il n'y a pas moins de six rites catholiques, tous reconnus par Rome. Ce sont les rites latin, grec (melchite), maronite, syrien, arménien et chaldéo-assyrien. Il y a des Grecs orthodoxes; les coptes d'Egypte (coreligionnaires des Ethiopiens), les jacobites de Syrie et les Arméniens dits orthodoxes, trois sectes qui ne croient qu'à la nature divine du Christ et non à sa nature humaine; les chaldéo-assyriens nestoriens. Il y a aussi, en Syrie, au Liban, et parmi les Arméniens quelques protestants, généralement d'origine orthodoxe, convertis au dix-neuvième siècle par des missionnaires anglo-saxons. En plus des Musulmans et des Chrétiens il y a des Juifs.

On peut dire qu'il y a entre les religions et les sectes une grande tolérance. Mais un Oriental est fort étonné lorsque nous lui disons qu'à notre avis il n'y a pas dans son pays de véritable liberté religieuse comme nous l'entendons en Europe. Pour nous, en effet, liberté religieuse signifie liberté de l'individu de choisir ses croyances et sa ligne de conduite en matière religieuse, d'être athée si bon lui semble. En Orient, on ne comprend que la liberté pour chacun de suivre la religion dans laquelle il est né. Rares sont les conversions d'une religion à une autre. Et cet état de choses crée des barrières, des obstacles à une fraternité véritable entre tous les éléments de la population de ces pays.

Entre les sectes chrétiennes, il y a peut-être moins de distance qu'en Europe. Les mariages mixtes ne sont pas rares entre catholiques, orthodoxes, protestants. Mais entre chrétiens et musulmans, c'est une autre histoire. La loi corani-

que permet à un musulman d'épouser une chrétienne ou une juive; elle défend à la musulmane d'épouser un non-musulman. Qu'une chrétienne veuille épouser un musulman, elle devra rompre avec sa famille et son entourage; aussi voit-on plus de musulmans orientaux mariés avec des Européennes qu'avec des chrétiennes du pays. Qu'un chrétien se fasse musulman pour épouser une musulmane, il sera également réprouvé par son ancien milieu et le plus souvent suspecté par ses nouveaux coreligionnaires. Quant à la musulmane qui voudrait passer outre à la loi coranique et épouser un chrétien, elle ne le pourrait pas; sa famille l'en empêcherait par tous les moyens, souvent par le meurtre même.

Pourtant, théoriquement, rien n'empêche un musulman, ou une musulmane, d'adopter le christianisme. Pratiquement de telles conversions ne se produisent jamais individuellement. Je connais, par contre, le cas de deux familles musulmanes libanaises converties au protestantisme (la conversion de toute une famille est moins difficile à envisager qu'une conversion individuelle), mais ces deux familles, à la suite de leur conversion, ont émigré en Syrie.

Quant à l'athéisme, il est considéré par la plupart des Orientaux comme une folie, une aberration de la pensée européenne. Il y a cependant des Orientaux, surtout parmi les musulmans, qui en tête à tête avec un Européen s'affirment incroyants. Mais, sauf de très rares exceptions, ils n'osent pas affirmer publiquement leur incroyance. Contre la religion et ses effets sociaux, presque personne n'ose se dresser. Le plus souvent, on ne cherche pas à justifier une action ou un principe par un raisonnement, mais on se contente de dire : « Ma religion me le permet » ou « ma religion me le défend », et on croit avoir tout dit. A un musulman qui manifestait l'intention d'épouser une chrétienne, je dis une fois : « Et votre sœur, pourrait-elle épouser un chrétien ? » Il se contenta de répondre : « C'est la religion qui est comme cela ». D'un air de dire : « Il n'y a rien à faire, puisque la religion l'a décidé ainsi ».

Néanmoins, quand il ne s'agit pas de forger des liens familiaux, musulmans et chrétiens s'entendent assez bien. Les Druzes, plus farouches, se montrent parfois agressifs à l'égard des chrétiens à côté desquels ils vivent dans les villages de l'Hermon ou du Hauran, en Syrie. Lorsque Druzes et Chrétiens en viennent aux mains, ce qui est tout de même rare, le gouvernement envoie des soldats pour rétablir l'ordre.

Je n'ai pas parlé jusqu'ici des rapports entre les Juifs et les autres groupes religieux. Ils ont été gâtés par la question brûlante du sionisme. Que l'on imagine ce que seraient les réactions des Français si l'on avait donné à un autre peuple la Provence et la Côte d'Azur et que la population de ces régions ait été refoulée vers l'intérieur. C'est cela qui s'est produit en Palestine. Devant la poussée sioniste, des milliers d'Arabes, musulmans et chrétiens, se sont enfuis, laissant leurs biens entre les mains des conquérants.

Dans tous les pays limitrophes de la Palestine, il y a des camps de réfugiés qui vivent sous les tentes, et végètent, n'ayant pour subsister que de maigres secours. C'est cela qu'on ne peut comprendre en Europe. Parce que l'on a, en toute justice, condamné les persécutions aussi imbéciles qu'odieuses des nazis contre les Juifs, on accepte, sans se rendre compte de ce qu'elle représente de souffrances, une autre injustice. Les Arabes chassés de leurs foyers, ne pouvant rien récupérer de ce qu'ils ont perdu, ne recevant aucune indemnité de ceux qui les ont dépossédés, n'y a-t-il pas là de quoi comprendre les réactions

très vives de tous les pays limitrophes de la Palestine ?

La propagande officielle de ces pays prend la juste précaution, le plus souvent, de vilipender le sionisme, et non les Juifs en général. Mais les réactions populaires ne tiennent pas toujours compte de ces distinctions et, pour la grande majorité des Arabes, les Juifs sont l'ennemi numéro un. Toutefois, je n'ai pas constaté de réactions violentes, comparables aux persécutions nazies, contre les Juifs demeurant encore dans les pays arabes.

Dans un pays que je n'ai pas visité jusqu'à présent, l'Irak, les Juifs ont été écartés de la plupart des emplois et n'ont plus eu d'autres ressources que d'émigrer en Israël, ce qui a contribué à rendre le problème encore plus critique. L'Égypte, la Syrie, le Liban n'ont pas agi de la même façon. En général, d'ailleurs, on n'y hait pas le Juif que l'on connaît, que l'on côtoie tous les jours. Les magnifiques écoles de l'Alliance israélite à Damas ont été réquisitionnées, on y a logé des réfugiés palestiniens, et les enfants juifs ont dû se contenter de locaux plus modestes (beaucoup de Juifs de Damas avaient quitté le pays clandestinement).

Au Liban, un député chrétien a demandé des mesures contre les Juifs en général, et en particulier l'exclusion de l'armée de deux officiers israéliens; le président du Conseil, musulman, lui répondit que les lois libanaises ne connaissent pas de délit de race ou de religion et qu'il n'y aurait pas de lois d'exception contre les Juifs libanais. En Égypte, Neguib a récemment représenté en personne le gouvernement au cours d'une cérémonie religieuse à la synagogue. Néanmoins, le sionisme a eu un effet déplorable sur l'entente entre les Juifs et les Arabes, et l'existence de l'État d'Israël, déjà surpeuplé, et qui continue à inviter les Juifs de la diaspora à immigrer sur un territoire exigü, est une menace constante contre la sécurité des États voisins. D'où le développement considérable des dépenses militaires et de l'importance politique de l'armée dans les pays arabes. D'où aussi les renseignements que l'on demande sur leur religion aux étrangers qui sollicitent un visa (on va parfois jusqu'à exiger un certificat de baptême pour s'assurer qu'ils ne sont pas Juifs). D'où également la tendance fâcheuse à juger tous les événements internationaux en fonction de la question de Palestine: c'est ainsi que l'élection d'Eisenhower à la présidence des États-Unis a été accueillie favorablement par l'opinion arabe, uniquement parce que Truman et Stevenson avaient fait des déclarations sionistes; c'est aussi parce qu'ils sont antijuifs qu'une poignée de réfugiés nazis sont écoutés et ont la faveur d'une partie de la population, alors que les tendances profondes des peuples arabes sont très éloignées des doctrines barbares et cruelles de l'hitlérisme.

C'est chez les réfugiés palestiniens, même ceux qui ont retrouvé une situation normale, que la haine contre ceux qui les ont chassés de leurs pays est la plus vive. Ils avaient conscience d'appartenir à une fraction du monde arabe particulièrement avancée. En Palestine, en effet, la vie était très évoluée, les femmes musulmanes plus émancipées que dans les autres pays arabes. Aujourd'hui, la partie restée arabe de la Palestine a été rattachée à la Transjordanie avec laquelle elle forme le royaume hachémite de Jordanie. Le résultat a été l'application des lois transjordaniennes à un peuple beaucoup plus avancé. C'est ainsi que les femmes musulmanes se sont vu interdire l'accès des cafés, même en compagnie de leurs maris.

Bien que la Jordanie ait accordé les droits

de citoyen à tous les réfugiés palestiniens résidant sur son territoire, l'amertume de ces nouveaux citoyens jordaniens est grande. Ils font ressortir que ce sont eux qui ont fait d'Amman, bourgade du désert, une capitale moderne, où par moment la façon de vivre, notamment dans les hôtels, rappelle celle de l'Angleterre, et ils ne peuvent se consoler de voir Jérusalem coupée en deux par une frontière: il est vrai que les vieux quartiers, ceux où se dressent encore les souvenirs historiques prestigieux, la mosquée d'Omar, le Mur des lamentations, le Mont des Oliviers, le Saint-Sépulcre sont tous du côté arabe, mais la ville moderne est maintenant occupée par les Israéliens. C'est pourquoi l'opinion arabe, presque unanime, à l'exception peut-être du gouvernement jordanien, préférerait la solution de l'O.N.U., l'internationalisation de Jérusalem, à la situation actuelle.

A toutes les conséquences désastreuses du sionisme, ajoutons l'impossibilité pour les étrangers résidant dans un pays arabe de voyager en Israël: s'ils le faisaient, ils se verraient refuser le retour. Aucun visa d'un État membre de la Ligue arabe ne leur serait plus délivré.

Au point de vue politique, l'Orient est actuellement en pleine évolution. Cette évolution n'est pas toujours comprise en Occident. Nombreux sont ceux qui croient encore que ces pays ne sont libérés du colonialisme qu'en principe. En réalité, l'économie est affranchie des servitudes étrangères dans chacun d'eux. La Syrie, en particulier, a pris des dispositions très sévères pour limiter les activités commerciales non nationales. Les événements qui se déroulent en Orient ne sont donc plus du tout à assimiler à ceux d'Afrique du Nord, par exemple. Le colonialisme n'est plus qu'un souvenir. Mauvais, car ces peuples avaient depuis longtemps soif d'indépendance. Mais dans l'ensemble, on tient assez peu rigueur du régime colonial aux anciennes puissances occupantes, sauf peut-être en Égypte. Le pays où j'ai constaté le plus de sympathie pour l'Angleterre est la Jordanie; celui où la France compte le plus d'amis est le Liban. Et pourtant, Jordaniens et Libanais n'hésiteraient pas à prendre les armes s'il s'agissait de lutter pour leur indépendance contre leurs anciens occupants. La Syrie a été moins ouverte à l'influence française que le Liban, mais en général on n'y reproche aux Français que deux choses: avoir cédé à la Turquie le Sandjak d'Alexandrette, sans demander son avis au peuple syrien, et n'avoir rien fait pour liquider le régime féodal.

L'évolution de ces pays dans l'indépendance est une des questions les plus intéressantes de l'époque moderne. En gros, on peut dire qu'ils sont en train de faire — ou d'achever — leur révolution bourgeoise. Les coups d'État militaires (n'oublions pas que la révolution bourgeoise turque de Mustafa Kemal est venue aussi de l'armée), la suppression des titres de noblesse, les réformes agraires de Syrie et d'Égypte sont des épisodes de cette lutte pour liquider les vestiges du passé.

Je n'insisterai pas sur ces faits, les lecteurs de la R.P. ayant pu se documenter largement déjà sur ces questions. J'ajouterai seulement que dans la conjoncture de politique internationale actuelle, ces transformations placent ces pays plus sûrement, plus complètement dans le camp américain, contre l'U.R.S.S., malgré l'hostilité d'une partie de l'opinion publique, surtout en Égypte, Syrie et Liban, à la prise de position pour l'un ou l'autre des deux blocs. Il y a là un aspect du problème qu'il ne faut pas perdre de vue. Reste une grave question, qu'aucune révolution n'a jusqu'ici réglée dans aucun de ces pays:

la question religieuse. La bourgeoisie, si elle veut aller jusqu'au bout de sa lutte contre le féodalisme, doit être laïque. Il y a bien une tendance au laïcisme, qui jusqu'ici n'a pas opéré de transformations profondes, en Syrie. En Egypte, la participation au mouvement de Neguib des « Frères musulmans », la fraction la plus réactionnaire de l'Islam, est un phénomène inquiétant.

Mais le pays où la situation exige plus que partout ailleurs une transformation radicale à ce point de vue, d'autant plus qu'il est à d'autres égards celui où la démocratie bourgeoise est la plus avancée, c'est le Liban. Tout repose dans ce pays sur un compromis entre les sectes religieuses; autrement dit, c'est le régime du confessionnalisme. Le président de la République doit être obligatoirement un catholique maronite; le président du Conseil ne peut être choisi que parmi les musulmans sunnites. Les sièges parlementaires sont répartis entre les maronites, les melchites, catholiques arméniens, Grecs orthodoxes, musulmans sunnites, chiites et Druzes; il en reste un pour les autres minorités. Le statut personnel des citoyens est réglé non par des lois valables pour tous, mais par l'appartenance de chacun à telle ou telle secte, et la confession est indiquée sur la carte d'identité (ce qui ne se fait plus en Syrie). Ce compromis a peut-être été nécessaire au début, dans un pays où les chrétiens et les musulmans étaient presque à égalité. Aujourd'hui, il faut soutenir ceux, fort nombreux — les articles des journaux libanais en font foi — qui réclament l'abolition du confessionnalisme et l'instauration d'une législation unique pour tous.

En conclusion, que pouvons-nous faire lorsque nous sommes en contact avec les peuples d'Orient pour les aider dans leur évolution? Il faut d'abord que nous nous rendions compte que nous

aurons une influence féconde seulement si nous nous débarrassons de tout complexe de supériorité de l'Européen. Il faut avant tout comprendre ces peuples et les aimer. Bien souvent, l'Européen séjournant en Orient s'énervé à cause de maints détails: la lenteur, l'imprécision, les délais promis et non respectés, les discussions interminables pour fixer le prix d'une marchandise ou d'une course en taxi (je n'ai vu de taxi à compteur qu'au Caire). Il a alors vite fait de généraliser, et des tendances racistes se développent ainsi, même chez ceux qui avaient quitté l'Europe sans idée préconçue. J'ai toujours été aussi antiraciste qu'on peut l'être; il m'est pourtant arrivé, comme à tout Européen, d'avoir de ces mouvements d'humeur. Il faut les refréner, et toujours s'efforcer de comprendre. La mentalité orientale a suffisamment de beaux côtés (le sens de l'hospitalité, par exemple, ou la promptitude à vous tirer d'un embarras) pour que l'on accepte sans trop rechigner les inconvénients. Et puis, il faut bien montrer que l'on n'est pas raciste, ou colonialiste; par exemple, actuellement, que l'on voudrait voir les peuples marocain, tunisien et algérien régler eux-mêmes leur sort. Montrer aussi qu'au-delà des questions nationales s'en posent d'autres, infiniment plus élevées, qui intéressent l'humanité tout entière. S'affirmer internationaliste et montrer, dans les faits, qu'on peut l'être. Il faut enfin défendre avec intransigeance les grands principes généraux: laïcisme, liberté individuelle de pensée et d'action, égalité de tous les hommes, et des hommes et des femmes, abolition des classes sociales, mais sans prétendre imposer des méthodes européennes: laisser aux Orientaux le soin de trouver eux-mêmes, d'après leur tempérament et leurs aspirations profondes, la voie qui les conduira au socialisme.

J. GALIENNE.

## La C.N.T. et la Révolution espagnole

*A propos du second tome de l'ouvrage de José Peirats portant ce titre (éditions C.N.T. Toulouse 1952). La R.P. a rendu compte du tome I en juillet 1952.*

Le tome II de cet ouvrage basé principalement sur les archives confédérales et la presse espagnole de l'époque, couvre grosso modo l'année 1937 — la plus importante pour la Révolution espagnole.

De novembre 1936 — défense de Madrid — à la fin du premier trimestre 1937, le sort est favorable aux armes du prolétariat. Avec leur pauvre armement et de la dynamite, davantage d'héroïsme et de sacrifices (la colonne Durruti perd 600 hommes en donnant l'assaut à la faculté des sciences) les confédéraux stoppent les tanks et la cavalerie maure. Le même enthousiasme et le même élan permettent à Cipriano Mera de remporter la victoire de Guadalajara sur les fascistes italiens, en mars.

Alors prend place un fait significatif et s'achève le virage amorcé avec l'entrée au gouvernement des « militants influents ». Il s'agit de la militarisation des milices et de leur transformation en armée populaire: restauration de la hiérarchie militaire et discipline de caserne. José Peirats rattache cet événement à la « trajectoire historique » et indique en passant que cette décision fut l'objet de controverses acharnées parmi les miliciens. Il cite l'exemple de la « Colonne de fer » dont « l'orthodoxe anarchiste, dit-il,

nous est connue » qui accepta la militarisation « dans le but de ne pas se retirer de la lutte contre le fascisme ».

Pour convaincre les miliciens de la nécessité de la collaboration et de la militarisation, on leur indique qu'il s'agit de concessions inévitables et nécessaires pour obtenir l'armement indispensable.

L'armement, ils l'attendront longtemps... Privée de l'enthousiasme du début auquel la conscription obligatoire ne va pas suppléer, mal préparée à l'emploi tactique des grosses unités et aux servitudes qu'elles impliquent, la Révolution espagnole semble déjà être en perte de vitesse — et l'on peut s'étonner que J. Peirats, assez acerbe en ce qui concerne la collaboration politique, ne se soit pas davantage prononcé sur cet important aspect de la question.

Et toujours revient comme un leitmotiv le souci lancinant du matériel. Comme on le sait, l'or de la banque d'Espagne transféré en Russie ne servira à rien, sinon à armer quelques unités d'idéologie orthodoxe, future force de police stalinienne. Le front d'Aragon, par exemple, en sera rigoureusement sevré, et faute de moyens Saragosse ne sera jamais délivré.

Quant aux commissions d'achat à l'étranger, outre qu'elles ont perdu un temps précieux, elles sont plus intéressées à se remplir les poches qu'à faire œuvre utile.

Pour couronner le tout, voici le pacte de non-intervention d'autant plus facilement admis par

le gouvernement Blum que l'U.R.S.S. y adhère (voite-face du P.C. français).

Pendant ce temps, l'aide italo-allemande se renforce et l'auteur rappelle opportunément certains accords antérieurs à 36 entre Mussolini et les fascistes espagnols qu'il met en parallèle avec la proposition de la F.S.I. en mars 37 (recours à la S.D.N.) et indique comme seule « véritable action antifasciste » la grève générale des mineurs de Charleroi contre le blocus.

A la duplicité des gouvernements, s'ajoute l'abandon du prolétariat international. Le stalinisme peut entrer en scène. Il le fera avec le genre de duplicité qui lui est propre. Passant sans transition de la flagornerie au chantage, maniant indifféremment la brosse à reluire ou le revolver du « justicier », les communistes auront une influence sans rapport avec leur nombre ridiculement bas.

Non seulement, ils bénéficient de l'appui de l'U.R.S.S. mais aussi du soutien plus ou moins volontaire du bloc antifasciste, aussi bien en Espagne qu'à l'étranger. Le sentiment de réprobation vis-à-vis des « irréductibles » et de leurs réalisations n'est pas uniquement le fait des staliniens, mais parfois des socialistes français.

La presse communiste espagnole d'alors est bourrée d'attaques contre les militants de la C.N.T., et J. Peirats n'a pas manqué de nous en donner de nombreux spécimens. Mais cette offensive journalistique n'est qu'un aspect de l'implantation du réseau policier. En avril 1937, les premières « tchekas » clandestines apparaissent ; elles auront un brillant avenir. Et pour autant que la censure les y autorise, les journaux confédéraux n'ont pas fini d'en parler.

Sous le titre « les sanglants succès de mal » J. Peirats consacre un chapitre aux événements de Barcelone. Cherchant à les expliquer, il écarte comme insuffisante la version confédérale d'alors dénonçant la collusion des staliniens et des catalanistes séparatistes et fait sienne celle de Krivitsky (« agent de Staline ») : Staline visait à travers les « irréductibles » la personne de Largo Caballero, pas assez malléable à son gré et qu'il devait remplacer par Negrin. Belle occasion également pour se débarrasser des trotskystes.

L'agent provocateur aurait été « un des chefs du groupe anarchiste de Paris » ; le prétexte, vite trouvé, la mainmise de l'U.G.T.-C.N.T. sur le central téléphonique.

Sur ce, l'auteur nous livre ses conclusions :

« La C.N.T. affrontait la première et la plus grave de ses crises par faute de tact politique et par manque de politique proprement dite... La C.N.T. fut pendant toutes les étapes de la lutte espagnole la victime propitiatoire des manœuvres politiques.

« Ou la politique avec tous ses conséquences ou le repli immédiat sur les positions primitives — tel était le dilemme. Nous avons vu l'impossibilité de la première (solution). On ne voulut pas davantage recourir à la seconde et la pire des solutions est de n'en choisir aucune. Cette position confuse, meurtrière, n'empêcha pas la C.N.T. d'être prise entre deux feux : celui de la propre opposition confédérale représentée par certains groupes et certains périodiques, par les collectivités et les syndicats, les municipalités et le tir de harcèlement des partis adverses, situation difficile qui neutralisait la majeure partie de ses possibilités et de ses efforts. »

Doit-on ajouter que le choix des représentants confédéraux n'arrangeait pas toujours les choses. Ainsi les trente pages où sont reproduits les discours des quatre ex-ministres du gouvernement Caballero — compte rendu de leurs acti-

vités officielles respectives — sont dignes de figurer dans une anthologie du bla-bla-bla ; le parlementarisme avait manifestement déteint sur eux. Assez complaisant avec lui-même, Garcia Oliver, ex-titulaire du portefeuille de la justice, vantera les mérites d'une de ses œuvres : « les camps de travail » pour fascistes. Tous d'ailleurs ont bonne conscience, sauf Federica Montseny : « Nous fûmes, en politique, absolument ingénus. »

Par contre, quand il s'agit de répondre aux critiques de collaboration émanant des anarchistes français, les mêmes ex-ministres ont la partie belle ; voir à ce sujet les interventions de Federica Montseny et de Garcia Oliver au meeting du Vel' d'Hiv' du 18 juin 37 :

Garcia Oliver : « Pouvions-nous continuer à diriger la guerre et la révolution sans faire partie du gouvernement... alors que le prolétariat international nous avait abandonnés ? »

Federica Montseny : « ...Quand nous réclamions des armes avec désespoir, toute la solidarité internationale s'est limitée à l'envoi de chocolat et de lait condensé pour les enfants. On n'a pas su organiser le sabotage, le boycott... Terrible responsabilité pour les prolétariats de France, d'Angleterre, de Belgique, de Suisse ! »

Fin juillet 37, ironie d'un premier anniversaire ! la C.N.T. n'est plus représentée nulle part : ni au gouvernement Negrin, alias la Victoire, ni à celui de Companys. Venant après les événements de Barcelone, voici l'offensive contre l'Aragon. L'Aragon a été organisé entièrement par les libertaires — aussi bien au front qu'à l'arrière — et ses collectivités fonctionnent bien. C'est proprement intolérable pour nos moscouitaires. Le conseil d'Aragon est dissous et son président, Joaquin Ascaso, emprisonné. Le fameux colonel Lister, Nivelles au petit pied, à la tête de la 11<sup>e</sup> division, est chargé de l'expédition punitive effectuée suivant les meilleures règles de la répression et de la terreur (août 1937).

Pour donner le change, les mêmes éléments montent l'opération de Brunete : résultats nuls.

Cependant que sur le front nord (Biscaye, Asturies), les villes tombent les unes après les autres au pouvoir des franquistes.

L'offensive tant attendue contre Saragosse commence le 25 août. Mais, après la prise de Belchite, parvenues à proximité de leur objectif, à la suite d'ordres inexplicables, les divisions confédérales doivent se replier sur leurs positions de départ : encore une « offensive pour le communiqué ».

Et Largo Caballero, dont la cote d'amour à Moscou est maintenant proche de zéro (ce n'est plus le Lénine espagnol), allant d'éviction en éviction, se voit de par le jeu du couple scission-unification appliqué à l'U.G.T. éjecté du comité directeur de cette organisation avec la bénédiction de Léon Jouhaux, venu spécialement à Valence.

J. Peirats termine le dernier chapitre du second tome par cette phrase : « Les éléments communistes avaient gagné la partie. »

Claude FERRES.

Les âmes fatiguées voudraient allier la paix du despotisme aux douceurs de la liberté. J'ai peur qu'elles ne veuillent des choses contradictoires. Le repos et la liberté me paraissent incompatibles, il faut opter.

J.-J. ROUSSEAU.

**Staline est mort**

Jacquet (Rhône) nous adresse ce commentaire sur notre dernier numéro :

Bien le numéro sur Staline, mais de celui-ci le rôle est exagéré. Pas de dictateur sans entourages avec lequel il entretient des relations. (Je bannis le mot influences, très dangereux.) Ces entourages agissent sur lui et parfois lui dictent sa conduite, — sans qu'il y paraisse.

La firme bureaucratique a trouvé en Staline un homme prédisposé à la servir et ce dictateur a écrit sous la dictée des bureaucrates.

Que va-t-il se passer ?

De même que l'histoire écarte le si au moyen duquel on la reconstruit, l'histoire écarte tout prophétisme.

Calvin mori, les forces genevoises qui (à l'exemple des autres forces protestantes suisses) tendaient à la joie, à l'épanouissement se manifestent et l'accident théocratique (représenté par Calvin) disparaît. Le consistoire pastoral est de nouveau subalternisé. Le rationnel républicain que représentent les Eglises protestantes reprend son cours normal.

Qui sait si un ouf ! de soulagement n'a pas suivi la mort du père des peuples.

Aucun fatalisme en histoire et à chaque instant de nouvelles possibilités s'offrent soit à l'individu soit au groupe.

**Elorgir l'horizon**

Lain Diez (Santiago du Chili) accompagne son renouvellement d'abonnement de la lettre suivante :

Quant au contenu même de la R.P., je préfère avant tout les études de Louzon. Je trouve souvent très réussis les articles sur l'évolution du mouvement ouvrier en Europe, aux Etats-Unis et ailleurs. J'aime aussi les pages d'histoire sociale de Rosmer, les réflexions de Monatte, quand elles portent sur la nature et le but du syndicalisme révolutionnaire. La petite chronique syndicale me laisse indifférent : il faut être dans le mouvement même et prendre part à des discussions souvent oiseuses et stériles, être à la page sur les faits divers des congrès, conférences, alliances et ruptures, débats et discussions, pour en retirer quelque profit. A mon avis, la rubrique de la Renaissance du syndicalisme (le phénix sort-il enfin de ses cendres ?) pourrait fort bien être abrégée au profit d'articles plus substantiels. La R.P. donne trop d'importance à de petits incidents et aux propos de personnages très peu intéressants. Cela rétrécit l'horizon. Il faudrait regarder ces choses d'un peu plus haut, pas si terre à terre, en réduire l'importance sans les négliger tout à fait. Surtout ne pas se mettre au niveau du mouvement ouvrier, très bas en ce moment, et se garder d'appliquer la maxime pseudo-révolutionnaire de suivre partout les masses, quelles qu'elles soient, car il faudrait alors aller aussi à Lourdes.

Pardonnez-moi mon impertinence d'intrus. Je ne tenais qu'à vous assurer du grand intérêt que je porte à votre œuvre. C'est une oasis dans le désert du syndicalisme. Réveiller les consciences, c'est ce qu'il y a de plus beau. Concentrez vos efforts sur ce plan libérateur, et surtout, soyez toujours une petite minorité vigilante.

**Une petite ville**

Paul Sirleix nous adresse ce bref tableau de sa petite ville, Belleville-sur-Saône (Rhône), et pose la question des heures supplémentaires :

Quelques notes au passage. Ici petite ville de 4.000 habitants. Il y a, hommes et femmes, environ 500 ouvriers industriels, dont un quart environ ont des attaches terriennes ; aussi le sentiment de la propriété est-il très développé.

Cette fraction est politicienne à l'extérieur de l'usine, voire communiste, et à l'intérieur elle est foncièrement conservatrice. Le reste, une quantité de robots que seules les déclarations de réunion publique font vibrer. Les uns et les autres ne conçoivent le syndicat que pour ce qu'il peut leur rapporter.

Les salaires sont bas : 100 à 110 francs de l'heure. Le temps de travail est normal jusqu'à ce jour : en moyenne 45 heures par semaine. Mais les uns et les autres revendiquent plus facilement pour le maintien de ce temps passé à l'usine que pour une augmentation du salaire horaire.

N'est-ce pas une erreur du mouvement syndical d'avoir demandé une plus-value pour les heures supplémentaires ?

Il y a beaucoup de petites villes et de communes de ce genre en France ! C'est là un frein à l'action revendicative des centres purement industriels. Que faire ?

**La « R.P. » « zimmerwaldienne » ou « social-patriote » ?**

Dupuy (de Paris, 14) pose ici des questions qui soulèveront sans doute la discussion.

D'année en année j'hésite davantage à renouveler mon abonnement, parce que je suis de plus en plus en désaccord avec vous sur la politique internationale. Je ne veux pas dire par là que je suis d'accord sur tous les autres points, mais les autres désaccords sont beaucoup moins graves ; ils ne sont pas tels que l'on puisse craindre de concourir à une œuvre néfaste en payant le prix de son abonnement. Par exemple, je trouve sympathique votre attachement à la tradition syndicaliste de 1906, tout en étant persuadé que vous seriez plus efficacement fidèles à ce qu'elle a de fécond en la repensant sur un plan plus actuel, tenant compte à la fois de l'évolution économique et sociale du monde et des enseignements de l'expérience sur le déterminisme du mouvement syndical et des autres mouvements.

J'ai décidé en fin de compte de me réabonner pour cette année, surtout à la suite de vos articles courageux sur la Tunisie, mais de ne pas le faire sans vous dire mon désaccord, donc sans prendre le temps de vous écrire cette lettre. Je n'ai pu prendre ce temps que par petits morceaux.

Vous vous réclamez de Zimmerwald, et vous prenez, devant la guerre qui menace, une attitude qui ressemble terriblement à celle des « social-patriotes » ou « syndical-patriotes » de 1914-1918. Vous me direz qu'il y a des différences entre les Etats en cause à cette époque et à la nôtre, et aussi entre votre mentalité et celle de socialistes parlementaires genre Renaudel ; tout à fait d'accord. Il n'en reste pas moins que la perspective d'être annexé par l'Empire de Guillaume II pouvait alors légitimement, et en dehors de toute sentimentalité patriotique, être considérée par un ouvrier français comme une aggravation de sa situation d'exploité. Vous me direz encore que les zimmerwaldiens étaient opposés à toute annexion ; d'accord, mais sauf dans l'hypothèse aléatoire d'un triomphe dans tous les pays, ils exposaient les pays où ils auraient le plus de succès à subir des annexions ; mais ils faisaient passer ce risque

après la nécessité de lutter contre la politique de guerre des différents Etats, et contre le capitalisme (1). Juste ou fautive, bénéfique ou dangereuse, réaliste ou utopique — là n'est pas la question — la position qu'ils prenaient et appelaient la classe ouvrière à prendre était une position indépendante de celle des gouvernements et des classes dirigeantes (et même dirigées) des différents pays ; plus qu'indépendante, carrément hostile.

Or vous vous solidarisez pratiquement, parfois ouvertement, avec l'un des deux belligérants en perspective. Je ne dis pas que votre position soit « dépendante », mais elle est solidaire. Si réalistes et matérialistes que vous soyez lorsque vous analysez tous autres conflits, passés ou présents, vous prenez ici globalement parti pour le Bon Grand Berger contre le Grand Méchant Loup. Je ne m'attendrais pas sur le second terme de cette opposition, pour les raisons suivantes :

1) Nous n'avons pratiquement aucun moyen d'action immédiat sur ce qui se passe chez le Grand Méchant Loup, alors que nous pourrions agir sur le comportement du Bon Grand Berger ;

2) Plus le Grand Méchant Loup est méchant, plus il faut nous garder d'une politique, comme celle du Bon Grand Berger, qui nous expose à être mangés, puis vengés.

Le gouvernement américain ne veut pas la guerre, non plus d'ailleurs que le gouvernement russe. Mais, sauf exceptions, une guerre n'est pas une chose que l'on veut, c'est une chose que l'on risque en poursuivant une certaine politique, et à laquelle on se laisse entraîner par des processus qui, à partir d'un certain point, sont de moins en moins réversibles. Une certaine politique américaine conduit à la guerre, conjointement et solidairement avec une certaine politique russe, comme avant 1914 les politiques française, anglaise, russe, serbe, y conduisaient conjointement et solidairement avec les politiques allemande et austro-hongroise. Par conséquent nous devons la combattre, ce qui ne peut pas dire « faire de l'anti-américanisme », mais, à l'intérieur de l'espace humain auquel nous avons accès, faire pression contre une politique d'aventure, contre le préventisme, contre la politique de « refoulement », contre la peur panique devant toute perspective de négociations, etc. Il semble bien qu'actuellement le principal danger soit dans les impulsions de certains politiques et militaires américains. L'esprit de croisade des tenants de la libre entreprise et de la religion ne se dissimule pas ; le désir de fomenter la contre-révolution en Chine est à peu près officiel. Ajoutez à cela que l'économie américaine n'échappe pas plus qu'une autre économie capitaliste aux déterminismes généraux de guerres, et qu'au minimum elle aurait de sérieuses difficultés à surmonter en cas de détente internationale.

Ma thèse ne repose d'ailleurs pas sur un dosage de torts. Même si les dirigeants américains n'avaient encore commis aucune bêtise — et vous convenez qu'ils en ont déjà fait pas mal, notamment en refusant de reconnaître Mao Tsé-toung — il suffirait d'admettre qu'ils en sont capables pour se soucier d'y faire obstacle.

Je crois que le plus efficace de ces obstacles devrait être le mouvement ouvrier américain, comme tel et comme porte-parole en Amérique du mouvement ouvrier international, lui-même interprète de

la volonté de paix et de bien-être des masses populaires. Pour cela il faudrait qu'il cesse d'être à la remorque de l'Etat fédéral et que les mouvements ou noyaux syndicaux vraiment libres des autres pays (c'est-à-dire à la fois non communistes, non liés à la politique d'autres Etats, et non soumis à une pression morale ou financière des syndicats américains) se concertent avec eux sur un pied d'égalité. Il n'y a rien à faire dans l'ambiance actuelle de la C.I.S.L.

Ce qui précède a été écrit à l'état de brouillon il y a un mois, avant la détente de ces jours derniers, dont je ne sais encore jusqu'où elle ira. Ce fait nouveau ne change rien à ma thèse. Il me confirme dans l'idée que la détente, comme la tension, est un phénomène qui tend à s'amplifier une fois amorcé, du moment qu'il n'y a volonté de guerre ni d'un côté ni de l'autre, et du fait que tous les actes d'hostilité, froide ou non, sont dictés par la méfiance et la peur, et inspirés par le désir d'améliorer des positions stratégiques en cas de guerre. Il met aussi en évidence, du côté « occidental », des facteurs dangereux comme les incidences économiques de la tension ou de la détente, vus par les milieux d'affaires et de Bourse. Il est probable que pour arriver à la paix il faudra triompher de certains groupements capitalistes (comme il est probable que de l'autre côté la politique de détente représente un échec des groupements qui misaient le plus sur la fièvre obsidionale).

D'autre part, la détente — qu'elle s'affirme pour de bon cette fois-ci ou plus tard — me paraît être la condition essentielle d'une renaissance du mouvement syndical, à la fois dans les pays comme la France et l'Italie, où la classe ouvrière est en majorité sous influence communiste, et sur un plan international même limité. En France, rien ne peut se faire sans les ouvriers communistes ou communistes (2) ; rien ne peut se faire que dans les périodes où leur nombre et leur dynamisme sont mis au service de l'intérêt des salariés — leur propre intérêt — et du progrès social ; on l'a vu en 1936 ; on l'a vu à la libération ; et si les conquêtes de cette dernière ont été particulièrement précaires (impuissance des comités d'entreprise, caractère étatique, technobureaucratique ou crypto-capitaliste des nationalisations), c'est parce que cette concordance a été presque immédiatement rompue. Elle ne peut se reconstituer complètement que lorsque les larges masses ouvrières françaises cesseront :

1) de subordonner leur comportement à la préoccupation de sauvegarder l'existence de l'Etat dit soviétique ;

2) de mettre tous leurs espoirs dans l'extension de son régime à leur pays et aux autres.

Le premier de ces deux points a une importance pratique plus grande que le second, parce qu'il s'agit d'une préoccupation permanente, tandis que le second se rapporte à une éventualité à plus ou moins longue échéance. Un pacte de « coexistence » rassurerait les ouvriers communistes sur le premier point ; le second prendrait progressivement le caractère d'un mythe sans incidence sérieuse sur la vie quotidienne, à mesure que les effets bénéfiques de l'unité d'action se feraient sentir. Je ne me dissimule aucune difficulté, notamment celle d'une rééducation de la franchise et de la bonne foi. Mais il faut bien se dire qu'il n'y

(2) Non pas parce qu'ils le sont — ou si vous préférez, bien qu'ils le soient ; simplement parce qu'un mouvement d'ensemble est impossible lorsqu'une telle partie de l'ensemble fait défaut. Et d'autre part, vous n'imaginez pas qu'ils vont cesser du jour au lendemain d'être (ou de se croire) communistes.

(1) Même si vous pouvez contester que cela soit vrai de tous les zimmerwaldiens et dire que cela ne s'applique qu'à une tendance, ce qui suit me paraît absolument incontestable. D'ailleurs, je ne vous demande pas de risquer l'invasion russe, je vous demande au contraire d'en réduire le risque.

a pas d'autre perspective réelle pour le syndicalisme.

Il faut donc prévoir une époque, plus proche peut-être que nous ne le pensions il y a un mois, où les groupements syndicalistes pourront jouer un rôle animateur, s'ils ont adapté leurs conceptions à la situation où se trouvera le mouvement syndical. Je crains que vous n'ayez du mal à le faire, si vous ne vous y préparez dès maintenant.

On rapprochera de la lettre précédente les réflexions suivantes extraites de deux lettres moins récentes que nous nous excusons de ne pouvoir, faute de place, publier en entier.

De Galienne (Damas, Syrie) :

Je lis toujours avec beaucoup d'intérêt la R.P., mais vraiment je n'arrive pas à m'expliquer votre américanophilie. Je précise tout de suite qu'après de longues années de lutte au sein du mouvement trotskyste, j'ai quitté le P.C.I. avec quelques amis quand il nous est apparu clairement qu'il était impossible d'espérer que ce parti finirait par abandonner son mot d'ordre aujourd'hui injustifiable de « défense inconditionnée de l'U.R.S.S. ». Je ne suis donc à aucun titre un pro-stalinien, et j'approuve pleinement tout ce que vous pouvez écrire sur la Russie de Staline. Faut-il pour cela se jeter dans les bras du capitalisme américain et ne plus voir de salut qu'en Washington ? Personnellement, je souhaiterais voir un mouvement ouvrier rejeter avec la même énergie l'appartenance aux deux blocs, et affirmer que seul le retour à l'internationalisme prolétarien peut sauver les travailleurs. Mais, même si l'on admet votre point de vue, même si l'on considère que l'appui du bloc américain est le seul moyen d'échapper à l'ogre russe, ne peut-on conserver une attitude critique à l'égard des Etats-Unis, et dénoncer les crimes contre le prolétariat qui se commettent dans ce pays au même titre que dans les autres ?

La haine du stalinisme ne vous empêche pas de flétrir la guerre d'Indochine menée par l'impérialisme français, alors que Ho Chi Minh et sa clique sont de vulgaires stalinien, nullement plus sympathiques que les autres. Pourquoi êtes-vous aveugles lorsqu'il s'agit d'un pays où, il n'y a pas si longtemps, Sacco et Vanzetti furent assassinés sur la chaise électrique, où, il y a encore moins de temps, un nègre, Mac Ghee, a subi le même sort bien que son innocence ait été archidémontrée, simplement parce que la haine raciste des blancs des Etats du Sud n'a pas désarmé...

...Et puis, ce récent interrogatoire que l'on fait subir aux marins avant de les laisser débarquer dans un port américain ! Labor Action, le journal du groupe de Schachtman, qui est pourtant aussi opposé que vous-mêmes à tout mot d'ordre de défense de l'U.R.S.S., a dénoncé ce dernier fait avec vigueur, faisant ressortir qu'aucun pays, même pas la Russie de Staline, n'avait jusqu'ici pris de telles mesures. Et vous, vous vous contentez de dire que les Etats-Unis ne sont pas un pays fasciste et qu'ils sont anticolonialistes. C'est vrai, leur système de gouvernement n'est pas analogue à celui des fascismes, et au colonialisme périmé ils préfèrent une expansion économique beaucoup plus souple et plus habile. Mais ils représentent à l'heure actuelle la réaction sociale sous sa forme la plus adroite, la plus perfectionnée.

Il est un point sur lequel j'aimerais vous voir prendre position nettement, c'est la politique extérieure de Eisenhower. J'ai considéré l'élection de ce dernier comme une catastrophe et je n'ai pas été peu ahuri de lire dans la R.P. qu'elle ne changerait pas grand-chose à la politique américaine. Aujourd'hui, les derniers événements ne sont pas

de nature à me faire changer d'avis. Alors qu'une politique habile de la part des Américains consisterait à essayer de dissocier la Chine et le Viet-Nam insurgé de l'U.R.S.S., Eisenhower au contraire porte l'essentiel de ses coups en Asie, liant Mao Tsé-toung et Ho Chi Minh à Staline plus que jamais. Ceci est conforme à une politique d'écrasement de tout régime différent du capitalisme américain. Mais une revue comme la R.P. ne devrait-elle pas jeter le cri d'alarme ? J'admets avec vous la responsabilité russe dans la tension internationale actuelle. Il n'en est pas moins vrai que la guerre ou la paix peuvent dépendre, en fin de compte, de l'habileté ou de la maladresse des Etats-Unis et de leurs alliés.

De Marguerite Landry (Poitiers) :

...Au point de vue international la R.P. apparaît encore trop axée sur le clan américain, paraît « avoir choisi ». Présentement l'impérialisme américain n'est pas encore la pire réaction capitaliste, mais l'impossibilité pour le capitalisme classique de résoudre ses problèmes l'amène inévitablement à céder insensiblement la place au capitalisme bureaucratique. Des tendances « fascistes » se font également jour, quoi qu'on en dise (chasse aux sorcières, etc...). Quant au mouvement ouvrier américain, il a ses forces (dynamisme de l'action, spontanéité) et ses faiblesses (manque de pensée ouvrière, hantise du « communisme », etc.). Au point de vue du totalitarisme, il n'est pas sûr qu'on en revienne à cette fameuse étape du capitalisme bourgeois, le bureaucratisme représentant à mon avis un stade plus « avancé » dans l'évolution économique. D'autre part, la résistance ouvrière doit être encouragée dans tous les cas d'oppression ou d'exploitation : ce n'est pas par la résignation aujourd'hui qu'on encouragera la lutte demain.

Ceci m'amène à poser la question des ouvriers et employés travaillant dans certaines usines d'armement sous direction américaine (à Châteauroux).

En effet, d'après des informations sujettes à caution et qu'il faudrait vérifier (provenant de l'Huma), le personnel aurait reçu des instructions sévères en cas de « trouble intérieur » ou désordre. Selon la méthode d'action indirecte chère au néo-syndicalisme actuel, les sections C.G.T.-F.O. et C.F.T.C. auraient réagi en écrivant une lettre aux parlementaires de l'Indre, ainsi qu'au préfet et à un colonel Lambert (?). D'autre part, un questionnaire d'activité journalière aurait été posé à chaque travailleur, notamment en ce qui concerne son activité personnelle.

Naturellement l'Huma utilise ces faits pour une campagne de chauvinisme. Nos amis de l'Indre ne pourraient-ils nous renseigner ?

Cela pose un problème : quelle action syndicaliste mener parmi ce personnel, en évitant le nationalisme qui ne peut qu'affaiblir la conscience prolétarienne ? Surtout, étudier les moyens d'action, car je ne crois pas les méthodes indirectes efficaces. La militarisation de l'établissement créant des risques supplémentaires, il faut étudier minutieusement les moyens directs selon l'effet qu'on veut obtenir ; et surtout action solidaire d'ensemble, étudiée par la base.

C'est un point où les questions immédiates s'intègrent à la réalité internationale et je crois qu'il serait bon que la R.P. y consacre quelques colonnes.

Les lettres précédentes appellent la réplique et des commentaires. Nous serons heureux de publier ceux que nos lecteurs nous adresseront.



# Histoire du 1<sup>er</sup> Mai (\*)

« Messieurs, est-ce que vous n'êtes pas frappés de l'importance qu'a prise cette date du 1<sup>er</sup> Mai ? N'avez-vous pas été frappés, en lisant les journaux, de voir cette multitude de dépêches envoyées de tous les points de l'Europe et de l'Amérique, mentionnant ce qui s'est fait ou dit, le 1<sup>er</sup> Mai, dans tous les centres ouvriers ? Vous avez suivi par la pensée ces imposantes processions qui se sont déroulées dans certaines villes, provoquant les acclamations ouvrières. Vous avez vu sur d'autres points les collisions, les rixes. Ici l'enthousiasme, là la colère, partout la passion. Si bien qu'il a éclaté aux yeux des moins clairvoyants que partout le monde des travailleurs était en émoi, que quelque chose de nouveau venait de surgir, qu'une force nouvelle et redoutable était apparue, dont les hommes politiques auraient désormais à tenir compte.

« Qu'est-ce que c'est ? Il faut avoir le courage de le dire, et dans la forme même adoptée par les promoteurs du mouvement : c'est le quatrième Etat qui se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir. »

Ainsi parla Georges Clemenceau, devant la Chambre des Députés, au lendemain du 1<sup>er</sup> mai 1891 et de la fusillade de Fourmies. Quinze ans plus tard, le même Clemenceau, comme ministre de l'Intérieur, devait diriger la répression contre le 1<sup>er</sup> mai 1906, le plus grand et le plus significatif des Premiers Mai, et se décerner lui-même le titre de « premier filic de France ». « Nous ne sommes pas, avait-il dit aux dirigeants syndicaux, du même côté de la barricade. »

Le rappel de ce point d'histoire et de cette palinodie ne montre pas seulement la clairvoyance et l'intelligence politique du plus grand politicien de la bourgeoisie française, en même temps que son cynisme d'homme d'Etat « arrivé », mais il met en évidence la valeur historique du Premier Mai. Il montre non moins clairement l'importance et l'intérêt du nouvel ouvrage de notre ami Dommanget que S.U.D.E.L., la maison d'édition des instituteurs, vient de faire paraître. Qu'ils en soient, l'un et l'autre, remerciés. C'est plus qu'un livre qu'ils nous donnent — et un livre passionnant — mais à la veille du 1<sup>er</sup> Mai 1953 — c'est un acte, et un acte qui ne sera pas le moins important et le moins utile de ceux qui marqueront ce Premier Mai.

Faire la « biographie » du 1<sup>er</sup> Mai — pour reprendre l'expression de l'auteur dans son Introduction — c'est en réalité écrire l'histoire du mouvement ouvrier depuis plus de soixante ans, une histoire vivante et « vraie », qui nous manquait et qui aurait manqué aux jeunes générations. L'historien et le militant, étroitement unis dans la personne de Dommanget, ont sans doute fait plus que cela : ils ont donné — éclairée d'une lumière nouvelle — l'histoire d'un demi-siècle d'humanité, retracée, expliquée par l'évolution, le développement et les vicissitudes de la Journée internationale des travailleurs.

Le 1<sup>er</sup> Mai, c'est « les huit heures », les « trois-huit », et c'est aussi l'affirmation de l'internationalisme ouvrier. Bien mieux que de longues discussions doctrinales, son histoire fait compren-

dre la liaison indissoluble de la réforme et de la révolution. Quelle leçon, aussi, de « stratégie et de tactique » ouvrières qui se dégage des discussions où s'affrontent, autour du Premier Mai, socialistes, syndicalistes et anarchistes !

La préhistoire du Premier Mai, au moins celle de la limitation de la durée du travail quotidien, on la trouve, non seulement dans tous les évangiles des « utopistes », mais même dans certains édits royaux du XVI<sup>e</sup> siècle ! La lutte pour la limitation de la journée à huit heures remonte loin, on le voit, mais elle ne devient un phénomène typique de la lutte des classes — et le plus important peut-être — qu'avec le XIX<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire avec la croissance et la généralisation du capitalisme et sa formidable accumulation.

Cette « préhistoire », Dommanget nous la retrace avec l'érudition minutieuse que nous lui connaissons. Et puis nous abordons l'origine même de la journée de lutte internationale : le 1<sup>er</sup> mai 1886 en Amérique et les événements de Chicago. Nous assistons à son « incubation » en France, et nous voyons revivre les pionniers français du 1<sup>er</sup> Mai que sont Jean Dormoy, de Montluçon, et Raymond Lavigne, de Bordeaux, militants « guesdistes » de la belle époque. C'est aux efforts de ces deux-là, aussi bien dans les assemblées du Parti Ouvrier Français que dans la Fédération des Syndicats, qu'on doit l'intronisation du Premier Mai, lié à la lutte pour les huit heures, par le Congrès socialiste international de 1889.

« Origine politique », diront les compagnons anarchistes, et ils le boudront tout d'abord. Mais le Premier Mai s'imposera finalement, et la spontanéité ouvrière s'y manifesterait si magnifiquement que les anarchistes s'y retrouveront vite et qu'on les comptera parmi ses meilleurs ouvriers.

Journée de lutte ou Fête du Travail ? Certes, on peut trouver les deux termes accolés dans certains des textes socialistes qui sont à l'origine du 1<sup>er</sup> Mai ; mais toute la pratique et toute la tradition tiennent pour la journée de lutte, et c'est dans la mesure même où le deuxième terme empiète et gagne sur le premier que la portée du 1<sup>er</sup> Mai décroît, qu'« il perd parfois en profondeur ce qu'il gagne en étendue ». Dommanget consacre un intéressant chapitre au concept de « Fête du Travail », à sa liaison indirecte avec « le Mai » et la fête de la renaissance de la nature, un autre chapitre au « 1<sup>er</sup> Mai dans la chanson et la poésie populaires ».

Mais auparavant, nous revivons avec lui tous les Premiers Mai depuis 1890. Certains sont éclatants et riches de victoires ; d'autres, plus ternes ; certains mêmes tournent à la caricature et à la tragi-comédie. Mais « les hauts et les bas » du Premier Mai sont des tests et révèlent, mieux que tout autre signe, l'état réel du mouvement ouvrier ; ils tracent « la courbe » du mouvement.

1<sup>er</sup> mai 1890 : première affirmation, dans la pratique, de l'unité internationale du prolétariat, et la grande frousse de la bourgeoisie. 1<sup>er</sup> mai 1891 : la tache sanglante de Fourmies et l'échauffourée de Clichy. 1<sup>er</sup> mai 1892 marqué par la grève monstre de Lodz en Pologne russe et sa répression sauvage. En 1893, le Premier Mai est en recul (F. Engels le souligne) et, pendant dix années, il restera assez terne. Mais il se réveillera

(\*) Un volume par Maurice Dommanget, chez S.U.D.E.L., 134, rue d'Assas, Paris (6<sup>e</sup>).

— et quel réveil ! — quand, devenu décidément l'apanage de la C.G.T. nouvelle, il remontera aux sources et fera trembler de peur la bourgeoisie (Pouget, l'un des protagonistes les plus actifs de cette période, employa même, dans le « Père Peinard », un terme beaucoup plus précis).

Il faut insister sur ce Premier Mai de 1906 (ce lui où, à sa manière, s'illustra Clemenceau). C'est une leçon : une leçon « d'agitation-propagande » ; mais aussi une leçon d'organisation. Au congrès de Bourges de 1904, à la suite d'un rapport sur les huit heures, une intense préparation fut décidée avec pour objectif — le 1<sup>er</sup> mai 1905 étant considéré comme un palier — l'application « volontaire » des huit heures au lendemain du 1<sup>er</sup> mai 1906. Pouget — « l'âme de l'agitation », dit Dommanget — troqua la manière truculente du « Père Peinard » pour le style plus correct, mais non moins direct et efficace, de la « Voix du Peuple ». Et pendant dix-huit mois, toutes les formes multiples de la propagande furent utilisées pour répandre et faire pénétrer l'idée des huit heures et de leur application prochaine. L'obsession gagna tout le pays et frappa les bourgeois de « grande peur » : « Certains bourgeois filaient en province, d'autres à Londres, où les trains venant de Douvres, Boulogne, Newhaven avaient dû être doublés par suite de l'affluence des fuyards venus du continent par des paquebots bondés. A Genève, des hôtels étaient encombrés de familles arrivées de Paris avec des bagages de toutes sortes. Les bourgeois restés sur place se calfeutraient dans leurs demeures, s'appêtant à un long siège. On vit certains chefs d'industrie de l'Est — barons féodaux d'un autre âge — fortifier leurs usines. D'autres, plus modernes, se défendirent par le lock-out, cependant que les plus patriotes expédiaient leurs capitaux à l'étranger. Un milliard, au dire du « Matin », fut ainsi envoyé en Belgique. »

Les résultats du travail de la C.G.T. furent impressionnants non seulement par la journée elle-même, mais, plus encore, par ses lendemains : reconnaissance légale du repos hebdomadaire pour toutes les corporations, les huit heures pour certaines d'entre elles, réduction générale de la journée de travail, vulgarisation de la pratique de la « semaine anglaise ».

Pourquoi faut-il que ce Premier Mai mémorable soit suivi, dans les années qui précèdent la première guerre mondiale, de journées moins ardentes qui échouent finalement dans les Premiers Mai honteux de l'union sacrée et de la guerre ? Mais, dès 1915, « l'Union des Métaux » de Merheim sauva quand même l'honneur du syndicalisme français et de l'internationalisme ouvrier. Et le 1<sup>er</sup> mai 1915, l'appel de Karl Liebknecht au peuple allemand s'écriait : « Travailleurs, camarades, et vous femmes du peuple, ne laissez pas passer cette fête de Mai, la seconde de la guerre, sans l'employer à une manifestation du socialisme international, à une protestation contre le massacre impérialiste. En ce 1<sup>er</sup> Mai, nous tendrons par-dessus les frontières et les champs de bataille une main fraternelle au peuple de France, de Belgique, de Russie, d'Angleterre, de Serbie, de tout l'univers. »

Mais avec la révolution russe et la fin de la guerre, le Premier Mai reprenait vigueur nouvelle, et ce furent les Premiers de Mai massifs de 1919 et de 1920, après l'entrée des huit heures dans la légalité — enfin ! Puis, les Premiers Mai de scission et de « politisation », les Premiers Mai-kermesses du Front populaire, puis encore — malheur ! — les Premiers Mai « tricolores » qui précédèrent la seconde grande bagarre. Dommanget ne nous fait pas grâce des Premiers Mai défigurés : les défilés militaires de Moscou, les pa-

rades profanatrices de Hitler, les Premiers Mai maréchalistes.

Et nous voici arrivés aux Premiers Mai d'aujourd'hui. Et d'abord à ceux qui suivirent la « libération ». Dommanget voit bien ce qui pêche en eux, comment ils demeurent défigurés, « retournés » même. Aussi — et je ne le chicanerai que là-dessus — je ne vois pas pourquoi il semble les relier davantage aux Premiers Mai d'autan qu'à ceux de la période « tricolore », ceux de la guerre et de l'union sacrée dont ils portent encore les stigmates déshonorants.

Aujourd'hui que le Premier Mai est jour férié légal et que beaucoup ont oublié ce que pouvait représenter, dans la période héroïque, le chômage volontaire du Premier Mai, que reste-t-il de la journée de lutte internationale des travailleurs ? Il est bien difficile, dit Dommanget, d'y reconnaître son visage primitif. Mais « après 60 ans d'épopée », il reste « une des plus nobles aventures qui aient traversé notre époque ».

Au surplus, Premier Mai n'est pas mort ! Il saura « se dépasser en se renouvelant ». Nous le verrons renaître, avec des objectifs nouveaux, quand renaitra, sous une forme ou sous une autre, le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Nous devons déjà beaucoup au camarade Dommanget, historien scrupuleux et militant ardent. Je crois bien qu'il vient de nous donner son chef-d'œuvre.

R. GUILLORE.

## LE CODE DU TRAVAIL D'OUTRE-MER

On avait salué avec chaleur le vote par le Parlement du code du travail dans les territoires d'outre-mer. Restait à voir comment il serait appliqué.

Il serait dommage que la circulaire adressée par M. Pflimlin, ministre de la France d'outre-mer, à tous les hauts-commissaires et gouverneurs, passât inaperçue.

La voici :

« Code travail définitivement voté par Assemblée nationale 23 novembre. Publication « J.O. » interviendra prochains jours.

Département entreprend élaboration textes réglementaires et instructions définissant modalités application.

Aucune application code ne doit être envisagée avant publication ou notification de ces textes et instructions.

Attire particulièrement attention sur points suivants :

Application code ne doit pas entraîner majoration taux salaires horaires ;

Hausses salaires correspondront seulement à heures supplémentaires selon barèmes que vous aurez à fixer dans conditions à définir par textes application.

Article 237 code prévoit pour gouverneurs faculté instituer régime de prestations familiales. Ne faudra user cette faculté qu'avec circonspection, compte tenu notamment circonstances économiques et selon modalités que proposeront texte applications et instructions.

Vous signale dès à présent que notion prestations peut couvrir non seulement allocations en espèces, mais toute autre forme aide à famille et enfants, répondant à besoins de nature familiale africaine.

Veillez faire comprendre à représentants travailleurs nécessité délai pour mise au point application sérieuse et bien adaptée.

Mettez-les en garde contre illusion qu'application Code du Travail peut modifier rapidement et profondément leurs conditions de vie.

Fameux, n'est-ce pas ?

On serait curieux de savoir ce que pensent les syndicalistes C.P.T.C. de leur camarade ministre. Et particulièrement Gérard Esperet, le spécialiste des questions syndicales coloniales.

# Les marxistes sont-ils plus combattifs ?

Il ressort des statistiques que les ouvriers font grève plus souvent aux Etats-Unis qu'en France, en Italie ou en Allemagne.

Leurs grèves durent plus longtemps et elles touchent un plus grand nombre d'ouvriers.

Il semblerait donc que les travailleurs américains ont un esprit plus combattif que leurs camarades français et italiens.

Cependant, sur un plan émotif, dans toute discussion entre un ouvrier américain et un ouvrier français, italien ou anglais, les objectifs politiques et économiques des ouvriers américains auront tendance à faire figure de parents pauvres.

L'ouvrier américain se sentira d'habitude moins à gauche que ses camarades européens, tandis que ces derniers ressentiront une certaine commisération pour la naïveté politique du premier et pour ce qu'ils appelleront son manque d'esprit de lutte.

Il est bien évident que chacune des parties en présence accorde un sens différent au terme « militant ». Pour les ouvriers américains, il signifie qu'ils sont prêts à recourir à la grève ; pour les ouvriers européens, il se traduit par les convictions socialistes des travailleurs.

Si l'on accepte cette seconde interprétation, les ouvriers américains n'ont pas un esprit militant.

Si l'on admet au contraire que l'esprit militant se mesure à ce que les travailleurs sont prêts à faire grève, pendant de longues périodes, pour réaliser des objectifs syndicaux, les ouvriers américains ne le cèdent en rien à leurs camarades européens.

Nous en arrivons ainsi au « pourquoi » de cette attitude. Pourquoi sont-ils moins socialistes que leurs camarades du reste du monde ? Pourquoi montrent-ils pour la réalisation des objectifs les plus immédiats des travailleurs une agressivité, plus grande que la plupart de leurs camarades d'autres pays ?

La réponse la plus simple est probablement que dans tous les pays les travailleurs ont un esprit profondément pratique.

Les ouvriers américains ont appris par l'expérience que, en ayant recours à la grève, ils peuvent obtenir immédiatement un certain nombre de choses : des augmentations de salaire, la réduction des heures de travail, une plus grande sécurité dans leur emploi, des pensions, les assurances sociales, des congés payés, des vacances, et même, comme cela s'est produit récemment dans une usine électrique de Brooklyn, du café et des pâtisseries deux fois par jour.

En conséquence, pour les ouvriers américains, la grève est une arme qui leur permet d'obtenir des victoires concrètes. C'est une manière pratique d'obtenir quelque chose, de même que pour boire une bière dans un café, il faut la payer.

La plupart des grèves menées par les ouvriers européens dont nous entendons parler n'ont pas ce caractère.

Il est possible qu'elles aient un caractère plus élevé, plus moral, plus politique, plus symbolique, plus dynamique, ou plus profondément marxiste que les grèves américaines, mais elles ne présentent pas un caractère pratique en ce sens que le gréviste ne peut guère compter recevoir à la fin de la grève quelque chose qui ait une valeur concrète, pour lui personnellement, et qu'il ne possédait pas avant la grève.

C'est ainsi que pas un seul des cheminots italiens qui ont récemment pris part à une grève des chemins de fer n'espérait obtenir une augmentation de salaire à la fin de cette grève.

De même, pas un seul des mineurs de Force Ouvrière, qui ont récemment lancé une grève illimitée, n'espérait que cette grève lui apporterait une augmentation de salaire.

Dans ces deux cas, les chefs des cheminots italiens et les mineurs français espéraient seulement faire une démonstration frappante de leur force.

Il semble que l'expérience ait enseigné à de nombreux ouvriers européens que de telles démonstrations ne servent en rien à accroître leur pouvoir d'achat.

Les grèves menées par les syndicats américains, au contraire, sont concrètes et accroissent le pouvoir d'achat des travailleurs.

Une étude comparée des nouvelles du mouvement syndical aux Etats-Unis et en France, aujourd'hui, montre qu'il y a beaucoup plus de grèves aux Etats-Unis, et que presque toutes ces grèves sont totales — tous les ouvriers suivent l'ordre de grève et arrêtent ainsi complètement le travail dans la mine ou l'usine. Au contraire, il n'y a qu'un petit nombre de grèves en France et en Italie, et encore un petit nombre seulement de celles-ci sont-elles complètes et suivies jusqu'à ce que les objectifs pour lesquels elles ont été lancées aient été atteints.

Il se peut qu'il n'y ait aucun rapport entre le fait que les grèves des travailleurs américains mènent à des résultats concrets et le fait qu'ils ne sont ni socialistes ni marxistes.

De même, il est possible qu'il n'y ait aucun rapport entre le fait que les ouvriers européens sont dans leur grande majorité socialistes et le fait que leurs grèves n'aboutissent pas à des résultats pratiques.

Il se peut encore que les grèves des ouvriers américains n'aient que peu ou aucune influence sur leur niveau de vie.

Cependant, les ouvriers américains sont persuadés du contraire. Ils pensent que grâce à des grèves ayant des objectifs concrets, ils peuvent tirer un bon parti de l'économie américaine. On peut dire de ce point de vue qu'ils sont conservateurs.

Les ouvriers européens, quoi qu'ils pensent des grèves, ne croient pas qu'ils puissent tirer parti de l'économie dans sa forme actuelle et demandent une profonde réorganisation de celle-ci. En ce sens ils sont révolutionnaires.

Il est possible que nous trouvions là la clef de la différence entre les ouvriers américains et européens.

Tous deux partent d'un point de vue pratique, et les premiers veulent conserver ce qu'ils estiment les servir et ne demandent pas de changement, tandis que les seconds, convaincus que la forme actuelle de l'économie les dessert, la rejettent et exigent un changement radical.

Il apparaît donc qu'aucun des deux groupes n'a un esprit de lutte plus marqué que l'autre. Tous deux s'appuyant sur des considérations d'ordre pratique ont adopté les méthodes qui s'adaptent le mieux à leur situation... Peut-être !...

Léonard GLANZ.

## Doctrines sociales et coutume ouvrière

« La découverte du monde ouvrier reste à faire. Autant pour ceux qui exaltent le Proletariat en lui collant une majuscule et une mission historique que pour ceux qui le méprisent du haut de leur savoir, de leur fortune ou de leur suffisance. Et même pour ceux qui font profession d'en parler ou d'en défendre les intérêts. »

C'est ainsi que notre ami Mercier (de Grenoble), dans *Preuves* d'avril 1953, fixe le but et éclaire par élimination les motifs et mobiles des Journées d'études des 9, 10, 11 et 12 avril que les Amis de la liberté consacrerent aux doctrines sociales et à la coutume ouvrière.

Mercier, qui en fut aux côtés du secrétaire général des Amis de la liberté, Jacques Enoch, l'organisateur et le « meneur de jeu », n'est peut-être pas entièrement satisfait des résultats obtenus. Ce qui prouve chez lui une conscience exigeante et scrupuleuse. Confronter les témoignages et les expériences d'étudiants, d'intellectuels, de chefs d'entreprise, de techniciens « productivistes », de militants ouvriers français d'hier et d'aujourd'hui, de militants américain, allemand, tchèque, espagnols... ne pouvait aboutir en effet qu'à « planter beaucoup de points d'interrogation ». C'était prévu et même souhaité. Nous sommes las des gens qui veulent « se situer passionnément », soit pour consolider leur position, soit pour justifier leur inaction. Mercier aurait voulu peut-être que le témoignage s'apparente encore moins à la confession ou à l'apologie, que la découverte des réalités ouvrières soit encore plus profonde et plus brutale. Il est déjà fort satisfaisant que les doctrines n'aient pas pesé sur les débats, que la prétention des idéologues, la fantaisie des littérateurs ou la malice des politiciens aient été prévenues et exclues par le réalisme et la sincérité des exposés et des propos échangés, que l'on n'ait ni débuté ni même fini par des conclusions où l'incertitude et l'inquiétude sont traduites ou voilées par le balancement des formules. Et il faut féliciter sans réserve les organisateurs de l'atmosphère de confiance et de sympathie au sein de laquelle on pouvait « respirer » librement, sans éprouver la lourdeur de réminiscences ou de soupçons.

Quels étaient les participants ? Avec des étudiants et des professeurs, deux instituteurs, de ces « membres des classes moyennes » difficiles à classer, de situation relativement indépendante, quelques-uns anciens militants des organisations ouvrières ou de partis et sectes révolutionnaires, semblables à ceux que l'on rencontrait au lendemain de l'avant-dernière guerre dans les groupes de « Clarté ». Du côté ouvrier, pas mal d'anciens, de rares syndicalistes parisiens, un solide noyau de représentants des Unions F.O. du Rhône, du Nord, de Maine-et-Loire, de l'Isère, des Landes...

La première journée s'intitulait : *Découverte du monde ouvrier* par un étudiant, un universitaire, un chef d'entreprise. L'absence accidentelle de Pascal, professeur à l'École normale de Grenoble, nous priva d'un témoin de valeur. M. de

Brouckère, « chef d'entreprise », parla en patron d'esprit social qui a tenté de gagner la confiance de ses ouvriers. Assez instructive l'histoire de ses difficultés et des réactions provoquées par ses essais de collaboration dans l'entreprise. Mais pas très convaincante. Nous avons connu dans le passé des expériences analogues, qu'elles soient d'esprit paternaliste ou de tendance « jeune patron ». D'autres se poursuivent en ce moment. Dans le cas le plus favorable, les effets s'en arrêtent aux limites d'une entreprise et d'une génération. Il faudrait beaucoup de candeur pour résoudre la question sociale par la généralisation de cette formule.

Le témoignage de Jean Kosek, étudiant, animateur des Jeunes Amis de la liberté, soulevait au contraire des problèmes de caractère général. Notons d'abord des précisions importantes quant à l'origine sociale des étudiants dont la majorité appartient à la petite bourgeoisie (5 % seulement d'origine ouvrière). Une classification schématique oppose à l'étudiant qui adhère simplement aux « cadres établis » et qui veut ignorer la classe ouvrière, l'étudiant qui se prépare à son rôle de futur cadre avec « la bonne conscience » d'une personnalité sûre de son prestige, l'étudiant révolté prisonnier d'un « individualisme anarchiste » et l'étudiant communiste pour qui la classe ouvrière n'est que le « moyen fondamental » d'une fin préalablement établie. J'ai apprécié la sincérité de ce témoignage et de ceux des universitaires présents. La même constatation, quant au dogme fondé sur la notion du « prolétariat abstrait » qui détermine l'adhésion des intellectuels au stalinisme ; le même aveu quant aux difficultés du contact direct, efficace, avec les ouvriers — l'exceptionnelle vocation apostolique de Simone Weil ne pouvant s'imposer comme un exemple humain. On entendit, avec quelque émotion, le professeur Ruysen (de Grenoble) reconnaître l'échec des Universités populaires et s'étonner de la méfiance des ouvriers à l'égard des intellectuels de bonne volonté. C'est sans doute d'autant plus pénible qu'au sein des partis, par la confusion des programmes politiques ou la rigueur des consignes, des ouvriers se soumettent à d'autres intellectuels qui n'offrent pas la garantie de la science et du désintéressement des premiers. Nous eûmes l'occasion de souligner — heureux de l'accord de Vidalenc — qu'au Centre d'éducation ouvrière, dans les collèges du travail, dans les unions de syndicats, de fréquentes rencontres dissipent ordinairement cette méfiance paralysante.

La deuxième journée consacrée aux expériences françaises, aux étapes du mouvement ouvrier, à la vie ouvrière d'aujourd'hui fut incontestablement la plus riche et la plus vivante. Trois exposés introductifs : celui de Poussel, ancien secrétaire de la Fédération des métaux unitaire, sur l'action ouvrière de 1905 à 1914 ; — celui d'Argence, que Poussel avait justement remplacé au secrétariat fédéral des Métaux, sur l'action des len-

demains de la guerre de 1914-1918 ; — celui de Lebras, militant autonome des Métaux, sur l'expérience de 1936.

L'ami Poussel n'ignore pas qu'il nous a un peu déçus. Non que l'on puisse contester l'exactitude de ses souvenirs sur la condition ouvrière et sur l'action de la C.G.T. avant 1914. Par excès d'honnêteté, il a voulu justifier ses idées actuelles, par les enseignements du passé. Seulement un témoignage n'est pas une profession de foi et doit tendre à ressusciter le passé tel qu'on le vécut. Le syndicalisme de 1906 se juge par les résultats obtenus. Il n'était pas utile de l'opposer à celui de 1936... afin de prouver qu'en cette année-là, il fallut Blum et le Parlement pour imposer les grandes lois sociales dont la solidité reste intacte. Peut-on oublier que les votes parlementaires n'intervinrent qu'après les journées ouvrières de juin 1936 et les accords Matignon — et qu'ils dépassèrent largement les timides propositions incluses dans le programme du Rassemblement populaire. Il est vrai que l'origine du mouvement décisif remonte aux réactions antifascistes de 1934 — qui ont déterminé aussi bien l'action ouvrière de juin 1936 que la victoire électorale du Rassemblement populaire. Mais la classe ouvrière ne distinguait pas entre la réaction politique et « la déflation des salaires ». Et le mouvement victorieux débuta par la grève générale du 12 février 1934 pour s'achever par les « occupations d'usines » de juin 1936. C'est bien parce que « la classe ouvrière avait repris confiance en elle-même » que Blum et le Parlement ont pu légiférer efficacement.

Argence, dont les interventions au cours de tous les débats furent particulièrement denses, s'est tenu dans son exposé à une évocation précise de l'action syndicale de 1917 à 1922, des grèves de 1917, des premières occupations d'usines à Vienne (Isère) en 1918... de l'effort mené par la Fédération unitaire des Métaux pour grouper, former, éduquer des militants nouveaux sans traditions syndicales, « nés de la guerre ». Il rappela la publication d'une revue de documentation : le **Creuset** et les relations établies avec l'U.S.T.I.C.A. — première organisation syndicale des Techniciens. Il n'oublia pas de signaler « la chasse aux militants » organisée par le patronat de la métallurgie, et qui imposa à pas mal de nos compagnons d'alors l'abandon de leur région et de leur métier.

Est-ce parce qu'il ranimait les souvenirs plus récents d'une période de revanche et d'espoir ? Est-ce parce qu'il exprimait des connaissances précises et profondes, des idées originales, en une langue directe, drue et savoureuse ? Est-ce parce qu'il nous a plongés immédiatement dans la vie de l'usine qu'il n'a pas quittée ? Mais Lebras en son exposé de fin de matinée sur « le milieu ouvrier de 1936 » a provoqué une orientation « dynamique » des débats qui devait se maintenir l'après-midi. On sent le militant qui ne se paye pas de mots, dont la documentation vivante écarte les regrets et la résignation. La résurrection des journées de juin 1936 aurait suffi pour nous passionner. Le rapporteur y ajouta des notations sur « la géographie industrielle de la région parisienne », sur le travail à la chaîne, sur les possibilités d'évasion et de libération des ouvriers, dont chacune appellerait un développement et des commentaires. C'est avec de tels matériaux que l'on devrait meubler nos monographies ouvrières et notre chronique de la Renaissance du syndicalisme.

Mercier qui présidait et animait le débat interrogea lui-même l'après-midi les militants ouvriers présents dans la salle, les anciens et les nouveaux. Cette spontanéité dans les témoignages

risquait de provoquer des heurts passionnés entre représentants de firmes rivales, d'aigres vomissures du passé. Il n'en fut rien. Non que les conclusions s'accordent. Mais la confrontation d'expériences vécues en des temps et lieux différents n'appelaient pas de jugements contradictoires. J'en apprécie, en fin de compte, le caractère réconfortant.

Il suffira pourtant de citer quelques-uns des anciens pour éveiller des réminiscences irritantes. Patat (des Ports et Docks — indépendants) ; Vassart (des Métaux), que le parti communiste avait porté à la mairie d'Alfortville... où il demeura pendant l'occupation ; Delobelle qui fut secrétaire fédéral du Textile avant de rompre avec les stalinien, lors du pacte germano-soviétique. Ils ne troublèrent pas l'atmosphère. Au contraire.

Patat nous décrit la lutte des travailleurs des Halles centrales, en juin 1936, et l'expérience avortée de contrôle ouvrier sur la gestion des Comptoirs français.

Vassart insista, par le rappel de 1936, sur le caractère « mouvant » du recrutement syndical et sur la nécessité pour maintenir l'organisation de constituer des cadres solides dont « la permanence » s'oppose à la mobilité des effectifs.

Delobelle représente à mes yeux le type de militant ouvrier que l'expérience stalinienne n'a pas corrompu, parce qu'il est demeuré à la base pendant la plus grande partie de sa vie. Il était émouvant d'entendre ce sexagénaire — qui pourrait si facilement céder à l'amertume — raconter les luttes du Textile du Nord contre un patronat « paternaliste » depuis la fin du siècle dernier, les grandes grèves de 1903, de 1921, de 1930, de 1936, et préciser les conquêtes arrachées à une institution patronale fondée sur des privilèges et des prétentions héréditaires.

Il appartenait aux nouveaux de prouver la continuité de l'action ouvrière.

Logier (du Bâtiment d'Angers) en apporta la preuve vivante non seulement par la vigueur de son style, mais aussi par sa connaissance profonde de l'évolution du Bâtiment, dans sa région, où la main-d'œuvre s'est constituée par le déplacement massif des Bretons et des Limousins, par son expérience de l'action syndicale, lors des grands travaux de construction des barrages. En passant, il dénonça le scandale de « Tignes », où les larmes versées sur les vieilles pierres alimentèrent une abondante source de profits pour une population de mercantis. Ce qui est remarquable, c'est l'accent « lutte de classes » de toutes les interventions de Logier.

Teysière (des Métaux de Lyon) insista sur la crise actuelle en soulignant cette redoutable découverte que « la suppression des heures supplémentaires apparaît aux métallurgistes comme une diminution du salaire réel ». Anticipant sur les débats du dimanche, il prouva que l'expérience de productivité menée aux usines Visseaux aboutit simplement à une augmentation de la production. Tout se ramène donc à un rapport de forces. Le patronat refuse la discussion sur les conventions collectives et attend pour reprendre les pourparlers le nouveau virage stalinien.

L'ami Boucher (du Livre F.O.) nous parla des corporations, où — selon Mercier — les bonnes et vieilles traditions s'estompent et s'effacent. Notons cette précision que nous soumettons à nos camarades : sur 130.000 ouvriers du Livre, on ne compterait plus que 50.000 syndiqués. Cette autre, aussi intéressante ; dans la région parisienne, 2.360 entreprises ne comptent pas 50 ouvriers.

Berthoniz (jeune militant de Grenoble) fut bien inspiré en rappelant la situation de son père, employé à Grenoble en 1900 (de 14 à 16 h. de travail par jour, pour un salaire quotidien de

1 fr.). Mais on retiendra surtout de son exposé ses aperçus sur le placement de la main-d'œuvre immigrée, et sur la situation des Nord-Africains qui subissent un régime « colonial » en territoire métropolitain.

D'autres camarades, dont les interventions ne furent pas négligeables, nous excuseront de ne pas les citer. A la sortie, l'un d'entre eux me résumait ses impressions : « Les militants syndicalistes présents ne se sont pas concertés. Ils sont cependant tous intervenus dans le même sens. » C'est encore là une impression reconfortante.

Les organisateurs m'avaient désigné pour présenter en cette fin de journée la question des « rapports entre ouvriers et intellectuels ». Ce n'était certes pas dans une intention malicieuse. Mais en cette affaire — outre que je n'étais guère qualifié pour un sujet d'une telle ampleur — mon parti pris « ouvrieriste » devait écorcher certaines susceptibilités. On fut cependant patient et indulgent. A peine me piqua-t-on de l'épithète « sorélien » qui ne me va guère. Les lecteurs de la R.P. connaissent assez bien mes idées, pour que je leur en épargne une nouvelle expression. Ce qui me parut le plus difficile — et ce qui reste pour moi le plus important — ce sont les définitions préalables : celle de l'ouvrier, celle de l'intellectuel — et surtout les caractéristiques d'une classe sociale. J'ai proposé celles-ci : une certaine stabilisation héréditaire, la conscience de son indépendance, la permanence d'intérêts communs, la fidélité à des traditions, le développement d'institutions autonomes. Dans ces conditions peut-on dire que la classe ouvrière existe ? Une classe d'intellectuels (l'ancienne *intelligenzia* russe) est-elle une réalité ou une possibilité ? Nous voulons répondre affirmativement à la première question et négativement à la seconde. J'ai centré mes observations sur ce double problème. Mes références historiques : le socialisme des intellectuels opposé au socialisme des ouvriers, la découverte de la classe ouvrière par les littérateurs (avec rappel des témoignages prolétariens, à la Henry Poulaille), l'ouvrierisme sorélien, le syndicalisme universitaire... et mes questions sur l'origine sociale des intellectuels tendaient à rechercher les éléments d'une réponse. Mais notant « objectivement » la thèse sorélienne sur la négation des différences qualitatives dans le travail, reprenant d'autre part le thème d'Albert Thierry sur le refus de parvenir (les deux idées ne se confondant pas), je devais provoquer la stupeur, quelque commisération et une contradiction franche et courtoise de M. Apéri, professeur à la Faculté de Caen, qui nous avait tracé la veille un portrait nettement dessiné et spirituellement coloré de l'universitaire stalinien. Difficile cependant, même si l'on n'est pas partisan de l'égalité totale, de concilier les aspirations démocratiques et le jeu des coefficients hiérarchiques s'exerçant sur toute la rémunération (et non sur un volant mobile). Mais le refus de parvenir c'est une autre histoire. Pas une règle générale... une norme de sélection et d'efficacité personnelle. Poussel et Argence l'avaient signalée, à propos des syndicalistes ouvriers des temps héroïques. Je la confirmai par des exemples choisis dans le syndicalisme universitaire. Images d'un passé révolu ? Ne cherchez pas cependant d'autre cause au succès des « prêtres ouvriers » et de pas mal de propagandistes chrétiens.

J'avais mis cependant « la hausse au-dessus de l'objectif ». Il m'aurait fallu plus de modestie. Le problème immédiat se pose en termes plus concrets. Comment l'intellectuel désintéressé peut-il servir la classe ouvrière ? Comment répondre

au désir d'évasion de la majorité des ouvriers ? C'est sur ce plan que le débat peut aboutir rapidement. J'entendais Denyse Michaud signaler que le travail manuel intensif interdit tout travail intellectuel, qu'ainsi l'intellectuel garde seul le privilège du choix : — le professeur Ruyssen s'inquiéter de la répartition du budget ouvrier ; — Michel Collinet et René Lebars communiquer les résultats de sondages à la Gallup portant sur l'utilisation des loisirs ouvriers et la fréquentation des bibliothèques. Observations et expériences qu'il conviendrait d'étendre et de développer.

Je ne commenterai pas — malgré la gravité des sujets — les exposés et les débats sur les expériences étrangères : la cogestion allemande, le syndicalisme tchèque asservi, le pragmatisme américain.

On attendait du premier rapporteur des propos moins objectifs, plus enfoncés dans une entreprise qui passionne beaucoup de militants français.

Barton, au contraire, fut convaincant dans sa description du mouvement ouvrier dans les Etats vassaux de l'U.R.S.S. Il souligna les effets d'une résistance à la mesure d'un prolétariat qui subit sans oublier et sans abdiquer — et dénonça la volonté de la caste moscovite d'aligner les pays satellites dans la dépendance économique et la misère sociale.

Pour la première fois, je voyais et j'entendais de près Irving Brown, qui ne ressemble guère aux portraits que l'on diffuse. Ni méprisant, ni redoutable, ni désinvolte, ni trop habile. Une expression — qui n'est pas la seule — du mouvement américain, la volonté d'aller jusqu'au bout de ce qu'il comprend... et pas au delà, le désir de répondre à toutes les questions posées — fort nombreuses et très variées. Je n'ai pas constaté de contradictions sur les points essentiels entre son interprétation du mouvement américain et les observations publiées dans la R.P. Je ne sais si le terme de pragmatisme convient ici. S'il s'agit de ne reconnaître comme vrai que ce qui est utile, on en tirera une philosophie de l'action qui s'apparente à celle de notre syndicalisme. Mais l'utilité ne se mesure pas aux seuls résultats immédiats. Les militants américains qui luttent contre la loi Taft-Hartley — quoique sa nocivité soit surtout... potentielle — et qui prévoient les batailles provoquées par la rapide industrialisation du Sud, prouvent une conscience de classe qui peut fort bien aboutir — sans aucune intervention idéologique — à la pratique violente de la lutte des classes.

Je ne commenterai pas non plus l'exposé et les débats sur la productivité. Le rapporteur : M. Sauerwein a d'ailleurs mis l'accent sur la nécessité d'une connaissance généralisée de « l'ordre économique-social » et de la vie réelle des entreprises. On a eu tort d'après lui de ne retenir que l'aspect technique des facteurs de la productivité. Des militants qualifiés — déjà nommés — et Gran (des Produits chimiques) nous éclairèrent sur les résultats vains ou dangereux des expériences tentées. Il y a, paraît-il, celle de la « Télé-mécanique » dont il faudra bien parler un jour, avec quelque objectivité.

Mais il faut conclure. L'exposé de Michel Collinet sur « les structures sociales, les doctrines et la coutume ouvrière » clôtura les journées, sans clore les débats engagés. Il nous sembla normal et significatif que cet observateur averti de la « condition ouvrière » soit présenté par l'historien du Mouvement ouvrier : Edouard Dolléans qui avait suivi avec une patience discrète la plupart des discussions, cependant que l'on tire le troisième tome de son œuvre.

Michel Collinet nous apporte toujours une documentation scientifiquement établie, qu'éclaircit de vivantes expériences. On peut discuter, on doit discuter les propositions qu'il en dégage. Raison de plus pour le lire et l'écouter attentivement.

De l'évolution de la structure sociale de la France depuis un demi-siècle, il tire des observations lourdes à supporter : l'augmentation « aberrante » des activités « non productives » ; la perte pour l'ouvrier spécialisé du métier : attribut permanent de l'ouvrier qualifié ; la dévalorisation des salaires réels ; la dépersonnalisation et le déracinement de l'ouvrier ; la satisfaction du besoin de sécurité par l'intervention de l'Etat ; la bureaucratisation de la classe moyenne salariée... tout cela favorise le bolchevisme qui s'impose facilement dans les pays arriérés et profite en France des facteurs conservateurs et réactionnaires comme de la terminologie révolutionnaire traditionnelle et de la faiblesse organique de l'Etat démocratique.

Collinet présente quelques suggestions, quant au rôle actuel du syndicalisme. Celui-ci doit être à la fois revendicatif et constructif, s'enraciner dans l'entreprise, former des militants liés à la production, capables d'agir dans l'entreprise, profiter de la collaboration de conseils économiques et techniques et reprendre contact avec le syndicalisme des techniciens.

Mon résumé déforme certainement un exposé, riche d'aperçus originaux, qui retint pendant près de deux heures l'attention des auditeurs.

Il est possible que ces journées d'études n'aient pas atteint le but proposé, malgré l'ampleur des débats et la densité de l'exposé final. On ne s'est guère attardé sur les doctrines sociales. Mercier jugeait insuffisant notre examen de la « coutume ouvrière ». Il aurait voulu dégager nettement ce qui demeure de ce qui évolue, s'atrophie ou disparaît. Il a montré les changements profonds subis dans certaines industries : le Bâtiment et le Livre par exemple, où disparaissent les traditions corporatives qui justifiaient l'action syndicale d'hier. Par là, sa pensée rejoignait celle de Collinet.

Si je ne suis pas personnellement déçu par ces débats, c'est que ma confiance dans le syndicalisme en sort renforcée et non amoindrie.

Il est vrai que l'évolution des techniques a détruit les privilèges des métiers. Mais les syndicalistes de 1906 n'avaient pas ignoré le phénomène. On peut se reporter aux prophétiques articles de Merrheim pour en juger. Et l'on aurait tort de se fixer dans la vision des réalités présentes.

Il est vrai que la classe ouvrière ne se reconnaît plus dans le syndicalisme révolutionnaire, qui d'ailleurs ne fut jamais que l'apanage d'une minorité utilisant au maximum la spontanéité du mouvement. Mais on oublie que le syndicalisme fut avant tout une réaction contre le fatalisme pseudo-marxiste. La réalité des facteurs économiques et sociaux précisés par Collinet et Mercier n'explique qu'incomplètement les défaites ouvrières. L'expérience du C.I.O. aux U.S.A. prouve que la lutte peut changer d'aspect sans perdre son efficacité.

La revendication et la construction sont de la compétence de nos organisations syndicales libres. Que les Fédérations d'Industrie portent leur effort sur les entreprises placées à la pointe du progrès technique. Que les Unions de syndicats se consacrent aux multiples problèmes de la réadaptation humaine. Que la classe ouvrière puisse dans son ensemble acquérir la capacité de gestion !

Si l'on veut sauver la liberté, deux conditions nous semblent primordiales : l'existence d'une classe ouvrière consciente de son indépendance, même élargie à « tous les exécutants » des indus-

tries, des administrations et des services publics ; la mort par dissociation ou avortement d'une classe d'intellectuels et de techniciens, qui constituerait les cadres d'un régime bureaucratique et totalitaire. Faut-il répéter que l'originalité du vieux syndicalisme ne tient pas à des ambitions idéologiques, que son indépendance n'était pas fonction de sa doctrine révolutionnaire... que c'était au contraire par l'affirmation de son indépendance qu'il se hissait aux prévisions révolutionnaires.

Certes le devoir urgent, c'est la formation de militants, la constitution de noyaux dans toutes les entreprises, assurant la permanence du mouvement. J'ai retrouvé, en ces journées, quelques-uns de ceux qui personnifient nos espoirs, pour qui l'engagement implique d'abord l'action. Je n'espérais pas de découverte plus fructueuse.

Roger HAGNAUER.

---

---

## Paul FROLICH

Paul Frölich vient de mourir à Francfort-sur-le-Mein. Il avait 69 ans.

Né à Leipzig le 7 août 1883, il avait de nombreux frères et sœurs. Famille ouvrière et de tradition socialiste : son père appartenait au mouvement et avait lutté contre « la loi anti-socialiste de Bismarck ». Dès sa prime jeunesse Paul fut mêlé au mouvement. Pendant la première guerre mondiale il collabora au « Leipziger Volkszeitung », organe principal de la social-démocratie, au « Hamburger Echo » et au « Bremer Bürgerzeitung » ; il fut des socialistes qui luttèrent, avec ce que cela comportait de risques, contre l'impérialisme wilhelmien, dans les groupements de gauche rassemblés autour de l'« Arbeiterpolitik ».

Dans les luttes révolutionnaires de 18-19, Paul Frölich appartient à l'avant-garde qui se battit courageusement pour une Allemagne socialiste. Il fut un des fondateurs du mouvement communiste allemand : il était l'un de ses meilleurs orateurs, l'un de ses meilleurs écrivains.

Il connut aussi, à cette époque, les persécutions politiques, la vie dans l'illégalité, la prison.

De 1921 à 1924 il fut député au Reichstag.

Son esprit critique devait le faire entrer en conflit aigu avec le groupe dirigeant du parti communiste. Cela dura des années. Puis en 1928 il dut, avec un groupe de militants influents, se séparer définitivement du parti.

Il tenta à plusieurs reprises dans divers groupes oppositionnels d'agir sur le parti en décadence. Finalement, avec son groupe, il rejoignit le parti social-démocrate.

En mars 33, après la prise du pouvoir par les nazis il fut arrêté et connu, jusqu'à décembre, les prisons et les camps de concentration. Il émigra en France où il fut arrêté de nouveau en 1939 et interné au tristement célèbre camp du Vernet. A la défaite de la France, en 1940, il put gagner les U.S.A. avec un visa d'urgence. Il entra en Allemagne en 1950.

Vivant à Francfort depuis 1951, il y avait repris son activité de journaliste. Il s'intéressait particulièrement à la jeunesse, soit dans les écoles syndicales, soit au sein du S.P.D. Sa culture, son expérience et son dévouement trouvaient à s'employer au bénéfice de la classe ouvrière.

Par ses nombreuses brochures, par ses travaux historiques et théoriques, P. Frölich a contribué au monument de la littérature prolétarienne. Il est le véritable héritier de Franz Mehring.

Parmi ses œuvres, citons : « Dix ans de guerre et de guerre civile » (1918-1928), une « Histoire illustrée de la Révolution allemande de 1848 », ses « Portraits littéraires et politiques, de Danton à Eugen Levine », Paul Frölich était l'éditeur des œuvres de sa grande camarade de lutte Rosa Luxembourgs, dont il écrivit une biographie traduite dans plusieurs langues et réimprimée en Allemagne en 1945.

# Les enfants en proie aux hommes

Le drame des enfants Finaly pose à chacun de nous des questions de conscience. Il faut s'interroger. Il y a des faits à propos desquels il ne s'agit pas d'avoir une opinion ; il faut reconnaître la réalité des faits vérifiés. Il y a, d'autre part, des jugements à émettre ; là, c'est affaire de conscience individuelle.

### LES FAITS

Le docteur Finaly et sa femme réfugiés en France depuis l'occupation de l'Autriche par Hitler y ont deux enfants : Robert en 1941, Gérard en 1942. Conformément aux prescriptions de la religion israélite, les garçons sont circoncis.

Les parents, déportés le 14 février 1944, ne reviendront pas. Ils avaient confié leurs enfants à une pouponnière catholique. Après l'arrestation des parents la pouponnière demande à Mlle Brun de se charger des deux garçons, ce que celle-ci accepte bénévolement.

Dès 1945, une sœur du docteur Finaly, Mme Fischel, qui habite la Nouvelle-Zélande, demande à reprendre les orphelins. Mlle Brun, qui écrit alors « vos neveux sont juifs, c'est dire qu'ils sont restés dans votre religion », gagne du temps en souhaitant encore voir revenir les parents. Mais ceux-ci sont morts. Et quand, en octobre 1946, la belle-sœur du docteur Finaly, retournant d'Angleterre en Autriche, demande les enfants, Mlle Brun répond par un « non » impitoyable.

En 1948, l'évêque de Grenoble transmet à la tante de Nouvelle-Zélande une note de Mlle Brun confirmant son refus mais précisant : « la religion est librement consentie et quand les enfants seront en âge de raisonner, c'est eux-mêmes qui choisiront ». Or c'est à cette époque que Mlle Brun les fait baptiser. Comme le remarque pertinemment Marrou (« Esprit », avril 1953), il a bien fallu qu'un prêtre administre ce baptême, et « nous ne considérons pas nos prêtres comme des distributeurs automatiques de sacrements ». Aussi « c'est lui qui porte une lourde part de responsabilité ».

Par accord entre les membres de la famille Finaly, la tante de Palestine, Mme Rosner demande alors la garde des enfants. Son ami de Grenoble, M. Keller, doit alors, faute d'agrément amiable possible, entamer une action judiciaire. Plusieurs conseils de famille sont réunis, les uns par M. Keller, les autres par Mlle Brun. Sur action judiciaire de celle-ci, les conseils réunis par M. Keller sont déclarés nuls pour des motifs d'ordre purement juridique qui auraient pu tout aussi bien jouer contre les conseils réunis par Mlle Brun.

La cour d'appel de Grenoble reconnaît le bien-fondé des arguments de M. Keller, mais tente encore la conciliation par un jugement modéré contre Mlle Brun (arrêt du 11-6-52, lui ordonnant de rendre les enfants).

Poursuivie en correctionnelle pour non-application de ce jugement, Mlle Brun se voit acquitter par un tribunal prompt à servir sa cause et peu soucieux de respecter la légalité.

Appel de ce jugement. On acquitte Mlle Brun du délit de non-présentation d'enfants, on l'accuse du crime d'enlèvement, on l'arrête (29-1-53).

Pendant ce temps, Robert et Gérard ont été transférés, de couvent en pensionnat puis de nouveau en couvent, munis de faux papiers d'identité et enlevés, grâce à une chaîne d'évasion soigneusement mise au point par les prêtres du pays basque, pour se voir confier au clergé espagnol.

Mlle Brun obtient sa mise en liberté provisoire, ainsi que les prêtres inculpés pour complicité d'enlèvement. Par la presse, Mlle Brun fait savoir qu'elle souhaite qu'aucune décision ne soit prise avant le jugement de la Cour de cassation qui doit être prononcé pendant que je rédige ce résumé.

Résumé, car de nombreux faits secondaires « enrichissent » ce drame pour en faire un cas limite, une illustration tragique de la misère des enfants en proie au fanatisme des hérauts des « familles spirituelles ». Mais résumé seulement, faute de place, renvoyant le lecteur avide de précisions et de preuves à « l'histoire de l'affaire Finaly » par M. David Lambert publié dans l'« Ecole Libératrice » du 17-4-53.

### L'AFFAIRE ET LA PRESSE

La presse parisienne, qui jette chaque matin son défi à la vérité et à la morale, a trouvé dans l'affaire Finaly une occasion en or. « Le Figaro » s'est surpassé.

François Mauriac qui approuve, bien entendu, les lois Marie-Barangé, qui admet très bien que les parents catholiques imposent leur religion à leurs enfants sans leur demander leur avis, a suggéré que les enfants Finaly soient **actuellement** laissés libres du choix de leur religion. On ne peut être plus hypocrite : depuis 9 ans ces enfants subissent l'emprise de l'Eglise.

Dans le même « Figaro » Pierre Scize a écrit (20 avril 1953) : « Mlle Brun ne s'engagea dans la voie délictueuse et condamnable qu'après avoir pris l'avis de Robert et de Gérard ». C'est-à-dire en 1948, alors que ces garçons avaient 7 et 6 ans ! Quel était alors leur avis sur la révélation divine ? Sur l'Etat d'Israël ? Enfants précoces, en vérité, à qui Mauriac et Pierre Scize font plus confiance sans doute qu'ils ne l'ont jamais fait à leurs propres enfants.

Mais on pourrait presque indéfiniment s'étendre sur les palinodies figaresques. Ce qui est monstrueux c'est la facilité avec laquelle ces farouches défenseurs des droits de la famille retournent leur veste quand il s'agit de familles juives. Quelle joie secrète ont éprouvée ces bons bourgeois quand ils ont trouvé une occasion de faire de l'antisémitisme en famille ! Qu'on lise les propos de Mlle Brun à l'oncle Schwarz à Strasbourg : tout le monde sait que les juifs aiment l'argent. Ce n'est pas comme M. Mauriac qui, à son âge, s'astreint à un article hebdomadaire où il ne trouve parfois rien de mieux que d'inclure une publicité indiscrette pour le dernier livre de son fils Claude.

Autre hypocrisie monstrueuse : ce journal qui fait de l'anticommunisme à la façon dont certains de ses propriétaires vendent du sucre, qui dénonce l'organisation du Parti comme un corps



étranger dans l'Etat, absout l'Eglise et ses prêtres quand ils se placent hors de la légalité.

On sait bien que, à propos des objecteurs de conscience ou même à propos des naifs qui voudraient simplement une réforme fiscale, le « Figaro » se retrouvera du côté de la « loi ».

Mais laissons le « Figaro » et les preuves superflues qu'il apporte de la dégénérescence morale de la bourgeoisie de ce pays.

### MEDITATION D'UN CATHOLIQUE

Au contraire, l'article de Marrou, déjà cité, force l'estime et l'attention.

Ce qu'il retient comme faute, comme crime c'est d'avoir refusé de présenter les enfants puis de les avoir enlevés. Ce qu'il retient, ce n'est pas le baptême imposé, mais la duplicité et le mensonge employés par Mlle Brun pour se faire attribuer la tutelle. Il écrit très bien : « Mais, nous, catholiques, nous professons précisément que la fin ne justifie pas tous les moyens. » C'est lui qui souligne tous.

Aussi bien Marrou reconnaît-il qu'il ne peut condamner ce baptême. Je conçois que pour un catholique ça n'est pas facile. « Que serait la foi chrétienne si, en toute circonstance, le comportement du chrétien devait ne pas différer de celui du non-chrétien ? » Voilà qui est très bien dit ; c'est la pure évidence. Pour le chrétien, certains moyens inspirés peuvent justifier les fins ; pour le rationaliste, rien de tel.

Autant la méditation de Marrou risque donc de toucher, d'inquiéter la conscience d'un chrétien, autant elle marque, pour le non-chrétien, l'importance, le caractère irréductible de ce qui oppose les uns aux autres. Plutôt que d'endormir tout le monde avec des belles phrases, il vaut mieux ainsi parler net.

Dans la même revue, son directeur, Albert Béguin écrit que les enfants Finaly peuvent concilier dans leur personne « le meilleur des deux familles spirituelles auxquelles désormais ils appartiennent ». Familles spirituelles : Qu'est-ce que c'est que ça ? On craint de trop bien comprendre : l'enfant n'a pas encore pu mener une réflexion personnelle qu'il est « embarqué ». Foyers clos, possessions jalouses de « vérités », familles spirituelles, je vous hais.

### ESSAI DE JUGEMENT

On pourrait juger l'affaire du point de vue juridique. On ne comprend même pas comment cela n'est pas venu à l'idée du gouvernement et de la justice officielle. Il y a eu rapt d'enfant et la loi dit que c'est un crime. Mais nos gouvernements et notre justice peuvent-ils réellement être « incompris » dans un cas semblable ? Est-ce que vraiment cela vous étonne qu'ils soient les uns et les autres du côté des bien-pensants ? La Famille avec un grand F, oui. La famille d'enfants juifs, et par-dessus le marché d'origine autrichienne, elle n'a, à leurs yeux, pas plus de valeur que la famille de Farhat Hached.

Les bien-pensants et leur gouvernement n'ont jamais considéré la « légalité républicaine » que comme un paravent derrière lequel ils veulent être libres de travailler à leurs seuls intérêts.

De là ce fétide relent de nationalisme qui traîne dans toute l'affaire dès qu'il est question de l'éducation des enfants. Tout le monde sait que la culture française est la première du monde ! J'ai entendu récemment un socialiste-sic qui le disait. Tant pis si tout, production littéraire, scientifique ou artistique, prouve le contraire, dans la bien faible mesure où la primauté d'une culture a un sens.

De son côté, Marrou a eu le grand mérite de préciser que les non-chrétiens auraient nécessairement des positions différentes de celles des chrétiens sur les grands problèmes de conscience ainsi soulevés. Pour un chrétien, il ne paraît pas faire de doute que ses enfants « appartiennent » naturellement à sa « famille spirituelle ». Autant qu'il le pourra, le rationaliste attaché à l'idée de tolérance, laissera ses enfants libres de choisir leur conception du monde et leur mode de vie.

On reconnaît que la position du chrétien, aussi bien que celle de tout membre d'une Eglise, est plus facile que l'autre. On a noté depuis longtemps que la tolérance était toujours relative. C'est vrai. C'est-à-dire que le rationaliste tolérant se débattait dans d'inextricables contradictions.

N'est-ce donc pas la preuve qu'il est dans la meilleure voie à suivre ? Une voie où chacun devra lutter de ses propres forces et affronter tous les problèmes sans jamais être sûr de pouvoir « en sortir ».

Tel est bien le problème de l'éducation des enfants. En quoi le hasard de l'association de chromosomes, sur la nature et les qualités desquels je suis complètement ignorant, me conférerait-il le droit d'imposer des idées, des principes à l'enfant issu de ces chromosomes ? On ne peut nier la nécessité pratique d'une éducation. Mais que ceux qui l'exercent sachent toujours que c'est la nécessité pratique seule qui les met dans cette situation odieuse de devoir contraindre ; qu'ils n'agissent pas au nom d'un droit dont ils ne pourraient d'ailleurs établir l'origine.

Si cette contrainte qu'est l'éducation, qu'est toute éducation, même la plus libérale, s'exerce sans limitation, elle ne peut former qu'une société d'esclaves. Esclaves du père si c'est de lui que provient toute autorité ; esclaves du parti, de l'Eglise ou de l'Etat, si c'est la loi du parti, de l'Eglise ou de l'Etat qui est imposée. Mais la contrainte doit trouver sa limitation dans la force de révolte développée chez l'enfant. Et d'abord, cette révolte élémentaire : le doute. On a tellement rabâché qu'il fallait que la critique soit constructive qu'on ne veut plus entendre parler de ceux qui doutent et détruisent les Eglises, les fois qui sont des illusions, les thèses qui sont des mensonges d'intellectuels à systèmes. Eux seuls pourtant construisent en défendant l'homme, en fondant la société libre (celle qui est toujours, et aussitôt, détruite).

Robert et Gérard Finaly ne sont que les témoins d'une dure époque où le plus horrible n'est même pas la souffrance et la mort des hommes libres, mais l'asservissement et l'avilissement de l'enfant considéré comme une matière première pour société préfabriquée. A chacun de résister. « Instruire pour révolter ».

G. WALUSINSKI.

P.-S. — On objectera sans doute à ces réflexions qu'elles ne préconisent rien de pratique pour lutter contre les audaces et les violences de l'Eglise qui sent sa force croître et en profite. Que certaines autorités ecclésiastiques aient cherché, par des mesures d'apaisement, à compenser le discrédit que l'Eglise a mérité auprès des laïcs, ne change rien au problème ; l'Eglise a toujours eu des hommes dans tous les camps. L'affaire elle-même est aussi un signe des progrès de l'Eglise et il est juste que les partisans de la tolérance s'avisent des conséquences pratiques.

Un « Comité Finaly », fondé sous les auspices de la Ligue de l'Enseignement, du Syndicat des Instituteurs et de la Fédération de l'enseignement, est un contrepois indispensable aux entreprises officielles et secrètes du clergé. Reste la tâche immense de défendre la liberté de l'enfant.

# Notes d'Economie et de Politique

## LA VICTOIRE DES PRETORIENS

L'hypothèse que nous avons formulée en novembre et février derniers (1), selon laquelle les « purges » des partis czaristes étrangers (celles d'Anna Pauker en Roumanie, de Slansky en Tchécoslovaquie, de Marty en France) ainsi que le procès des médecins du Kremlin faisaient partie d'une même opération, et que celle-ci était dirigée contre le M.V.D., se trouve aujourd'hui pleinement confirmée par les récentes décisions du nouveau gouvernement russe.

La libération des médecins arrêtés sous Staline et la mise en accusation de leurs accusateurs, la liquidation du ministre de la Sécurité de Géorgie, nommé à ce poste à la fin de l'année dernière, c'est-à-dire au même moment que celui où se poursuivaient les autres opérations, l'annonce de la libération d'Anna Pauker montrent à l'évidence que toutes les mesures qu'on annule aujourd'hui avaient été dirigées contre Béria, grand-maître depuis une dizaine d'années de la M.V.D., puisque celui-ci n'a rien de plus pressé, maintenant qu'il est au pouvoir, que de les rapporter à grand fracas !

Sur certaines d'entre elles, cependant, on ne peut plus revenir : il n'est pas possible de ressusciter Slansky. Mais... par une coïncidence au moins curieuse, Gottwald, le vieil ennemi de Slansky, qui fut sans doute le plus empressé à obéir à l'ordre d'exécution du Kremlin, revenait malade de l'enterrement de Staline et était immédiatement pris en charge, non par ses médecins tchèques, mais par des médecins russes qui ne devaient point le quitter jusqu'au jour proche où il devait mourir de leurs bons soins, et même après, puisque ce furent eux, encore, qui procédèrent à l'autopsie. Quand on ne peut ressusciter les perdus, quoi de plus tentant que d'envoyer les rejoindre ceux qui les ont fait pendre !

En France, la réhabilitation de Marty demandera sans doute du temps. Toute la direction du parti français ayant donné à fond contre l'homme des brigades internationales, et les volte-face instantanées n'étant pas aussi commodes en nos pays que dans ceux d'au delà du rideau de fer, il faudra user de beaucoup de ménagements pour revenir en arrière, mais malgré toutes les difficultés, il serait bien étonnant que Béria n'exige point le retour de son homme. Quant à Tillon, contre lequel aucune mesure définitive n'avait encore été prise à la mort de Staline, il peut dormir maintenant sur ses deux oreilles.

Ainsi donc, l'action engagée par Staline, l'an dernier, contre le représentant du M.V.D., qui fut commencée, selon la méthode invariable de Staline, par l'isolement de sa victime au moyen de la révocation, de l'arrestation et de l'exécution de tous ceux qui avaient été placés par elle en des postes d'importance, n'a pu être poursuivie jusqu'à son aboutissement, et, de ce fait, elle a complètement échoué. Ce fut le premier échec du genre rencontré par Staline, mais pour que cette fois Staline n'ait point réussi, il n'a fallu rien de moins que sa mort. Mort naturelle, ou mort provoquée, mais qui, en tout cas, survint de la manière la plus opportune ! C'est au moment même où Béria, désormais privé de tous ses appuis, est sur le point de succomber, que Staline meurt, et qu'alors Béria, encore personnellement

intouché, émerge comme l'un et peut-être le principal de ses successeurs.

Grande victoire donc pour ce que représente Béria ! C'est-à-dire grande victoire pour le M.V.D. ! Grande victoire pour la garde prétorienne du régime !

Car, qu'on ne s'y trompe point ! Survenant après l'exécution successive des deux prédécesseurs de Béria, Jagoda et Iéjov, l'opération de Staline n'était pas tellement dirigée contre l'homme personnellement que contre l'institution ; elle faisait certainement partie d'un plan systématique de Staline visant à empêcher que le M.V.D., cet instrument essentiel du despotisme néo-czariste, ne devienne un Etat dans l'Etat, ou ne cesse, chose encore pire, d'être un instrument de l'Etat pour devenir lui-même le dirigeant de l'Etat.

Afin de préserver le Parti d'une telle catastrophe, il fallait, en en brisant périodiquement le chef, maintenir le M.V.D. dans une position subordonnée, lui faire sentir par des actes que le fait d'être l'exécuteur des Hautes Œuvres du Parti ne l'empêchait point de n'être que le serviteur du Parti.

C'est cette opération-là, déjà réussie deux fois, que la mort a empêché Staline de réussir une troisième fois. Par là, ce que Staline voulait empêcher est maintenant arrivé : la garde prétorienne du régime est au pouvoir ; elle ne possède point encore pour l'instant, semble-t-il, le pouvoir exclusif, mais elle est participante directe au pouvoir.

La mort du despote, que celui-ci soit l'empereur romain, le Grand Turc ou le czar moscovite, qu'il ait pour nom Néron, Sélim ou Feodor, fournit toujours aux prétoriens, par l'interrègne qu'elle produit, l'occasion la plus favorable — qu'ils provoquent d'ailleurs souvent eux-mêmes — pour jouer leur carte. La mort de Staline n'a point fait exception.

## UN DEFI A LA REPUBLIQUE : DES ELECTIONS SOUS UN ETAT DE SIEGE !

Après la comédie tragique des « élections » algériennes d'il y a cinq ans, dont le « socialiste » Naegelen, alors gouverneur général de l'Algérie, fit des élections « préfabriquées » avec un cynisme qui ne fut même jamais atteint par Hitler ou Staline, on pouvait croire qu'on avait tout vu. Erreur ! Il revenait au maître-chanteur Hautecloque de déshonorer plus encore, si possible, ce qui ose s'appeler la IV<sup>e</sup> République française.

Avec la bénédiction de son ministre, le très chrétien et très « républicain » Bidault, Hautecloque a l'audace de faire procéder actuellement en Tunisie à des élections qui ont lieu sous le régime de l'état de siège, c'est-à-dire sous un régime où l'on peut envoyer n'importe qui, pour n'importe quoi, sans inculpation ni jugement, dans un camp de concentration. Pour n'importe quoi, c'est-à-dire, par exemple pour s'être abstenu de voter afin de ne point voter pour les hommes à tout faire de l'Administration, seuls candidats.

Pour bien montrer d'ailleurs aux Tunisiens qu'il n'entendait nullement leur laisser la liberté de ne point voter pour ses candidats, et que le camp de concentration pour les non-votants n'était pas une vaine menace, l'embastilleur Hautecloque prit le soin

(1) Voir « R.P. » de nov. 52 : Hypothèse, et « R.P. » de fév. 53 : La bataille contre les prétoriens.

de faire arrêter, la veille ou le jour même du scrutin, un certain nombre de ceux dont on savait qu'ils s'abstiendraient.

Votez, ou ce sera le camp de concentration ! C'est exactement de la même manière que procédaient les deux autres grands concentrationnaires : Hitler et Staline.

Mais, tandis qu'Hitler et Staline obtenaient par cette terreur 90 à 95 % de votants, le Hautecloque ne pourra en annoncer qu'un nombre bien moindre,

malgré même les truquages de chiffres auxquels il pourra se livrer, car, n'en déplaise à ceux qui croient à la supériorité morale des Européens, la conscience et le courage civique des Tunisiens d'aujourd'hui sont autrement développés que ceux des Allemands et des Russes. L'ordure de Hautecloque a essayé d'avoir un ministre tunisien par le chantage, il n'a pas réussi ; il tente maintenant d'avoir le peuple tunisien par la peur, il échouera pareillement.

R. L.

## RETOUR DE TUNISIE\*

Un séjour d'une semaine en Tunisie n'est pas suffisant pour se faire une opinion définitive sur l'ensemble des problèmes particulièrement complexes qui se posent aux organisations syndicales de ce pays.

Tout au plus, avons-nous pu faire quelques constatations d'une exceptionnelle gravité qui sont de nature beaucoup plus à indiquer une ligne de conduite qu'à définir une orientation définitive.

La classe ouvrière tunisienne est, dans son immense majorité, groupée dans l'Union générale des Travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) qui place la lutte pour la « libération nationale » au premier rang de ses préoccupations.

Le nationalisme de nos camarades de l'U.G.T.T. ne doit pas surprendre si on veut bien tenir compte que la Tunisie se trouve dans la situation d'un pays occupé avec tout ce que cela comporte de sujétions de toutes sortes et en particulier d'entraves pour le développement du syndicalisme.

Le résident général, M. de Hautecloque, a, en Tunisie, exactement les mêmes prérogatives que celles que possédait un gauleiter dans les pays européens occupés par les armées hitlériennes pendant la dernière guerre.

Pratiquement il n'existe en Tunisie aucune des libertés pour lesquelles, pourtant, les Tunisiens ont été invités à verser leur sang.

Les policiers français dont les procédés rappellent singulièrement ceux dont usaient la Gestapo et les SS (tortures, rafles dans les rues, etc.) ; on chuchote même que des policiers haut placés seraient compromis dans l'assassinat de Farhat Hached) sont pratiquement les maîtres tout puissants de la Tunisie.

M. de Hautecloque a d'ailleurs reconnu, au cours de l'entretien que nous avons eu avec lui, « le caractère arbitraire » des mesures de répression prises à l'encontre des militants de l'U.G.T.T. et du néo-destour.

La seule excuse !... qu'il ait invoquée, est que « ça s'est toujours fait en Tunisie ».

La presse est soumise à une censure impitoyable. C'est ainsi que le communiqué que notre délégation a remis à la presse à l'issue de son voyage a été amputé d'une partie de son texte.

C'est dans ces conditions que nos camarades de l'U.G.T.T. mènent leur combat et ils sont victimes de la plus implacable des répressions.

C'est par centaines que leurs militants ont été arrêtés et emprisonnés.

Les travailleurs de Tunisie sont exploités d'autant plus féroce que les grosses sociétés capitalistes qui contrôlent la quasi-totalité de l'activité économique de ce pays

sont tout puissants et ont à leur disposition un appareil policier qui jouit pratiquement de tous les pouvoirs.

On comprendra que dans cette situation et quelles que soient les réserves qu'on puisse formuler sur le contenu du nationalisme tunisien, la solidarité avec nos camarades de l'U.G.T.T. contre la répression dont ils sont victimes nous apparaît comme le premier de nos devoirs.

Quand la répression aura cessé, et à la condition que nous n'obéissions pas nous-mêmes à des préoccupations nationalistes, alors, mais seulement alors, pourrions-nous exprimer à nos camarades de l'U.G.T.T. les dangers que nous croyons pouvoir déceler dans leurs positions trop étroitement nationalistes.

A l'étape actuelle il faut parer au plus pressé.

Il faut faire front contre les mœurs fascistes qui s'instaurent en Afrique du Nord.

Il nous appartient, à nous d'abord, de faire la preuve de notre internationalisme et... pas seulement en paroles.

A. HEBERT,

secrétaire de l'U.D.-F.O.  
de la Loire-Inférieure.

### EST-IL VRAI ?

M. Brune, ministre de l'Intérieur, a ordonné personnellement une enquête sur l'assassinat de Farhat Hached.

Est-il vrai que les résultats de cette enquête, menée par des policiers métropolitains, sont tels que le gouvernement français n'ignore plus les noms des assassins ?

Est-il vrai que seule la raison d'Etat empêche nos gouvernants de châtier les criminels ?

Entend-on confirmer par là que l'assassinat de Farhat Hached est bien un crime d'Etat ?

(\*) L'Ouest syndical, n° 3, mars-avril 1953.

# La Renaissance du Syndicalisme

LE MOIS SOCIAL

## Réveil et confusion

Constatons-nous une reprise de l'activité sociale ? Hôtels et restaurants, transports urbains, métallurgie se sont signalés ces derniers temps par un renouveau revendicatif qui laisserait espérer une renaissance syndicale. Le Jésir ouvrier de revendiquer est évident et cependant il est difficile de n'être pas circonspect quand on regarde d'un peu près. Trop d'obscurités subsistent dans les intentions des diverses organisations syndicales.

D'abord, d'une façon générale, les divers syndicats placent maintenant au premier plan, en n'importe quel cas, la manœuvre particulière pour essayer de plumer le voisin ; c'est l'esprit fractionnel — le virus stalinien — qui s'est généralisé. Le but principal de l'action n'est plus l'aboutissement des revendications, mais quel bénéfice d'influence ou d'effectifs sa propre organisation en récoltera. De là l'utilisation même des mouvements pour des fins électorales — dans le meilleur cas pour le comité d'entreprise — comme ça paraît ou a paru être le cas à la Régie Renault et à la R.A.T.P.

Cela se double d'intentions infiniment plus obscures quand il s'agit des staliens. Qu'il s'agisse de l'ensemble ou plus précisément des trois secteurs de l'hôtellerie, des transports parisiens et de la métallurgie, on a constaté que la C.G.T. faisait office de frein. Partout les cégétistes se sont opposés à un mouvement d'envergure. Dans l'hôtellerie, ils viennent de renouveler aux chrétiens leur refus de participer à une véritable action d'ensemble ; à la Régie Renault, ils se sont très nettement opposés à une généralisation du conflit. Pourquoi ? Dans le premier cas, en face d'un patronat sordide, seul le désir de ne pas apparaître publiquement comme des perturbateurs — surtout à l'égard des touristes étrangers — au moment où de brusques tournants peuvent encore se produire, peut expliquer cela. Pour Renault, outre des risques évidents, les ouvriers n'étant pas unanimes, il y a justement le désir de ne pas compromettre par un échec gréviste

une position toujours prépondérante, lors des prochaines élections au comité d'entreprise, alors qu'on a précisément l'intention de créer tout doucement l'atmosphère propice par la préparation du 1<sup>er</sup> mai. Mais là aussi, il y a également, sinon plus encore, le désir de ne pas se trouver dans une position trop difficile lors du prochain retour à la main tendue à la bourgeoisie que Maurice Thorez doit, enfin, annoncer après les élections municipales.

Dire que les intentions du Syndicat indépendant de la Régie Renault (S.I.R.), qui propose avec obstination la grève générale des usines, sont pures, serait faire preuve de beaucoup d'ingénuité. Cette surenchère — il ne peut s'agir que de cela — à les mêmes buts électoraux. Ses dirigeants entendent bien profiter des contradictions avec lesquelles les staliens doivent se débattre. Toutefois cela ne suffirait pas à expliquer l'attitude détachée qui est celle du patronat. Etant donné l'incertitude manifestée à la base — ainsi que nous le mentionnons plus haut — le patronat n'aurait-il pas l'espoir qu'une grève générale se traduirait par un échec syndical très net ? A ses yeux, cela arrangerait beaucoup de choses !

Mais que devient dans tout cela l'intérêt ouvrier ? Seule une action d'ensemble dans la métallurgie parisienne serait efficace. Mais nous avons maintenant trois tronçons. Les syndicats autonomes, la C.G.C. F.O., essaient de traiter séparément ; la C.F.T.C. reste sur « l'Aventin » — tout en rendant le plus possible service aux staliens — ; quant à l'Union des métallurgistes C.G.T., elle paraît préférer l'action entreprise par entreprise, tout en tirant assez souvent le cordon de sonnette du groupe patronal de la rue Boissière : on n'y a pas oublié le temps pas très lointain où Thorez organisait des réceptions de gros industriels.

La confusion est donc totale pour l'instant. Quand en sortirons-nous ?

Lucien MARTIN.

## LE SCANDALE VILLIERS-BEDES

### Crime de lèse-éminences

(Puisqu'il le faut, continuons)

Dans le Bulletin de l'U.C.E.S. du 25 mars, Le Bourre et Duthion poursuivent leurs explications de plus en plus entortillées.

S'ils se figurent que leurs galons, à l'un de secrétaire confédéral F.O., à l'autre de président actuel de l'U.C.E.S. et d'ex-secrétaire de la Fédération des Techniciens, peuvent en imposer, ils se trompent. Le 2<sup>e</sup> classe mal élevé que je suis est habitué à regarder des personnages de ce genre, même un peu plus galonnés souvent, sans se laisser impressionner.

Le Bourre n'a pas digéré ce que j'ai écrit sur son accession au secrétariat confédéral F.O. Ses supporters ou son aide de camp non plus. Qu'est-ce que j'ai donc dit ? Qu'il y avait trois manières d'arriver à ce secrétariat, mais qu'il n'avait pas utilisé la seule bonne, celle qui l'y aurait porté

avec ses idées, à condition naturellement qu'il en ait, je veux parler d'idées révolutionnaires : un mouvement de minorité enfonçant les portes du secrétariat confédéral F.O. Plus Le Bourre s'explique ou se fait expliquer, plus il me convainc que j'avais encore plus raison que je ne croyais.

Il ne s'agit pas d'histoires personnelles et de querelles subalternes. Il s'agit d'une situation grave dans le mouvement syndical, dans la C.G.T.-F.O. Il s'agit de l'attitude en face du scandale Villiers-Bedes. Il s'agit de la presse syndicale propre et sérieusement faite. Il s'agit du rassemblement des militants de bonne volonté et de ce qui l'empêche.

C'est parfaitement le droit de Le Bourre et de Duthion de ne pas vouloir prendre parti dans une affaire claire comme le jour et de toute

gravité. Mais c'est notre droit aussi de le constater.

C'est notre droit, et même notre devoir de remarquer qu'ils font plus que ne pas prendre position ; ils prétendent qu'il n'y a pas eu, qu'il n'y a pas d'affaire Villiers-Mathot ; à les entendre, il n'y aurait là qu'une querelle entre agents de publicité ; que les efforts de Gisselaire, de Lapeyre, de Sidro n'ont rimé à rien ; que la fameuse commission de presse Thorel-Bergeron-Beyaert aurait été sans utilité ; que tout se ramène à une sombre rupture entre Mathot et Jouhaux-Bothereau.

Mathot n'a pas trouvé beaucoup de défenseurs publics. Il en aura trouvé au moins deux qui l'auront défendu sans avoir l'air de le faire, mais l'auront défendu vraiment, Le Bourre et Duthion. C'est ce que je tiens à enregistrer. C'est là le débat fondamental.

Notre façon de concevoir l'organisation syndicale et son action est radicalement différente de celle des gens qui acceptent que la presse corporative vive aux crochets du Conseil national du patronat français, par le canal de Bedes, de Fédération ou de tout autre intermédiaire.

La déclaration du Cercle Pelloutier a dit que c'était là une question de propriété et une question de principe. Nous le répétons. Nous avons dit que cette épreuve permettait de peser et de juger les militants. Nous le répétons. Nous pesons et jugeons les gens suivant leur position devant le scandale Villiers-Bedes. Tant pis pour ceux qui défendent le Bedes et Mathot directement ou indirectement, franchement ou hypocritement. Nous mettons tous les défenseurs de Mathot dans le même sac. Ils n'ont rien à faire, les uns et les autres, avec le syndicalisme, avec la conception que nous en avons.

Au début de la campagne, des camarades nous ont dit que nous nous y prenions mal, que dans les syndicats d'aujourd'hui le sentiment de classe est faible, que pour un fonctionnaire, un ouvrier des services publics, un technicien, la notion d'exploitation patronale était vague. En face d'eux, à chaque revendication, les chefs de service qui reçoivent leurs doléances n'ont pas la réaction brutale du patronat, mais la réaction d'hommes qui bénéficieront en définitive — et hiérarchiquement ! — de toute amélioration obtenue. Suivant ces camarades, il fallait lentement, patiemment montrer et faire comprendre que le syndicalisme ne pouvait accepter de subventions du patronat.

Nous leur avons répondu que moins l'on comprenait plus il fallait frapper fort. Seul moyen pour qu'entendent les sourds.

On nous a dit aussi que les gens d'aujourd'hui ne voulaient pas passer pour des poires et qu'il était de bon ton de se camper en réalistes. Ma foi, se faire jouer n'est plaisant pour personne, même pour des militants vieille manière comme nous. A notre façon, nous avons toujours été réalistes. Nous ne nous sommes jamais contentés de belles paroles ou d'habiles comédies.

Mais c'est pour cela, peut-être, que nous sommes intraitables dans les grandes questions. Là, pas d'hésitation, pas de doute, pas de balancement. C'est non et c'est non. Nous n'en démordons pas.

La publicité commerciale, pour nous, est une chose acceptable par la presse corporative, comme par toute autre presse. Nous ne la confondons pas avec une subvention patronale. On ne manquera pas de nous dire qu'en définitive l'argent recueilli vient de toutes façons du patronat. Nous répondrons qu'il y a la même distinction à faire dans ce domaine qu'entre un salaire d'ouvrier, entre notre salaire aux uns et aux autres contre un travail défini, et une allocation à un mouchard ou à un homme de main du patronat. La publicité commerciale est tout autre chose qu'une subvention patronale. De là notre hostilité au Bedes et notre lutte contre la mainmise du patronat sur la presse corporative ouvrière. C'est tout bonnement la mise en application de l'indépendance du syndicalisme, à l'égard du patronat en premier lieu.

Nous ne regardons pas comme des types supérieurs et méritant toutes les considérations les

pauvres types qui ont pris dans la Résistance l'habitude de jouer avec l'argent tombé du ciel ou ramassé n'importe où et qui croient pouvoir transporter ces habitudes dans le mouvement syndical. Pour eux, nous ne pouvons employer que le mot appliqué par Sidro sur la face de l'un d'eux, au cours d'une commission de presse du dernier congrès F.O., le mot largement mérité de salaud.

A ce congrès, j'ai grand-peur que les militants de toute opinion qui croyaient pouvoir en finir avec la pourriture du Bedes sans discussion publique, pour ne pas étaler de linge sale au grand jour, n'aient été joués. Ils ont cru que cette affaire était un débat technique obscur, difficile à comprendre par des délégués mal informés. C'était au contraire un débat moral, c'était un débat de principe. Les arguments astucieux de Mathot et de ses complices n'auraient pas pesé lourd, du moment que le problème aurait été posé, non de biais, mais carrément, franchement.

Ces militants ont fait confiance à Bothereau, à ses promesses et à ses engagements. Lundi prochain, tout sera fini. Combien de lundis ont passé depuis ! Déjà Mathot avait dit, dans son fameux Bedes spécial que j'ai connu avec tant de retard, que l'hebdomadaire de F.O. avait bénéficié de sa publicité. Pourvu que depuis il ne l'ait pas utilisée sur une plus grande échelle !

D'après Mathot et son Bedes, nous serions des critiques et des destructeurs, tout le contraire de constructeurs. De bons types avalent ça et le répètent complaisamment. Ainsi les constructeurs, ce seraient les gens qui feraient ou qui font une presse ouvrière avec l'argent du patronat, avec les subventions de M. Villiers, le président du Conseil national du patronat français. Et quelle presse, grands dieux ! Une presse ni lue ni lisible. Comment cette presse pourrait-elle être lisible, faite par des gens sans idées et sans scrupules ?

Le plus triste en la circonstance, c'est qu'on ne se demande pas ce que devrait être la presse syndicale pour être lue, lisible, utile.

Je suis bien tranquille, ce que nous faisons à la R.P. depuis trente ans, sans permanent, ni à la rédaction ni à l'administration, vivant par nos propres moyens, une Confédération, des Fédérations, des U.D. pourraient le faire plus aisément que nous. Il leur suffirait d'avoir un quart de notre esprit constructif et de notre dévouement au syndicalisme.

Pour certains, nous sommes des syndicalistes vivant dans la stratosphère et des syndicalistes de salon. Rien que ça. Ils m'ont l'air, eux, de préférer vivre dans la merde et de coucher sur les paillasons.

Si je dis ces choses, c'est dans l'espoir que quelques jeunes militants qui m'ont l'air de couper dans des bobards et de prendre des fantoches pour des hommes d'action réfléchiront. Ce qu'ils ne comprennent pas aujourd'hui, ils le comprendront demain. Notre force vient de ce que nous n'avons qu'un souci, l'intérêt du mouvement.

Surtout que les jeunes militants ne se figurent pas que ce sont des querelles parisiennes ou des querelles de clans. La province, hélas ! n'est pas mieux lotie que Paris. Et Paris est peuplé de provinciaux.

Je suis obligé de dire que je n'ai pas plus de chance avec Adrien Duthion qu'avec l'U.C.E.S. Un jour, Duthion me raconte que tel ancien militant syndical est passé au R.P.F. Je suis amené quelque temps après à l'écrire. Démenti de l'ancien militant, qui me demande à être confronté avec celui qui l'avait accusé. Duthion s'y refuse. Il est trop grand seigneur pour s'expliquer. Je n'aime guère ça. Une autre fois, il m'avait mis en garde soigneusement contre Le Bourre. Il prétend aujourd'hui différentes choses, qu'il n'aurait tenu qu'à moi seul ces propos, puis qu'il m'aurait averti de son changement de jugement. Seul ? A la même époque, je demande à Guilloré ce qu'il pense de Le Bourre : « Je vois ça, le C.E.T.E.S. t'a mis en garde aussi contre Le Bourre », me répond Guilloré. Quant au secrétaire du C.E.T.E.S. parisien, dont j'ai rappelé les propos savoureux, je n'ai pas eu la peine de l'interroger. C'est de lui-même qu'il m'a dit ne pas comprendre qu'on ait fait de Le Bourre le président de l'U.C.E.S.

Décidément, je n'ai pas de chance avec Duthion. J'ai une autre conception des rapports entre militants.

Je n'ai pas davantage de chance avec le C.E.T.E.S. ou avec l'U.C.E.S. et la petite franc-maçonnerie qu'elle représente. Duthion a une façon à lui de parler du comité de coordination, de la minorité syndicaliste de 1946. Ce qu'il ne dit pas, c'est que le premier coup grave, pour ne pas dire mortel, porté contre ce Comité le fut par lui au nom du C.E.T.E.S. Ce Comité échoua pour diverses raisons, dont la première c'est que les techniciens du C.E.T.E.S. déclarèrent au bout d'un certain temps ne pouvoir se placer sur un terrain de classe. De même, c'est au C.E.T.E.S. ou à l'U.C.E.S., je le crois fort, qu'il faut attribuer l'avortement du mouvement qui devait suivre la déclaration d'Angers. Jamais deux sans trois. Aujourd'hui, l'U.C.E.S. engage des militants de bonne volonté de province et de Paris derrière Le Bourre dans le même temps où elle et lui s'instituent les défenseurs de Mathot dans le scandale Villiers-Bedes.

Je suis bien obligé de le constater et de le faire constater, au risque de commettre quelque nouveau crime de lèse-éminences. Car ce n'est pas dans cette voie, j'en suis sûr, que se préparera l'assainissement du mouvement et la renaissance du syndicalisme.

Pierre MONATTE.

## LIVRES REVUES

**GLUCKSTEIN : Les satellites européens de Staline.**  
(Allen and Unwin).

Le procès de Prague s'est déroulé au milieu des « aveux » et a fini par le gibet, selon un scénario désormais connu et si bien réglé qu'il n'y a nulle place pour la surprise. En le montant à Prague, Staline avait voulu signifier qu'aucune des « démocraties populaires » ne peut prétendre se soustraire à la stalinisation intégrale. Mais la mise au pas à laquelle elles sont soumises est plus impitoyable que celle imaginée par Hitler pour cette raison essentielle que la métropole est, cette fois, plus arriérée que certaines de ses nouvelles colonies, qu'elle doit les exploiter selon ses propres besoins et ne peut admettre un régime d'exception.

Sur toutes ces questions, un livre récemment publié à Londres apporte une information importante ; son auteur est Ysaïe Gluckstein, le titre de l'ouvrage, « Stalin's Satellites in Europe » ; l'éditeur, Allen and Unwin, le présente comme une étude critique des changements économiques et politiques qui ont eu lieu dans l'Europe orientale depuis la deuxième guerre mondiale, la description et l'analyse des divers aspects de l'exploitation capitaliste, le capitalisme étant ici l'Etat omnipotent, la direction bureaucratique et dictatoriale des entreprises, la limitation croissante de la législation sociale qui jusqu'à la guerre protégeait les travailleurs, la subordination des besoins du consommateur à ceux d'une accumulation accélérée du capital, les collectivisations imposées, les différenciations entre les membres de la société stalinienne allant du parti aux nouveaux grands privilégiés du régime, enfin l'oppression sociale et nationale. La documentation sur laquelle l'auteur s'appuie pour ses exposés et commentaires est inattaquable étant extraite presque exclusivement de publications officielles russes et de celles des partis communistes des satellites.

L'étude des conditions existant dans les pays occupés par l'armée russe n'est pas seulement intéressante par elle-même pour chacun des pays considérés, elle l'est aussi, et peut-être plus encore, par la lumière qu'elle projette sur la réalité russe. L'auteur rapporte en effet fort à propos un aphorisme napoléonien : « Une armée dehors, c'est l'Etat qui voyage » — et, l'Etat russe a beaucoup voyagé depuis la guerre.

Plutôt que de procéder à un compte rendu forcément sommaire des divers chapitres du livre, prenons l'un d'eux que nous pourrions examiner plus à fond, et justement celui qui se trouve au cœur de l'ensemble et influence chacune des parties : le problème agraire. Il permet tout d'abord de classer les satellites d'après leur structure économique. Presque exclusivement agricoles sont la Bulgarie et la Roumanie avec 80 % et 78 % de leur population occupés aux travaux des champs, La Pologne et la Hongrie le sont sensiblement moins : 65 % et 53 %, et la situation particulière de la Tchécoslovaquie apparaît déjà puisque ici c'est la population industrielle qui l'emporte sur l'agricole réduite à 38 %.

Autre constatation intéressante sur laquelle l'auteur insiste avec raison : selon une croyance largement répandue, un régime féodal et de latifundia existait à l'Est de l'Elbe jusqu'à l'arrivée de l'armée russe ; elle était due partiellement à l'ignorance mais c'est surtout la propagande qui l'entretenait. En fait, d'importantes réformes agraires avaient été conçues et réalisées dans ces pays entre les deux guerres, parfois même avant 1914. La Bulgarie était devenue une nation de petits propriétaires ; en Roumanie, la loi limitait à cinquante hectares l'étendue des domaines ; en Tchécoslovaquie, la redistribution des terres telle qu'elle fut réalisée jusqu'en juillet 1947 montre qu'il s'agissait surtout d'achever une colonisation intérieure par l'expropriation des propriétaires « étrangers », landlords allemands et hongrois. Si l'on veut exprimer brièvement ce qu'ont donné ces différentes réformes, on peut dire que : en Bulgarie et en Yougoslavie, les changements ont été insignifiants ; que, par contre, il y eut en Hongrie une transformation réelle par la destruction des grands domaines ; en Roumanie, une réforme antérieure complétée et étendue ; en Pologne et en Tchécoslovaquie, une colonisation intérieure par l'éviction des propriétaires étrangers.

Si dans les récentes redistributions spectaculaires il y a une certaine part de trompe-l'œil, l'exploitation des ressources des satellites par la métropole, elle, est tout à fait réelle et totale. Elle revêt différentes formes : pillage pur et simple, démantèlement d'usines, réparations, quand il s'agit de nations qui furent ennemies pendant la guerre ; pour les autres, on a recours à la formation de sociétés mixtes où les Russes dictent leurs conditions, et ils fixent arbitrairement les prix des produits échangés quand ils concluent des accords commerciaux. Au cours des débats du Conseil économique et social des Nations Unies, le délégué yougoslave donna des informations précises sur les sociétés mixtes créées pour « contribuer à la reconstruction et au développement des capacités de production de la Yougoslavie ». La participation devait être égale, d'après le contrat. La pratique fut différente : en mai 1948, à la veille de la rupture, la Russie n'avait versé que 9,83 % de son apport. Dans l'entreprise des transports, la charge pour les industries yougoslaves était de 0,40 dinar par kilomètre-tonne, mais de 0,19 seulement pour les Russes. De plus, la participation russe est toujours subordonnée aux besoins de l'infiltration russe dans les économies nationales. Aux nations alliées pendant la guerre, la Russie ne pouvait imposer des réparations. Elle ne pilla pas moins en encourageant les nationalisations : dominant l'Etat, il lui était facile de les organiser et de les utiliser à ses fins. Mais en Autriche qu'elle n'occupait que partiellement et où elle doit partager le pouvoir, elle est le principal obstacle aux nationalisations, voulues, cependant, par la nation, afin de pouvoir exploiter à son profit les richesses situées dans la zone qui lui fut attribuée.

La stalinisation des satellites commande l'organisation du travail dans les usines ; le travail aux pièces qui, selon Marx, est celui qui « convient le mieux aux méthodes capitalistes de production » est, comme en Russie, partout exalté. Selon l'organe du parti communiste roumain, c'est « un système révolutionnaire qui élimine l'inertie et rend l'ouvrier alerte tandis que le régime capitaliste engendre la fânerie et la paresse ». Cependant, d'autres textes révèlent la résistance des ouvriers et la haine qu'ils vouent aux stakhanovistes. Même imitation dans la création de camps de travail forcé ; de menus larcins ; vols de pain, de pommes de terre, valent à leurs auteurs d'y être envoyés pour 10 ou 15 ans,

les effectifs étant subordonnés aux nécessités du moment.

De tous ces faits patiemment rassemblés, Gluckstein conclut que « l'empire de Staline n'a pas d'avenir » ; ce n'est pas quand les peuples asservis d'Asie et d'Afrique s'éveillent et se battent pour leur libération qu'on peut concevoir que des peuples d'Europe puissent accepter longtemps d'être soumis à une puissance impérialiste. En rompant avec Moscou, Tito a montré, dans les faits, les limitations de la terreur stalinienne ; il a anéanti l'élément essentiel nécessaire à son succès : la croyance de ses victimes en son omnipotence. La guerre avait été la grande épreuve pour la politique stalinienne des nationalités ; les mesures brutales et radicales prises à l'égard de plusieurs d'entre elles soulignent son échec. Le cas le plus significatif en ce domaine est celui de la République allemande de la Volga. Le 28 août 1941, sa population tout entière fut déportée au-delà de l'Oural. C'était pourtant une des plus anciennes républiques nationales de l'Union soviétique ; la « Commune ouvrière des Allemands de la Volga » s'était en effet constituée dès le 19 octobre 1918, et cinq ans plus tard elle s'était transformée en république socialiste soviétique lors de la constitution de l'Union. Les publications officielles la donnaient fréquemment en exemple comme une preuve vivante du « progrès culturel et national qui suit la victoire du socialisme » ; mais le décret de dissolution et de déportation globale était ainsi motivé : « D'après de sérieuses informations reçues par les autorités militaires, il y a des milliers et des dizaines de milliers de « diversionnistes » et d'espions parmi la population allemande de la Volga qui sont prêts à provoquer des soulèvements dans cette région sur un signal de l'Allemagne. » Plusieurs républiques soviétiques disparurent ainsi de la carte de l'empire sans qu'on n'en sût rien pendant la guerre. En Ukraine, le chef du gouvernement, Khrouchchev, déclarait en août 1946, que la moitié des dirigeants du parti communiste ukrainien avaient été expulsés du parti pendant les derniers dix-huit mois ; il aurait été trop difficile de déporter trente millions d'Ukrainiens.

En 1936, Preda Utley écrivit un livre sur le Japon qu'elle intitula « Japan's Feet of Clay ». Comme c'était l'époque où le Japon imposait sa loi à la Chine et colonisait la Mandchourie, les ralleurs ne manquèrent pas, et il y en eut plus encore dans les premières années de la guerre quand les armées et la flotte japonaises parurent menacer d'un côté l'Inde et de l'autre l'Australie ; ces « pieds d'argile » montraient certes beaucoup d'agilité. Cependant la fin de l'histoire devait prouver que c'est Preda Utley qui avait raison. — A. R.

#### MICHEL RAGON : Histoire de la Littérature ouvrière (Editions ouvrières).

La part faite dans les histoires ordinaires de la littérature à ce qu'on peut appeler la littérature ouvrière est généralement faible ou inexistante. Ragon comble donc une lacune.

Il ramène l'attention sur un certain nombre d'écrivains ouvriers et d'œuvres, du moyen âge au XVIII<sup>e</sup> siècle, sur le menuisier Adam Billaut à qui le bruit de sa scie plaisait mieux mille fois que le bruit de la cour, sur les vieilles chansons, comme celle du laboureur breton :

« Le pauvre laboureur  
Il a bien du malheur... »

sur les romans des métiers de Thomas Deloney au temps de Shakespeare, sur les almanachs de colportage et sur les chants du compagnonnage.

La période de 1830-48 l'attire naturellement, par la poussée de nombreux poètes ou écrivains ouvriers à l'ombre de Lamartine, de George Sand surtout et de Béranger, chez les saint-simoniens et les fouriéristes. On chantait beaucoup alors à l'atelier et à l'auberge. Ragon se trompe quand il dit que sous le Second Empire l'ouvrier ne chantait plus guère Béranger et que Pierre Dupont l'avait supplanté. Sans doute, on chantait *Les Bœufs* et le *Chant des Ouvriers*, de P. Dupont, on n'a pas oublié ce dernier et l'on entonne encore souvent :

« Que le canon se taise ou grond  
Buvons, buvons, buvons  
A l'indépendance du monde ! »

Mais je puis lui dire que jusqu'au fond des campagnes on chantait Béranger. Ma mère avait, avant 70, aux veillées, appris à « l'assemblée » de son village plus de trente chansons de lui.

Ragon a raison de rappeler le jugement de Michelet disant que le tort des écrivains ouvriers est souvent de perdre l'originalité de leur classe, d'emprunter aux bourgeois abstractions et généralités, de devenir mixtes et bâtarde. « Le difficile n'est pas de monter, mais en montant de rester soi. »

La partie la plus importante du livre de Ragon est consacrée à la situation de la littérature ouvrière aujourd'hui. Evidemment, elle est en crise comme tout notre mouvement. Emile Guillaumin est mort, aucun paysan ne l'a remplacé. Qui nous donnera la *Vie d'un Simple* de notre époque ? Marguerite Audoux est morte ; aucune couturière ne s'est élevée dans l'atelier de Marie-Claire pour lui succéder. Les frères Bonneff ont été tués en 1914 ; il n'y a eu personne pour continuer leur *Vie trisauve des travailleurs*. Que Ragon me permette de lui dire que je ne partage pas son avis sur *Didier, homme du peuple*, de Maurice Bonneff ; il reste pour moi un très beau livre injustement oublié. Gaston Couté est mort et la veine des chansonniers beaucerons et campagnards semble tarie. Il s'est condamné à ne pas être entendu en recourant au patois, dit-on. Erreur. Paris est peuplé de provinciaux qui n'ont pas tellement perdu le sens et le goût du patois. Pierre Hamp, dont nous avions tant attendu et déjà pas mal reçu avec sa *Peine des Hommes*, s'est égaré dans des chemins aventureux et ne s'est pas retrouvé lui-même. Où est le remplaçant depuis un siècle de Claude Tillier, l'instituteur pamphlétaire de *Mon Oncle Benjamin* ?

Jusqu'au groupe plus récent des écrivains prolétariens rassemblés par Poulaille, qui est dispersé. Les anciens sont partis chacun de leur côté. Pour fuir le présent et la seconde guerre mondiale, Poulaille s'est plongé dans les Noëls anciens et les querelles sur Corneille, oubliant trop son *Pain quotidien*. Peisson, qui avait apporté quelque chose de nouveau et de précieux pour nous, le drame quotidien du métier de marin, s'est éloigné. Tristan Rémy s'est partagé entre le cirque et les sacristies stalinienne. Pourtant des jeunes ou des moins vieux ont montré le nez, les uns un peu trop timides comme Bonnet, le charpentier, trop éparpillés comme Prugnot, d'autres, comme Lime, cherchant leur route après de grosses secousses. Navel roule sa bosse des boîtes parisiennes aux champs du Midi.

Faut-il désespérer ? Non. Il faut attendre patiemment. Il n'est pas possible que dans les rangs ouvriers n'existent pas des bougres sérieux capables de dégager ce qu'il y a d'émotion humaine dans la vie de nos trente-six métiers et de sentir le drame de la classe ouvrière dans la période d'après la seconde guerre mondiale et d'après la faillite socialiste de la révolution russe. La cuisine syndicale ne les attire pas, elle les repousse même ; la cuisine révolutionnaire les fascine quelquefois, les dérouté toujours. Au fond, dans le creux de la vague historique où se trouve le mouvement, ils ont quelques excuses de se terrer dans leur coin. On trouve toujours des excuses pour ne pas faire ce qu'on devrait. Mais pourquoi attendre que revienne la vague ? Le propre des bonnes natures, c'est d'avoir plus de flair, de comprendre avant le gros de la masse, et d'avoir plus de cran, c'est-à-dire d'être un peu risque-tout. Espérons qu'un livre comme celui de Michel Ragon les amènera à réfléchir. Ils se demanderont ce qu'ils peuvent faire dès à présent pour réaliser leur œuvre propre et pour servir la classe ouvrière puisqu'ils entendent lui rester fidèles. — P. M.

#### Charles-Louis Philippe

La « R.P. » a rendu compte (juin et septembre 1952) des deux livres sympathiques que Louis Lanoizelée a consacrés à Emile Guillaumin et à Lucien Jean. Dans la même série, il va nous donner bientôt un « Charles-Louis Philippe, l'homme, l'écrivain et l'œuvre » avec un avant-propos de F. Teulé, des bois de J. Lebedeff, des lettres inédites de Ch.-L. Philippe et une bibliographie.

On peut souscrire pour cette plaquette de 152 pages qui a paru fin avril :

600 exemplaires sur Vélin à 250 francs.

## Le prix des bouquinistes

Nos amis les bouquinistes, dont nous signalions récemment la sympathique revue « Impression », ont fondé le prix des bouquinistes qui aura été décerné le 30 avril.

Idee originale : le montant du prix est de un franc (une pièce d'argent à l'effigie de la semeuse).

Bonne idee surtout : « attirer l'attention des lecteurs sur un livre de qualité ayant échappé à la vigilance des critiques et des jurys ». La vigilance ? Nos amis les bouquinistes subissent l'influence du voisinage de la maison d'Anatole France : ils trionnent de la meilleure manière.

Parmi les livres dont les mérites ont fait l'objet de discussions de la part du Jury, citons : **Parmi les hommes**, de Lucien Jean ; **Keetje**, de Neel Doff ; **Bêtes mes amies**, de Roger Pecheyrand ; **Un gosse**, d'Auguste Brepson ; **Culbutées dans le foin**, de Gustave Millet ; **Maria**, de Lucien Gachon ; **Tistou les mains vides**, de Pierre Hubac ; **La maison à l'abri**, de Marcel Martinet ; **L'écharpe tricolore**, de H. Dimanche ; **Fausse route**, de Pierre Merindol.

Livres repus dont il sera prochainement rendu compte :

**I. Lazarewitch** : « La médecine en U.R.S.S. » (Les Iles d'Or).

**M.-L. Berneri** : « Neither east nor west » (Freedom Press).

**Josué de Castro** : « Géopolitique de la faim » (Editions ouvrières).

**Vladimir Dedijer** : « Tito parle ».

**John Gunther** : « Passeport pour les U.S.A. » (Gallimard).

# La Vie des Cercles

## BULLETIN DE ZIMMERWALD LES CONSEQUENCES DE LA MORT DE STALINE

par J. Humbert-Droz

(Conférence du dimanche 12 avril 1953)

Il est malaisé de donner un compte rendu fidèle de la causerie du camarade Humbert-Droz.

Son exposé, bien documenté et objectif, fit appel aux textes et aux faits contrôlables et ne s'attarda guère sur les interprétations audacieuses des événements qui ont suivi la mort de Staline. Mais comment rendre avec véricité la discussion qui suivit et fit revivre pour nous les reculs successifs de la Révolution russe, les luttes de cliques, les hésitations des militants sincères et attachés à leur parti ?

Nous nous contenterons de noter quelques points essentiels du débat :

— Les racines communes qui unissent le léninisme au stalinisme et à ses successeurs.

— Les mesures intérieures et extérieures prises après la mort de Staline.

— Les perspectives d'avenir de l'U.R.S.S.

### 1. — Le léninisme et les origines du stalinisme.

Dès 1918 Lénine, pressentant déjà l'échec de la révolution mondiale, fit un premier pas vers le capitalisme d'Etat (contre Boukharine et les communistes de gauche d'alors) ; c'était la voie ouverte à la tyrannie, dont le joug s'appesantit de plus en plus lourdement sur le peuple russe.

Au temps de Lénine, la période des « grands mensonges » n'était pas mûre : on appelait encore le capitalisme d'Etat par son nom, et on ne le baptisait pas « socialisme ».

Cependant, la reproduction du texte de Lénine, paru dans la *Pravda* du 9 au 11 mai 1918, sur « L'enfantillage de gauche et l'esprit petit-bourgeois » laisse présager ce que deviendra la Révolution russe. Voici ce texte :

« Le capitalisme d'Etat serait un très grand pas en avant... : la victoire sur le désordre, la

destruction, la négligence est plus importante que tout le reste. Le danger le plus grand est dans la durée et le maintien de l'anarchie petite-bourgeoise, un danger qui nous ruinerait infailliblement, tandis que le tribut que nous payons au capitalisme d'Etat nous mène au chemin qui nous conduit sûrement au socialisme.

» Le capitalisme d'Etat est économiquement très supérieur à notre économie actuelle. Il n'a rien de dangereux parce que l'Etat soviétique est un Etat dans lequel le pouvoir est assuré aux ouvriers et à la population pauvre.

» Tant que l'Allemagne tarde à faire sa révolution, c'est notre devoir d'apprendre le capitalisme d'Etat chez les Allemands ; nous assimilons le capitalisme d'Etat de toutes nos forces et ne redoutons aucune mesure dictatoriale pour accélérer cette assimilation encore plus rapidement que Pierre le Grand ne l'a fait pour assimiler la culture occidentale à la Russie barbare. Ne reculant devant aucune méthode barbare dans sa lutte contre la barbarie... ».

Ce simple rappel d'un texte, encore inédit en France, va permettre à Humbert-Droz de souligner ce qui, dans la théorie léniniste, fut une prémonition de sa caricature totalitaire, le stalinisme. En un sens, c'est en partant de cette « accumulation primitive » monstrueuse qu'a été le capitalisme d'Etat entre les mains de Staline que peut naître en U.R.S.S. un véritable réveil ouvrier ; ce réveil naîtra du capitalisme d'Etat, mais en se dressant contre lui et contre les nouveaux maîtres du régime, peut-être plus tôt que nous n'osions l'espérer. Les événements qui viennent de suivre la mort de Staline en témoignent.

### 2. — Les mesures extérieures et surtout intérieures prises depuis la mort de Staline.

Sans accepter des hypothèses séduisantes, mais non prouvées, telles que l'empoisonnement possible de Staline par ses « dauphins », ou la lutte (de son vivant et après sa mort) entre Malenkov, Béria, Khrouchtchev, etc., il faut reconnaître un grand changement d'orientation dès après la mort du tyran.

A l'extérieur, la nouvelle équipe russe tend avant tout à rassurer le monde « capitaliste », par la conférence de Berlin, la reprise du débat à l'O.N.U. sur le désarmement, la nomination sans heurt d'un secrétaire général de l'O.N.U., l'échange facilité des prisonniers en Corée, et surtout la proposition de Tchou En-lai, qui accepte en fait le projet de l'Inde sur l'échange des prisonniers de guerre (repoussé quelques semaines plus tôt par Vychinsky, au nom de l'U.R.S.S. et de la Chine populaire) et la reprise sérieuse de pourparlers d'armistice.

A l'intérieur, le changement d'orientation est encore plus caractéristique.

On a l'impression que le nouveau régime a voulu donner des gages aux privilégiés, leur montrer que l'ère stalinienne est révolue, et que désormais ils seront protégés par la loi. Les nouveaux maîtres ont, semble-t-il, voulu assurer plus de stabilité à l'Intelligentsia : la terreur est finie pour les classes dirigeantes et la digestion des repus du régime commence, semblent dire les nouveaux chefs. Espérons que les miettes du festin tomberont dans l'assiette des masses travailleuses durement exploitées !

Quoi qu'il en soit, les faits sont là :

— La baisse des prix, oscillant entre 10 et 50 %, montre que la nouvelle équipe sent le besoin d'un répit, au moins momentané, en U.R.S.S. où la situation alimentaire est sérieuse, mais aussi dans les pays satellites (où l'on ménageait les paysans dès avant la mort de Staline) où le « standing » est catastrophique, surtout en Allemagne orientale.

— L'amnistie des condamnés à moins de 5 ans, qui touche 2 à 3 millions de prisonniers, est la preuve que la répression perpétrée depuis plus de vingt ans était intolérable. Bien entendu, cette première amnistie ne touche pas les « politiques », mais surtout les fonctionnaires prévaricateurs, les trafiquants de droit commun, les petits voleurs, les victimes mineures du régime policier. Est-ce une première étape ?



Il faut tenter d'élargir cette brèche dans le système.

— *La liquidation du « complot » des médecins* et l'affirmation que la police a employé des méthodes illicites pour les aveux est encore plus frappante et remet en question tous les autres « aveux » des vingt dernières années. Ce complot, monté par le ministère de la Sécurité de l'Etat (dirigé par Ignatiev), semble avoir été dirigé essentiellement contre Béria, ministre de l'Intérieur. Staline, en effet, utilisait (comme beaucoup d'autres) une double police politique, pour pouvoir mieux la contrôler. Or c'est Béria qui liquide le complot, en insistant sur les procédés de police du régime, et rattache indirectement cette machination du ministre de la Sécurité de l'Etat aux autres procès suspects et aux circonstances étranges de la mort de Jdanov, et peut-être de Dimitrov.

Cette lutte de cliques, mise au jour par la mort du chef, est révélatrice des contradictions communes à tous les régimes policiers.

— *La nette condamnation de l'antisémitisme* (par Béria et la *Pravda*) est une reconnaissance implicite de l'existence de tendances antisémites en U.R.S.S. De même, la guerre avait créé un réveil des nationalités dans les zones périphériques de la Russie ; il a fallu mater récemment ces tendances centrifuges, en Géorgie en particulier, et il n'est pas vain de rappeler que Béria est d'origine géorgienne, comme Staline d'ailleurs.

Il ressort, si l'on sait lire la presse totalitaire, que Staline fut à l'origine de toutes ces « erreurs », et c'est une faille grave dans l'édifice de la dictature.

Il serait cependant prématuré de croire à un changement radical de politique : tout au plus, il s'agit pour le moment d'une nouvelle tactique, pour laisser le temps à la nouvelle équipe de consolider son pouvoir. Et il semble bien, d'après les discours du dernier congrès (où l'appellation de « bolchévik » a disparu comme par miracle), que Staline lui-même a préparé une partie de ces changements, à l'extérieur dans le but évident de dissocier l'alliance occidentale (en insistant sur les contradictions entre pays « capitalistes »), à l'intérieur pour assurer sa succession sans heurt (au profit de nouvelles couches, dont Malenkov est l'homme le plus représentatif). Déjà avant sa mort une « pause » était prévisible, aussi bien en U.R.S.S. que dans les pays satellites. Sa disparition soudaine n'a fait qu'accélérer et renforcer le processus, en le rendant plus spectaculaire. Les manœuvres du Kremlin pourront-ils s'arrêter en route, comme ils le souhaitent certainement ?

### 3. — *Les perspectives de l'U.R.S.S.*

En ces quelques semaines, les grandes lignes de l'évolution prochaine du régime russe se précisent déjà à nos yeux.

— *A l'intérieur*, un premier fait est frappant : aucun des nouveaux dirigeants n'a entre les mains un pouvoir comparable à celui de Staline. Malenkov ne tient ni l'Armée, ni la Police, ni le Parti ; le gouvernement, en U.R.S.S., est un organe d'exécution, non de direction, au moins jusqu'à présent.

Mettons à part le cas de Molotov, qui dirige bien nominalement la politique étrangère, mais ne semble avoir ni l'envergure ni la puissance nécessaires pour s'assurer le pouvoir personnel.

L'Armée est entre les mains de Boulganine ; il concentre toutes les forces de l'U.R.S.S. (armée de terre, marine et aviation), qui dépendaient auparavant de plusieurs ministères ; son bras droit Joukov, qui connaît assez bien l'Occident, rentre en grâce, après avoir vu pâlir son étoile. Un autre militaire, Vorochilov, prend la place de président de la République (poste purement honorifique d'ailleurs, comme du temps de Kalinine ou de Chvernik). Béria, qui, semble-t-il, était à la veille d'être liquidé, est plus fort que jamais et n'hésite pas à dénoncer à propos de l'affaire des médecins les méthodes policières (qu'il connaît bien !). Khrouchtchev, après quelques jours de silence complet, assure le secrétariat du parti (poste dans lequel Staline s'est illustré). C'est un élément de la vieille équipe, qui n'est rien moins que dévoué à Malenkov (espoir de la nouvelle génération « sans bio-

graphie ») ; c'est un survivant de l'équipe de Jdanov et, selon certains, l'homme de main de Kaganovitch.

Voilà, sommairement décrit, ce « panier de crabes ». Il serait audacieux de préjuger entre eux une lutte ouverte, comme celle qui suivit la mort de Lénine. Les conditions ont changé et aucun des nouveaux maîtres n'a encore l'autorité nécessaire pour liquider ses concurrents. Dans le présent, l'équipe a besoin, aussi bien pour l'intérieur que pour l'extérieur, de donner l'apparence d'une unité de vues. Ce régime de clique n'est pas une nouveauté en U.R.S.S., mais la nouvelle clique a besoin de s'imposer et de s'affermir avant de se permettre des luttes intestines pour la suprématie de l'Etat, de l'Armée, de la Police ou du Parti. Il n'en reste pas moins que ce nouveau gouvernement marque la fin de la contre-révolution stalinienne et le début historique d'une nouvelle réalité russe : la lutte sournoise entre les cadres nouveaux (Malenkov) et les vieux cadres du parti (Khrouchtchev).

— *A l'extérieur*, le gouvernement russe était dans l'impasse, dès avant la mort de Staline.

*Le réarmement de l'Allemagne et du Japon* a cessé d'être du domaine de la fantaisie et de l'hypothèse.

*Les provocations soviétiques* qui ont suivi la deuxième guerre mondiale ont eu pour résultat (inattendu pour les dirigeants soviétiques) de regrouper provisoirement les nations d'Occident et de donner à ces pays de démocratie bourgeoise un essor économique apparent dû à l'effort de réarmement.

*L'affaire de Corée* a prouvé une fois de plus que l'agression ne paie plus, pas plus en Corée que dans la Perse du Nord, qu'en Grèce ou à Berlin.

L'arrivée au pouvoir de l'équipe républicaine aux U.S.A. aggrave le risque de conflagration mondiale, dont l'U.R.S.S. ne veut actuellement à aucun prix ; la Russie semble donc avoir intérêt à liquider le conflit coréen, en attendant de pouvoir retrouver un champ d'action pour un nouveau conflit localisé, sans trop de risque.

*Les P.C. reculent dans tous les pays à forte concentration ouvrière* (Allemagne, Autriche, Belgique) et ne sont pas parvenus à mordre sur l'Angleterre et les pays nordiques. Quant au parti français, il est en pleine crise, et le parti italien (mené habilement par Togliatti, ancien boukharinien) s'isole des autres « partis frères » et tente de mener une politique nationale étroitement italienne (qu'il dirige habilement contre Tito, à propos de l'affaire de Trieste).

Inversement, *l'influence des P. C. se développe dans les pays arriérés*, ce qui constitue plus un poids qu'une aide pour l'U.R.S.S., comme en témoignent les procès récents dans les pays du « glacis » soviétique. Les satellites de l'Est européen sont une des principales sources de difficulté pour l'U.R.S.S., surtout après le mauvais exemple donné par Tito ; même si celui-ci, comme il semble, n'a eu aucun contact avec Kostov, Rajk ou Gomułka, il représente l'espoir secret de tous les dirigeants communistes nationaux qui ne sont pas de purs instruments entre les mains de l'Etat russe. *La Chine* est aussi un fardeau pour le présent et peut-être une rivale pour demain ; ce n'est pas un Etat satellite créé artificiellement par l'Armée rouge ; elle s'est dirigée seule (souvent contre les vœux de Staline) dans sa voie propre, la révolution agraire. Il n'y a pas de hasard dans le monde dirigeant communiste ; pourquoi Mao n'a-t-il pas assisté aux obsèques de Staline ? pourquoi s'est-il contenté d'envoyer des condoléances amicales à retardement ? pourquoi Tchou En-lai est-il intervenu directement pour la reprise des pourparlers d'armistice en Corée, au nom de la Chine populaire et non plus par le truchement de l'U.R.S.S. ? Notons que la Chine (pas plus que l'Allemagne orientale, mais sans doute pour d'autres raisons) n'a pas adhéré au Kominform. Une politique chinoise personnelle s'ébauche, entravée et retardée cependant par les initiatives hostiles et maladroites des U.S.A.

En conclusion, l'U.R.S.S. a intérêt actuellement à éviter une guerre générale, à localiser les conflits

ou à les dissoudre, selon la conjoncture internationale. Mais c'est un élément passager de paix, car la politique impérialiste russe, démasquée dès 1939 par le pacte Hitler-Staline, porte en elle le germe de conflits mondiaux futurs. L'U.R.S.S. ne reculera devant rien si une bonne occasion se présente ; rappelons que Molotov a discuté sérieusement à Berlin, en 1940, de l'entrée de l'U.R.S.S. dans le pacte antikomintern, pour se partager par avance les dépouilles du vieux lion britannique en Perse et aux Indes !

A l'intérieur des frontières russes, la régression sociale est trop profonde pour nous laisser la moindre illusion. Le contrôle ouvrier a disparu depuis des décades. Le code du travail qui accordait 30 jours de congé payé n'octroie plus que douze jours de congé par an à la plupart des travailleurs. La dictature de quelques hommes est inéluctable, tant que durera le capitalisme d'Etat, baptisé « socialisme » par Staline, et condamné prophétiquement avant la lettre par Rosa Luxembourgeois, dès 1917.

Espérons, comme le disait Litvinov à son entrée à la Société des Nations, que « l'animal féroce a besoin de digérer ses conquêtes » et laissera un répit au monde divisé d'aujourd'hui, répit qu'il dépend de nous de savoir utiliser au profit de la cause ouvrière et de l'internationalisme. Avec l'U.R.S.S., comme avec les U.S.A., Etats impérialistes l'un et l'autre, il faut accepter la discussion. Il est vain de palabrer sur le manque de sincérité des dirigeants ; il faut utiliser au mieux leurs contradictions et éviter à tout prix de rendre inéluctable la troisième guerre mondiale, qui ne libérerait pas les concentrationnaires russes, mais établirait à l'échelle mondiale un régime de misère et de camps de travail.

Telles sont les principales réflexions que nous a suggérées le camarade Humbert-Droz, qui a vécu plus de dix ans en U.R.S.S. et qui a connu de près la plupart des dirigeants de l'Internationale.

#### REUNION DU DIMANCHE 17 MAI

Les membres du Cercle Zimmerwald se réunissent le dimanche 17 mai, à 15 h., 78, rue de l'Université, Paris-VII<sup>e</sup> (métro Solférino).

Après quelques réflexions à propos du livre de Rosmer sur « Moscou sous Lénine », Raphaël Ryba, du « Bund », fera un exposé sur le sujet suivant :

**Nationalisme et internationalisme en Moyen-Orient (Arabes et Juifs).**

Une libre discussion suivra comme d'ordinaire. Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

#### LES TACHES DU CERCLE PELLOUTIER

Les membres du Cercle Pelloutier de Paris se sont réunis le dimanche 22 mars de 15 h. à 18 h. 30 pour faire le bilan de leur travail et fixer les tâches d'avenir. Un rapport préparatoire avait été adressé aux membres par le secrétariat.

Les réponses de certains camarades de province ont été lues, en particulier de Poitiers, de Mâcon, de Lyon ainsi que de camarades parisiens empêchés. La discussion qui a suivi a porté sur l'analyse de la situation syndicale présente, les raisons de l'insuffisance de travail et de rayonnement du Cercle.

La base de constitution du Cercle reste la déclaration de la Ligue syndicaliste. Est-ce ainsi restreindre le recrutement des bonnes volontés ? N'est-ce pas plutôt préciser nettement l'orientation de notre travail ? Cette dernière conclusion a été retenue : contre tout esprit de boutique, grouper des camarades de toutes les organisations décidés à s'y battre pour y faire prédominer l'esprit de classe.

Et pour bien se battre il faut s'y préparer. Tel est le but des études que le Cercle veut réaliser. Son action, à propos du scandale Villiers-Bedes, a montré qu'il ne voulait pas séparer l'étude de l'action. Mais si les circonstances ont voulu que les efforts pour le règlement de cette malheureuse affaire absorbent beaucoup de nos ressources en temps et en militants, ce qui doit faire le prix de

l'action du Cercle ce seront les études, les enquêtes qu'il pourra réaliser.

Trois équipes ont été constituées. La première a pour tâche de suivre au plus près l'activité sociale ; son rôle est d'informer ; donner des faits, permettre qu'on les comprenne.

La seconde doit rendre compte de tout ce qui paraît, livres, études de revues, articles de journaux sur le monde du travail.

La troisième entreprend le bilan de la Sécurité sociale. Des camarades avertis et qui se trouvent, par leur activité professionnelle ou syndicale, directement au contact des organismes de la Sécurité sociale constituent le noyau de cette équipe. Elle réunira une documentation et en tirera la matière d'un rapport que l'ensemble du Cercle discutera et qui pourra ensuite être publié.

Bien d'autres tâches seraient à accomplir : bilan des nationalisations ; bilan des comités d'entreprise ; situation du prolétariat 1953 ; le prolétariat nord-africain en France ; etc. Ces études seront entreprises au fur et à mesure que les équipes de camarades susceptibles de les réaliser pourront être constituées.

Mais comme le remarquait un camarade, est-ce que le salarié pense aux nationalisations, à la Sécurité sociale (en tant que réalisation syndicale), ou aux comités d'entreprise quand il se syndique ? Pourquoi se syndique-t-il ? Pourquoi, serait-il plus intéressant de se demander, ne se syndique-t-il plus ? Pourquoi, en fin de compte, ne pas dresser un simple tableau ; pourquoi faut-il se syndiquer ? Quoi, a objecté l'un des membres, vous voulez faire la brochure que les C.G.T. devraient depuis longtemps avoir faite ? Pourquoi pas ? ont répondu des audacieux. Attendons, on verra s'il s'agit d'audace ou de prétention. Mais cette simple histoire illustre bien qu'il y a du travail sur la planche, si l'on veut se sauver soi-même.

Pour tout renseignement complémentaire sur le travail du Cercle Pelloutier, écrire à son secrétaire, G. Walusinski, 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11<sup>e</sup>).

#### MOSCOU SOUS LENINE

La « R. P. » d'avril a publié l'introduction et la conclusion du livre de notre ami Rosmer qui, depuis, a paru aux éditions P. Horay (Flore).

Tous les lecteurs de la « R. P. » voudront lire ce livre.

« Je dirai simplement : j'étais là, c'était ainsi ». Voilà le ton de ce témoignage qui risque de décevoir les amateurs de feuilletons historiques...

...Mais Rosmer témoigne de ce temps à sa manière, au jour le jour, sans aucun romantisme.

Nos amis partageront sans doute l'avis de Camus qui a écrit une importante préface dont l'appréciation ci-dessus est tirée.

Nous nous ferons un plaisir de leur envoyer le livre franco de port à domicile contre virement de 600 francs au C.C.P. de la Révolution prolétarienne : Paris 734.99.

#### QUELQUES REMARQUES

**Bollengier** (Paris). — « Merci pour le courant d'air frais que vous donnez chaque mois. »

**Lavalette** (S.-et-O.). — « Mes vifs remerciements à R. L. contre cette « ordure » de Hautecloque. Bravo ! et vive la R.P. ! »

**Max Leblanc** (Aisne). — « Mes félicitations pour la qualité de la revue et mes encouragements à persévérer dans la bonne voie. »

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »  
232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

# LES FAITS DU MOIS

**VENDREDI 27 MARS.** — Arrivée à Washington de MM. Mayer et Bidault représentant le gouvernement français.

**LUNDI 30.** — Grève générale décrétée par la C.G.T. italienne (communiste) pour protester contre la nouvelle loi électorale.

— Conversations franco-américaines à Washington.

— Une rébellion militaire est étouffée au Guatemala.

**MARDI 31.** — Accord pour la reprise des pourparlers d'armistice à Pan-Mun-Jom (Corée).

**MERCREDI 1<sup>er</sup> AVRIL.** — A l'O.N.U., accord pour la nomination du secrétaire général.

**SAMEDI 4.** — On annonce de Moscou la libération des médecins « assassins » et l'arrestation de leurs accusateurs.

**LUNDI 6.** — Arrivée aux U.S.A. du chancelier allemand Adenauer.

— Accord réalisé à Pan-Mun-Jom sur l'échange des prisonniers malades.

— Arrestation à Moscou de l'ancien sous-ministre de la Sécurité d'Etat.

**MARDI 7.** — L'ancien ministre de la Sécurité soviétique est relevé de ses fonctions de secrétaire du parti communiste.

— Nouvelle expérience nucléaire dans le Nevada.

— Grève massive au Brésil.

**JEUDI 9.** — Communiqué germano-américain à la suite des conversations de Washington.

**VENDREDI 10.** — Nouvelles propositions des Sino-Coréens relatives à l'armistice.

**SAMEDI 11.** — Conférence à Paris de l'Internationale socialiste.

**LUNDI 13.** — En Indochine le Viet Minh engage une offensive dans le Laos.

**MERCREDI 15.** — Au Laos, occupation de Sam-Neua, par le Viet Minh.

— Grève-surprise chez Renault.

**JEUDI 16.** — Grand discours à Washington du président Eisenhower, proposant un plan de paix.

— A Buenos-Aires, attentat contre Peron suivi de manifestations péronistes.

— Elections sud-africaines favorables aux nationalistes partisans de la discrimination.

— Elections aux commissions paritaires des mines de Lorraine.

**SAMEDI 18.** — Offensive vietminh au Laos : évacuation de Nong-Het et de Xieng-Khouang.

— Déclarations du secrétaire d'Etat américain Foster Dulles.

**LUNDI 20.** — Référendum à la Régie Renault sur l'éventualité d'une grève.

— A Pan-Mun-Jom premier échange de prisonniers.

— Elections au Japon : avance socialiste, légère avance communiste ; recul des libéraux, des progressistes.

— Déclarations à New-York du roi du Cambodge, protestant contre l'insuffisance de l'indépendance accordée par la France.

**MARDI 21.** — Elections danoises : échec de la coalition gouvernementale, succès socialiste.

— Lock-out partiel à la Régie Renault.

**JEUDI 23.** — Occupation dans la Régie Renault des ateliers du département 76.

— Une assemblée générale de la R.A.T.P. organisée par la C.G.T. envisage une grève de 24 heures.

**VENDREDI 24.** — Le Bundesrat allemand ajourne la ratification des accords de Bonn et de Paris.

— Réunion du Conseil de l'Atlantique.

— Grève de deux heures et meeting de tous les syndicats aux Usines Renault.

# D'où vient l'argent ?

DU 26 MARS AU 25 AVRIL 1953

RECETTES	
Abonnements :	
Ordinaires .....	94.400
Soutien .....	20.200
	<hr/>
Souscription .....	114.600
Vente .....	10.400
	450
Souscription pour les Tunisiens .....	800
Divers .....	775
	<hr/>
	127.085
En caisse et chèques postaux .....	143.661
	<hr/>
	270.746
DEPENSES	
Impression, papier .....	96.897
Timbrage, routage, expédition .....	7.055
Frais de recouvrement abonnements .....	6.016
Frais généraux .....	820
	<hr/>
	110.588
Solde au 25 avril :	
Caisse .....	185
Chèques postaux .....	159.973
	<hr/>
	160.158
	<hr/>
	270.746

## LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bureau (Alger) 1.400 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 2.000 ; Gullioré (Paris) 1.200 ; Faucier (Paris) 1.000 ; Fradin (Paris) 2.000 ; Lavalette (Seine-et-Oise) 1.000 ; Max Leblanc (Alsace) 2.000 ; Taragnat (Seine) 1.200 ; Graf (Paris) 2.000 ; Duyck (Paris) 1.500 ; Guenec (Seine-et-Oise) 1.500 ; Bavard (Côte d'Or) 1.400 ; Garchery (Eure) 2.000. — Total : 20.200 fr.

## LA SOUSCRIPTION

Lafferrière (Paris) 300 ; Letertre (Paris) 300 ; Mme Guillaume (Loire) 300 ; Goulu (Seine-et-Oise) 300 ; Ledrappier (Seine) 50 ; Laussagnet (Lot-et-Garonne) 300 ; Houays (Loire) 300 ; Charron (Landes) 300 ; Roessel (Paris) 300 ; Antier (Paris) 300 ; Allot (Finistère) 300 ; Ducretet (Haute-Savoie) 300 ; Le Gall (Seine-Inférieure) 100 ; Buissonnière (Allier) 200 ; Itard (Paris) 300 ; Wipff (Paris) 300 ; Scheck (Seine) 1.000 ; Lulé (Sarthe) 300 ; Daniel (Finistère) 50 ; Bollengier (Paris) 100 ; Mme Glodeau (Seine) 100 ; Gulheneuf (Seine) 300 ; Aubin (Paris) 300 ; Borie (Gironde) 300 ; Plassat (Seine) 300 ; Claudet (Paris) 300 ; Zakin (Paris) 50 ; Ribeyron (Côte d'Or) 100 ; Lefèvre (Calvados) 300 ; Ménard (Loiret) 100 ; Ploquin (Seine) 300 ; Mme Michel Alexandre (Paris) 300 ; Conti (Alpes-Maritimes) 50 ; Cortel (Côte d'Or) 300 ; Pons (Charente) 100 ; Mme Serret (Ardèche) 100 ; Geny (Seine) 300 ; Fabre (Alpes-Maritimes) 300 ; Léger (Paris) 300 ; Ladret (Loire) 60 ; Cordier (Seine-et-Oise) 100 ; Vedel (Seine-et-Oise) 300 ; Meysenq (Hautes-Alpes) 100. — Total : 10.460 francs.

## LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS (onzième liste)

Ruffin (Paris) 300 ; A.-V. Jacquet (Rhône) 500. — Total : 800 francs. — Total au 25 avril : 51.050 francs.

## MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 29-3-53 .....	1340
Abonnements nouveaux .....	6
	<hr/>
Désabonnements et suppressions .....	1346
	<hr/>
Situation au 26-4-53 .....	1314

## LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris 2, Allier 1, Loire 2, Maroc 1.

VIENT DE PARAITRE

**ALFRED ROSMER**

# MOSCOU SOUS LÉNINE

Les origines du communisme

PRÉCÉDÉ D'UNE IMPORTANTE PRÉFACE DE

**ALBERT CAMUS**

*Ce livre, d'une rare probité intellectuelle, est un témoignage capital, tant sur la formation des partis communistes et du régime soviétique que sur la vie quotidienne, à l'époque, en U. R. S. S.*

UN VOLUME DE 320 PAGES IN-16 JÉSUS

600 FRANCS

## LA DOCUMENTATION ECONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie  
198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV<sup>e</sup>  
O. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 06-71

	Francs
<b>Henri Mondor</b> : Alain ..... 490 <i>(Pour mieux connaître Alain. Souvenirs. Pages inédites. Lettres sur le sujet du cœur et de l'esprit. Le déjeuner chez Lapérouse)</i>	
<b>Simone Weil</b> : La Source grecque ..... 350 <i>(Ce qu'était pour Simone Weil l'esprit de la Grèce)</i>	
<b>Perraud, Charmantier et Riedmatten</b> : Lois sociales — Sécurité sociale ..... 800 <i>(Droits et obligations des employeurs et des travailleurs. Code du travail. Comités d'entreprise. Salaires et congés payés. Sécurité sociale)</i>	
<b>Paul Naudon</b> : Les origines religieuses et corporatives de la franc-maçonnerie ..... 600 <i>(Histoire des corporations parisiennes et des francs-métiers dans le domaine du temple)</i>	
<b>Marie-Louise Pailleron</b> : George Sand et les hommes de 48 ..... 570 <i>(Le présent volume touche à une période particulièrement attachante de la vie de George Sand)</i>	
<b>Alfred Rosmer</b> : Moscou sous Lénine ..... 600 <i>(« Le difficile est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre sa foi dans la nécessité de celle-ci. Ce problème est justement le nôtre. C'est par là que le livre de Rosmer est actuel. » — Albert Camus.)</i>	
<b>Woodcock et Avakoumovitch</b> : Kropotkine, le prince anarchiste ..... 790 <i>(C'est un ouvrage d'histoire, indispensable à qui veut connaître le mouvement des idées depuis Marx)</i>	
<b>Simone Weil</b> : Cahiers, tome 2 ..... 720 <i>(Ce deuxième tome des Cahiers de S. Weil contient notamment d'importantes réflexions sur la pensée et la métaphysique orientales)</i>	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT  
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »